

# **RAPPORT ANNUEL 2007**

## **DOCUMENT DE REFERENCE**



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 02 avril 2008, conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF.

Conformément à l'article 28 du Règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004, le lecteur est renvoyé aux précédents documents de référence concernant certaines informations :

1. Le rapport de gestion du Directoire, les comptes consolidés, le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006 et figurant dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 avril 2007 sous le n° D.07-0284
2. Le rapport de gestion du Directoire, les comptes consolidés, le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005 et figurant dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 avril 2006 sous le n° D.06-0221

**GUERBET**  
**Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance**  
**au capital de 12 018 276 euros**  
**Siège Social : 15, rue des Vanesses - 93420 Villepinte**  
**308 491 521 R.C.S. Bobigny**



# SOMMAIRE

1. PERSONNES RESPONSABLES.....	6
1.1 Nom et fonctions de la personne qui assume la responsabilité du document de référence ...	6
1.2 Attestation de la personne qui assume la responsabilité du document de référence .....	6
2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES .....	6
2.1 Nom, adresse et qualification des contrôleurs légaux des comptes.....	6
2.1.1 Commissaires aux Comptes titulaires.....	6
2.1.2 Commissaires aux Comptes suppléants.....	7
3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES.....	8
4 FACTEURS DE RISQUES.....	9
4.1 Facteurs de risques.....	9
4.2 Risques liés à l'activité industrielle et à l'environnement.....	9
4.3 Risques de dépendance à l'égard de brevets et de licences, de contrats d'approvisionnements, industriels, commerciaux ou financiers, ou de procédés nouveaux de fabrication .....	10
4.4 Risques liés à l'approvisionnement.....	11
4.5 Risques pharmaceutiques .....	11
4.6 Risques financiers.....	11
4.7 Risques liés au départ de collaborateurs.....	12
4.8 Réglementation.....	13
4.9 Risques pays.....	13
4.10 Assurances et couvertures de risques.....	13
4.11 Faits exceptionnels et litiges .....	15
5 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR .....	16
5.1 Histoire et évolution de la société .....	16
5.1.1 Dénomination sociale.....	18
5.1.2 Siège social.....	18
5.1.3 Forme juridique .....	18
5.1.4 Date de constitution .....	18
5.1.5 Objet social (Article 2 des statuts) .....	18
5.1.6 Registre du Commerce et des Sociétés .....	19
5.1.7 Numéro et dénomination du secteur d'activité (classification FSTE) .....	19
5.1.8 Lieu où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à la société .....	19
5.1.9 Exercice social .....	19
5.1.10 Répartition statutaire des bénéfices (Article 23 des statuts) .....	19
5.1.11 Assemblées Générales – Droit de vote double (Articles 18 et 19 des statuts).....	20
5.1.12 Déclaration de franchissement de seuils .....	20
5.1.13 Titres au porteur identifiables (Article 8 des statuts).....	21
5.1.14 Rachat par la société de ses propres actions.....	21
5.1.15 Politique d'information.....	22
6 APERÇU DES ACTIVITES.....	23
6.1 Principales activités.....	23
6.1.1 Les produits de contraste pour imagerie médicale.....	23
6.1.2 Les produits de contraste Rayons X .....	23
6.1.3 Les produits de contraste pour l'imagerie par résonance magnétique.....	25
6.1.4 Les produits de contraste pour l'échographie.....	25
6.1.5 Les produits de contraste pour la médecine nucléaire .....	25
6.1.6 Le positionnement du Groupe GUERBET .....	26
6.2 Principaux marchés.....	27
6.2.1 Marchés du contraste RX et de l'IRM .....	27

6.2.2	Le marché des produits de contraste RX .....	28
6.2.3	Le marché des produits de contraste IRM.....	28
6.3	Implantation commerciale et mode de commercialisation .....	30
<b>7</b>	<b>ORGANIGRAMMES.....</b>	<b>32</b>
<b>8</b>	<b>PROPRIETE IMMOBILIERE, USINES ET EQUIPEMENTS, POLITIQUE QUALITE</b>	<b>34</b>
8.1	Usines et équipements, politique d'investissement .....	34
8.2	Propriété immobilière : liste des établissements.....	36
8.3	Politique Qualité et politique environnementale du Groupe Guerbet .....	37
<b>9</b>	<b>EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT .....</b>	<b>38</b>
9.1	Rapport de Gestion de la société Guerbet et du Groupe Guerbet .....	38
9.1.1	Facteurs influant sur le chiffre d'affaires du Groupe Guerbet.....	38
9.1.2	Résultat opérationnel courant Groupe Guerbet .....	40
9.1.3	Facteurs influant sur le résultat opérationnel courant du Groupe.....	40
9.1.4	Facteurs influant sur le résultat net du Groupe.....	41
9.1.5	Situation financière Groupe Guerbet .....	41
9.1.6	Perspectives d'avenir du Groupe.....	42
9.1.7	L'activité et les résultats de la société mère Guerbet .....	42
9.1.8	Facteurs sociaux, environnementaux, économiques, monétaires, politiques influant sur les opérations de la société mère Guerbet .....	43
9.1.9	Honoraires des commissaires aux comptes .....	56
9.1.10	Résultat des cinq derniers exercices .....	57
9.2	Rapport du conseil de Surveillance .....	59
9.3	Comptes consolidés au 31 décembre 2007 - Extraits .....	60
9.4	Comptes sociaux au 31 décembre 2007 - Extraits.....	63
9.5	Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2008.....	68
9.5.1	Ordre du jour.....	68
9.5.2	Projet des résolutions.....	68
<b>10</b>	<b>TRESORERIE ET CAPITAUX.....</b>	<b>71</b>
<b>11</b>	<b>RECHERCHE &amp; DEVELOPPEMENT – BREVETS ET LICENCES .....</b>	<b>72</b>
11.1	La recherche et développement .....	72
11.1.1	Un effort de R&D soutenu.....	72
11.1.2	Les nouveaux produits en cours de développement .....	72
11.1.3	Objectifs de la R&D.....	73
<b>12</b>	<b>INFORMATION SUR LES TENDANCES.....</b>	<b>74</b>
12.1	Evolution .....	74
12.2	Perspectives d'avenir.....	74
<b>13</b>	<b>PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE.....</b>	<b>74</b>
<b>14</b>	<b>ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE .....</b>	<b>75</b>
14.1	Directoire .....	75
14.2	Conseil de Surveillance.....	76
<b>15</b>	<b>REMUNERATIONS ET AVANTAGES .....</b>	<b>77</b>
<b>16</b>	<b>FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE .....</b>	<b>80</b>
16.1	Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, le contrôle interne et les principes de détermination des rémunérations des mandataires sociaux .....	80
16.2	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil de surveillance sur le contrôle interne.....	84

<b>17 SALARIES.....</b>	<b>85</b>
17.1 Schémas d'intéressement du personnel, effectifs moyens du Groupe .....	85
17.2 Information d'ordre social concernant l'exercice.....	85
<b>18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....</b>	<b>86</b>
18.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote .....	86
<b>19 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES.....</b>	<b>89</b>
<b>20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR.....</b>	<b>90</b>
20.1 Informations financières historiques .....	90
20.1.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2007 – Etats Financiers .....	90
20.1.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés .....	135
20.1.3 Comptes sociaux au 31 décembre 2007 – Etats Financiers .....	137
20.1.4 Rapport général des commissaires aux comptes.....	164
20.1.5 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés .....	166
20.2 Informations financières proforma .....	168
20.3 Indication de la source d'information lorsque les états ne sont pas visés par les commissaires aux comptes.....	168
20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles .....	168
20.5 Date des dernières informations financières.....	168
20.6 Informations financières intermédiaires et autres .....	168
<b>21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>169</b>
21.1 Capital social.....	169
21.1.1 Evolution du capital au cours des cinq dernières années jusqu'à ce jour .....	169
21.1.2 Dividendes .....	170
21.1.3 Statistiques sur le marché de l'action .....	172
21.1.4 Capital souscrit, non libéré, augmentation de capital .....	173
21.1.5 Capital potentiel, options de souscription d'actions .....	173
21.2 Actes constitutifs et statuts .....	174
21.2.1 Droits, privilèges attachés aux catégories d'actions .....	174
<b>22 CONTRATS IMPORTANTS DE L'ANNEE .....</b>	<b>174</b>
<b>23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS .....</b>	<b>174</b>
<b>24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....</b>	<b>175</b>
<b>25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....</b>	<b>177</b>

# 1. PERSONNES RESPONSABLES

## 1.1 Nom et fonctions de la personne qui assume la responsabilité du document de référence

Monsieur Philippe DECAZES, Président du Directoire.

## 1.2 Attestation de la personne qui assume la responsabilité du document de référence

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion (figurant au chapitre 9) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document ».

Villepinte, le 31mars 2008

Monsieur Philippe DECAZES, Président du Directoire.

# 2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

## 2.1 Nom, adresse et qualification des contrôleurs légaux des comptes

### 2.1.1 Commissaires aux Comptes titulaires

DELOITTE & ASSOCIES

Membre du réseau Deloitte Touche Tohmatsu  
représenté par Monsieur Christophe PERRAU

185, avenue Charles de Gaulle  
92524 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

Date de premier mandat : Assemblée Générale du 21 mai 1987

Date de renouvellement : lors de l'Assemblée Générale du 3 juin 2005 statuant sur les comptes de l'exercice 2004.

Expiration du mandat : lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2010.

## CONSTANTIN ASSOCIES

Membre du réseau Deloitte Touche Tohmatsu  
représenté par Monsieur Marc de PREMARE  
26, rue de Marignan  
75008 Paris

Date de premier mandat : Assemblée Générale du 15 mai 2004

Expiration du mandat : lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

Par suite du rapprochement intervenu en juillet 2007 entre les cabinets DELOITTE et CONSTANTIN, le cabinet CONSTANTIN ASSOCIES a présenté sa démission de ses fonctions de commissaire aux comptes titulaire, avec effet à l'assemblée générale du 23 mai 2008.

Il sera proposé aux actionnaires lors de cette assemblée de nommer le cabinet HORWATH AUDIT FRANCE, représenté par Marc de PRÉMARE, en qualité de commissaire aux comptes titulaire en remplacement du cabinet CONSTANTIN ASSOCIES, pour la durée restant à courir du mandat. »

### **2.1.2 Commissaires aux Comptes suppléants**

B.E.A.S.

représentée par Monsieur Pierre VICTOR  
7-9 villa Houssay  
92524 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

Date de premier mandat : Assemblée Générale du 3 juin 2005

Expiration du mandat : lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2010.

Monsieur Michel BONHOMME

26, rue de Marignan  
75008 PARIS

Date de premier mandat : Assemblée Générale du 15 mai 2004

Expiration du mandat : lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

A la suite du rapprochement du Cabinet CONSTANTIN ASSOCIES et du cabinet DELOITTE & ASSOCIES, Monsieur Michel BONHOMME a présenté sa démission de ses fonctions de commissaire aux comptes suppléant, avec effet à l'assemblée générale du 23 mai 2008. Il sera proposé aux actionnaires lors de cette assemblée de nommer Monsieur Jean-Jacques BECOUZE en qualité de commissaire aux comptes suppléant en remplacement de Monsieur Michel BONHOMME pour la durée restant à courir du mandat.

### 3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Chiffre d'affaires	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Chiffre d'affaires net consolidé en M€</b>	<b>225,3</b>	<b>247,5</b>	<b>269,5</b>	<b>289,4</b>	<b>305,6</b>
<b>Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique</b>					
France	30,3%	30,8%	30%	30,6%	30,8%
Europe hors France	51,8%	50,8%	45,0%	46,1%	47,3%
Reste du monde	17,9%	18,4%	25,0%	23,3%	21,9%
<b>Ventilation du chiffre d'affaires par produits</b>					
Rayons X (produits iodés)	70,8%	66,7%	65,9%	65,9%	61,7%
IRM	17,4%	21,8%	23,0%	23,3%	28,8%
Autres	11,8%	11,5%	11,1%	10,8%	9,5%

(La répartition des ventes par zone géographique du rapport de gestion diffère de la répartition des ventes par secteur **note IV Informations sectorielles** des comptes consolidés. Dans le premier cas, il s'agit de la totalisation des ventes sur la zone géographique y compris les ventes aux agents, dans le second cas il s'agit de la sommation des ventes des entités comptables consolidées de la zone)

#### Principaux postes du compte de résultat et du bilan

En millions d'euros	2003	2004	2005	2006	2007
Résultat opérationnel courant	22,5	31,4	34,2	30,3	36,6
Résultat net	9,1	17,2	23,0	18,9	23,8
Capacité d'autofinancement	29,3	33,3	37,7	35,3	39,6
Capitaux Propres	101,0	120,2	141,2	152,1	171,0
Endettement net total (1)	48,7	39,3	35,6	62,0	69,0
Ratio endettement net total / capitaux propres (en %)	48%	33,0%	25,0%	41%	40%
Investissements	12,2	20,2	33,8	32,7	39,8
Dépenses de R&D	24,0	24,0	25,6	25,2	26,7
Résultat net par action	3,02	5,47	7,51	6,34	7,91
Total de l'actif	226,64	258,06	298,1	326,5	357,2
Total des actifs non courants	85,25	103,2	124,25	139,00	164,20
Dividende par action	0,75	1,50	2,00	2,00	2,25
Effectifs au 31/12	1129	1150	1166	1209	1234

(1) y compris financement par cessions de créances, netté par la position de trésorerie excédentaire

#### Principales caractéristiques :

- **un métier principal** : les produits de contraste pour imagerie médicale, **un métier connexe** : la chimie fine, exercé par sa filiale SIMAFEX,
- **une forte dimension internationale** : près de 70 % du CA consolidé réalisé hors France, 78 % du CA réalisé en Europe y compris la France, 383 collaborateurs à l'étranger (au 31/12) soit 31 % de l'effectif du Groupe,
- **un effort de recherche soutenu** : 161 personnes affectées à la R&D dans le domaine des produits de contraste (au 31/12), un budget de recherche global égal à 8,8 % du CA,
- **un outil industriel conséquent** : 4 sites industriels majeurs où sont fabriqués l'essentiel des produits de contraste commercialisés par Guerbet



## 4 FACTEURS DE RISQUES

### 4.1 Facteurs de risques

Concernant les risques, Guerbet est soumis, en tant que groupe pharmaceutique, aux contraintes de régulation des prix de marché par les ministères de tutelle qui peuvent prévaloir dans certains pays. Il peut être également exposé aux baisses de prix de marché en vue de l'arrivée de produits génériques, mais ces effets sont en général compensés par les gains sur les prix de revient. La mise en place, notamment en Europe, d'un système de régulation des dépenses de santé comme en Allemagne (DRG, ou Diagnosis Related Groups) ou en France (T2A) pourrait à terme être un frein au développement des marchés des produits de contraste RX et IRM. Enfin, et comme toute entreprise pharmaceutique, l'application d'une politique qualité stricte doit permettre d'éviter le risque de retraits de lots pour non-conformité.

### 4.2 Risques liés à l'activité industrielle et à l'environnement

L'activité de production de principes actifs chimiques des produits de contraste engendre différents risques liés à la sécurité et à l'environnement. Ces risques sont issus des dangers intrinsèques liés aux produits chimiques, à leur fabrication, à leur transport, leur utilisation et leur élimination.

Les principes actifs chimiques entrant dans la composition des produits de contraste pour imagerie médicale sont caractérisés par une faible toxicité et une bonne tolérance chez l'homme, bien que certains composants puissent être nocifs à l'état naturel. En revanche, certains intermédiaires de synthèse ou certains produits utilisés pour la production de ces principes actifs (matières premières, solvants, réactifs, intermédiaires, etc.) peuvent présenter certains risques.

Depuis 2006, les sites de production chimique de Lanester et de Marans (Simafex) sont devenus des établissements SEVESO « seuil haut », en application des nouvelles rubriques de classement.

En 2006, le Groupe Guerbet a réalisé l'inventaire de toutes les substances fabriquées et visées par la nouvelle réglementation REACH, en vue de procéder à leur déclaration. En 2007 un groupe de travail transversal ( achats, sécurité, environnement ,recherche et développement , toxicologie ) a été mis en place sous la coordination du risk manager Groupe , afin de se conformer au règlement Reach dans les délais impartis .

<b>4.3 Risques de dépendance à l'égard de brevets et de licences, de contrats d'approvisionnements, industriels, commerciaux ou financiers, ou de procédés nouveaux de fabrication</b>
--

**- Risques de dépendance à l'égard de brevets et licences industriels**

GUERBET exploite plusieurs produits aux termes d'accords de licence à savoir :

- DOTAREM® sous licence de SCHERING AG. Ce produit issu de la recherche GUERBET et breveté par GUERBET est dépendant du brevet pionnier déposé par SCHERING pour certains pays, obligeant GUERBET à négocier avec cette dernière société un accord lui permettant son exploitation commerciale. Cet accord de licences croisées signé en 1988 donne à GUERBET le droit de commercialiser DOTAREM® partout dans le monde sauf au Japon et en Allemagne. Pour ce dernier pays, GUERBET a retrouvé sa liberté de commercialisation au cours de l'année 2004. Quant au Japon, un accord signé en septembre 2005 permet à Guerbet de vendre DOTAREM®, sous le nom de Magnescape®, à travers son agent TERUMO.
- OPTIRAY® et sa forme en seringue pré-remplie OPTIJECT® sous licence COVIDIEN, ex Tyc0-Mallinckrodt pour la France, la Belgique et la Suisse.
- LUMIREM® et ENDOREM® sous licence de la société Nord américaine AMAG (anciennement Advanced Magnetics), essentiellement pour l'Europe et l'Amérique latine. Dans le cadre des accords qui la lie avec cette société, GUERBET développe actuellement SINEREM®, produit de contraste IRM spécifique axé sur l'imagerie des ganglions lymphatiques.

**- Risques de dépendance à l'égard de contrats commerciaux et financiers**

De manière plus générale, l'évaluation des opportunités et des risques de propriété industrielle fait partie de la mission de plusieurs membres du Comité de Direction. La mise en oeuvre de partenariats en matière de Recherche, de Développement, et de commercialisation de produits, intègre clairement la composante brevets. Depuis de nombreuses années, Guerbet a su développer des technologies majeures grâce à des accords de licence. De nouvelles générations de produits, notamment destinées à l'imagerie spécifique et moléculaire ont fait l'objet de demandes de brevets récemment publiées.

**- Risques de dépendance à l'égard de procédés nouveaux de fabrication**

Les perspectives de commercialisation de produits existants et futurs, définies dans le cadre du plan stratégique à 10 ans, prennent en compte l'impact sur les ventes de l'apparition éventuelle de génériques dans les prochaines années sur le marché IRM. L'amélioration des processus de conception, d'industrialisation et de satisfaction des clients s'inscrit logiquement dans une démarche d'offre de produits et services performante, renouvelée, et différenciatrice vis-à-vis de la concurrence y compris de génériques potentiels. Pour le marché des produits rayons X, des génériques sont commercialisés depuis plusieurs années, un niveau d'équilibre sur les prix étant aujourd'hui atteint.

#### **4.4 Risques liés à l'approvisionnement**

L'iode est la matière première principale utilisée dans la production des produits de contraste pour imagerie médicale par Rayons X. Le coût d'achat de cette matière ne représente néanmoins que moins de 10% du prix de revient total des produits fabriqués par le Groupe.

L'iode est essentiellement produit au Chili et au Japon et est sujet à des variations de cours importantes. De plus, cette matière est facturée en dollar américain alors que nos ventes sont majoritairement libellées en Euro.

Ce risque est couvert par la diversification de nos sources d'approvisionnement et les relations de long terme entretenues avec nos fournisseurs.

Pour les autres matières et composants, la multiplicité des fournisseurs constitue également un facteur de sécurité au-delà du simple souci de maîtrise des coûts.

#### **4.5 Risques pharmaceutiques**

Comme tout produit pharmaceutique, les produits de contraste pour imagerie médicale peuvent présenter certains risques pour les patients auxquels ils sont administrés et provoquer certains effets secondaires indésirables, pour la plupart bénins mais pouvant parfois être graves.

La Société suit ces effets grâce à un système de pharmacovigilance. Elle peut ainsi modifier éventuellement les notices d'information des produits pour limiter les risques et informer des précautions d'usage des produits, les professionnels de santé et les patients susceptibles de recevoir le produit.

La pharmacovigilance consiste à suivre et déclarer aux Autorités de Santé l'ensemble des effets indésirables survenus à l'occasion de l'administration de l'un de nos produits. Sur les nouveaux produits, un plan de gestion des risques est mis en place pour anticiper les suivis à faire au stade de la commercialisation des produits. Ce système est conforme aux exigences de Santé Publique.

Par ailleurs, la Société a mis en place, conformément à la législation, un système de traçabilité des produits vendus qui permet, le cas échéant, de procéder sans délai à des rappels de lots de produits.

La Société a mis en place des polices d'assurance destinées à couvrir les risques pharmaceutiques.

#### **4.6 Risques financiers**

##### **Risques de taux**

Le Groupe constate structurellement un risque au passif de son Bilan sur les emprunts bancaires à taux variable qui n'est pas annulé par des positions équivalentes à l'Actif du Bilan. Au cours des dernières années, la dette à taux variable a pris une place plus importante que la dette à taux fixe dans le bilan consolidé de GUERBET afin d'accompagner la baisse structurelle des taux d'intérêt du marché interbancaire européen.

La stratégie de couverture du risque de taux se situe à hauteur de 50% de la dette à taux variable du Groupe, pour éviter de subir trop lourdement le coût de portage des couvertures à taux fixes.

Le suivi et la gestion du risque de taux sont assurés par la trésorerie du groupe Guerbet en recourant aux instruments de couvertures classiques tels que les SWAP, Cap, Floor. Il n'est pas autorisé de position ouverte sur les instruments de marché.

*->La sensibilité au risque de taux et les opérations de couvertures liées à l'exercice peuvent être consultées aux chapitres 9 et 20 dans les annexes aux comptes consolidés.*

### **Risques liés aux fluctuations des devises**

La majeure partie des achats et des ventes du Groupe, de l'ordre de 80 % dans les deux cas, est libellée en Euro et n'encourt donc aucun risque de change. Le Groupe n'est que marginalement exposé aux risques de fluctuation de la parité EUR / USD, les achats et les ventes du Groupe libellés dans cette monnaie s'équilibrant. Cependant, du fait de son implantation internationale, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux de change de certaines monnaies de ses filiales, en particulier à celles du Réal brésilien, du Won coréen et de la Livre turque. Cette exposition concerne les éléments bilantiels tels que les capitaux propres et créances des filiales en devises locales ainsi que les créances et dettes intra groupes. Les instruments de couverture disponibles pour ces monnaies sont coûteux et délicats à mettre en œuvre.

La stratégie de couverture consiste à couvrir les risques devises des actifs et passifs comptables inscrits au bilan en concentrant les moyens sur les devises représentant les plus grands enjeux de montants et de volatilité.

Le suivi et la gestion des risques de change sont assurés par la trésorerie du groupe Guerbet en recourant aux instruments de couvertures classiques tels que les SWAP, Call, Put. Il n'est pas autorisé de position ouverte sur les instruments de marché.

*->La sensibilité au risque de variations des devises et les opérations de couvertures liées à l'exercice peuvent être consultées aux chapitres 9 et 20 dans les annexes aux comptes consolidés.*

### **Risques de crédit**

Le groupe n'a pas de concentration importante ou de risque de dépendance liée à des crédits sur un partenaire financier particulier. Cependant, le groupe est tenu de respecter des seuils prudentiels sur les ratios de gestion financière (voir chapitre 20 « Comptes consolidés » et note 28 « Engagements hors bilan – liste des covenants »).

Il n'existe par ailleurs pas de risque de contrepartie sur des crédits consentis à des entités étrangères au groupe

### **Risques sur Valeur Mobilière de Placement**

Le groupe, dans le cadre de son activité industrielle pharmaceutique n'est pas structurellement placeur de liquidités. Cependant et occasionnellement, celui-ci peut avoir recours aux investissements en SICAV (Société d'Investissement à Capital Variable) et autre OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeur Mobilière). La politique du Groupe consiste à souscrire des titres du marché monétaire sans risques et présentant une volatilité nulle .

## **4.7 Risques liés au départ de collaborateurs**

Le Groupe estime qu'une partie de son succès et, notamment en matière de R&D, dépend de sa capacité à attirer et retenir un personnel qualifié, professionnel et expérimenté. Dans le cas où des personnes clés viendraient à quitter le Groupe, leur remplacement pourrait s'avérer difficile, ce qui pourrait entraîner des retards dans la réalisation des projets de R&D et donc avoir un impact négatif sur le développement à long terme du Groupe.

#### **4.8 Réglementation**

En tant que concepteur, fabricant et distributeur de médicaments, GUERBET est soumis à certaines contraintes réglementaires :

- autorisation d'ouverture d'établissement pharmaceutique pour ses sites concernés, délivrée par le Ministère de la Santé,
- autorisation de mise sur le marché (AMM) pour chaque produit commercialisé, délivrée par le Ministère de la Santé,
- enregistrement auprès du Conseil de l'ordre des pharmaciens et de la DDASS des personnes habilitées à prendre des décisions pharmaceutiques.

Parallèlement, GUERBET est tenu d'appliquer le Code de la santé publique ainsi que les « Bonnes Pratiques » édictées par le Ministère de la Santé en matière de travaux de laboratoire, de réalisation d'essais cliniques, de fabrication et de distribution de produits pharmaceutiques, d'information au client et de pharmacovigilance.

Au plan de la production des principes actifs chimiques de ses produits, le Groupe est soumis aux réglementations en vigueur concernant les sites « classés » (« autorisation d'exploiter » délivrée par le Préfet) ainsi qu'aux inspections régulières de la DRIRE et des Agences de l'Eau. Ces produits sont fabriqués et contrôlés selon des conditions définies et approuvées dans les AMM par les autorités de santé, leur fabrication est soumise aux règles des bonnes pratiques de fabrication des matières premières à usage pharmaceutique.

Une modification de ces réglementations, tant françaises qu'étrangères, peut affecter de manière significative l'activité de la société.

Le Groupe ne peut garantir que de tels changements, en particulier ceux affectant les principaux marchés sur lesquels elle est implantée, n'auront pas un effet négatif sur son activité et ses résultats opérationnels.

Le Groupe a mis en place une veille réglementaire pour anticiper les évolutions en ce domaine et s'y préparer.

#### **4.9 Risques pays**

Les ventes du Groupe Guerbet sont réparties entre un nombre important de pays limitant ainsi les risques encourus.

Certains des pays où le Groupe est implanté peuvent néanmoins être confrontés à des crises économiques ce qui a été le cas du Brésil en 2002. Le Groupe a réalisé 9 % de son chiffre d'affaires 2007 dans ce pays et y dispose d'une usine pharmaceutique. Ainsi qu'il est précisé au paragraphe 4.6, le Groupe y est exposé aux risques monétaires liés à la fluctuation de la monnaie locale.

Sur l'exercice 2007, le risque devise sur le Brésil a été contenu en raison d'une politique économique ferme du gouvernement en place.

#### **4.10 Assurances et couvertures de risques**

Le Groupe Guerbet dispose d'une cellule Risk Management Groupe qui gère les contrats d'assurance et la prévention des risques.

Le Groupe GUERBET a souscrit plusieurs contrats d'assurance auprès de grandes compagnies nationales et internationales pour la couverture des risques qu'elle encourt du fait de son activité.

Les principales polices d'assurance souscrites par GUERBET sont :

- des assurances Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation,
- des assurances Responsabilité Civile Exploitation d'une part, Produits d'autre part.

Les couvertures mises en place s'articulent autour d'une police «Groupe» complétée par des polices locales tenant compte des contraintes propres à chaque pays où le Groupe est présent. La filiale Nord américaine du Groupe bénéficie de couvertures spécifiques, adaptées au contexte local, en particulier dans les domaines de la Responsabilité Civile Produits, de la Responsabilité Civile Exploitation et Dommage aux Biens/ Pertes d'exploitation.

Le Groupe et ses filiales ont également souscrit des polices Marchandises Transportées, Mandataires sociaux et le cas échéant les polices automobiles et assistance adaptées.

Le Groupe GUERBET est certifié selon la Norme ISO9001 version 2000. Application des recommandations de la loi NRE. Nos sites pharmaceutiques de production et de distribution sont agréés par les Autorités de Santé selon les bonnes pratiques professionnelles prévues dans le code de la santé publique. Nos sites chimiques sont en conformité avec la réglementation liée aux risques chimiques et industriels.

S'agissant de son activité de Développement et en particulier des expérimentations et essais cliniques que le Groupe mène dans ce cadre, des assurances « Responsabilité Civile Promoteur Recherches Biomédicales » ont été souscrites globalement et localement. Chaque police comprend généralement une couverture par patient et par protocole, dont les montants diffèrent selon les pays. En dehors de la France, les principales filiales concernées sont celles implantées en Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Suisse, Pays-Bas et Etats unis. Ces polices permettent au groupe d'être en conformité au regard de la Loi et en particulier de la Loi Huriet pour ce qui concerne les essais cliniques menés en France. D'autres filiales situées en l'Italie, Grande Bretagne, et Asie, bénéficient directement des garanties de la police d'assurance Responsabilité Civile Générale du groupe Guerbet.

## Résumé des couvertures des principales polices au 31 décembre 2007

Liste des polices	Montant des garanties (en millions d'Euros)
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dommages aux biens et pertes d'exploitation</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li> <ul style="list-style-type: none"> <li>Police « Master » couvrant la France et les pays de la zone Euro.</li> </ul> </li> </ul>	Capitaux = 295,6 (France) + 73,8 (Etranger) Marge Brute Consolidée Groupe = 332 sur 18 mois  Limite Contractuelle d'Indemnité (LCI) = 160 par sinistre et par événement
+ Polices locales pour les filiales hors zone Euro	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabilité Civile</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li> <ul style="list-style-type: none"> <li>Police « Master »</li> </ul> </li> </ul>	RC exploitation = 16 par sinistre RC produit = 16 tous dommages confondus par année d'assurance (dont 4,6 expérimentations & recherches)
+ Polices locales	dont USA Responsabilité produit = 10,0 millions de \$ + 10,0 (excess liability)
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabilité Civile Promoteur recherches biomédicales</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li> <ul style="list-style-type: none"> <li>Police France (Loi Huriet)</li> </ul> </li> </ul>	1 M€ par victime 6 M€ par protocole de recherche 10 M€ pour l'ensemble des réclamations présentées au cours d'une même année d'assurance, au titre de plusieurs protocoles de recherches
+ Polices locales étrangères	Garanties adaptées aux législations locales

### 4.11 Faits exceptionnels et litiges

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige ou arbitrage susceptible d'avoir eu ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

Les litiges commerciaux font l'objet, le cas échéant, de provisions dans les comptes sociaux et consolidés

Une action contentieuse a été intentée par un ancien dirigeant de la filiale Medex. Cette action porte sur les conditions de son départ de la société. Aucune provision n'a été constatée à ce titre dans les comptes de Medex.

## 5 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

### 5.1 Histoire et évolution de la société

GUERBET est un groupe pharmaceutique spécialisé dans les produits de contraste pour imagerie médicale, coté sur l'Eurolist de la bourse de Paris, et dont la majorité du capital est détenue, directement et indirectement, par la famille de son fondateur, Marcel Guerbet. Les produits de contraste pour imagerie médicale sont des produits pharmaceutiques administrés chez l'homme à des fins diagnostiques.

L'origine de l'entreprise est liée à la découverte en 1901, par Marcel GUERBET, du premier produit de contraste organique iodé, le LIPIODOL®.

Depuis sa création en 1926 par André GUERBET, la société GUERBET a connu un développement important, rythmé par les innovations récurrentes qui ont marqué les technologies d'imagerie médicale et les produits de contraste qui leur sont associés.

Ainsi, depuis 40 ans GUERBET a mis sur le marché quatre produits majeurs issus de sa propre recherche, à savoir : TELEBRIX®, HEXABRIX®, DOTAREM® et XENETIX®.

Une des étapes clés de ce développement a été la mise au point et la commercialisation d'HEXABRIX®. HEXABRIX® a été un des premiers produits de contraste rayons X à basse osmolalité à être commercialisé. Ce produit a permis au Groupe de profiter de manière rentable de la croissance du marché induite par la diffusion rapide des scanners rayons X. Grâce à ce produit issu de la recherche GUERBET, le Groupe a connu une croissance rapide au cours de la décennie 1980-1990. GUERBET a réussi à introduire ce produit sur les marchés nord-américain et japonais grâce à des contrats de licence signés respectivement avec les sociétés MALLINCKRODT et EIKEN. Les royalties perçues au titre de ces licences ont permis à GUERBET d'atteindre une forte rentabilité pendant cette période. En janvier 1986, GUERBET s'introduit en bourse.

A partir de 1996, date de la tombée du brevet d'HEXABRIX®, GUERBET a connu une période difficile comme tous les laboratoires dont la rentabilité dépend d'un médicament à succès. D'une part, les revenus de royalties ont fortement diminué, et, d'autre part, GUERBET s'est trouvé confronté à une guerre des prix sur son principal marché, celui des produits de contraste rayons X, la tombée du brevet d'HEXABRIX® coïncidant avec celle des deux principaux produits concurrents. Cette baisse des prix a touché les Etats-Unis comme l'Europe, seul le Japon est resté, jusqu'à peu, épargné.

Cette nouvelle donne économique a contraint le Groupe à engager en 1998 une réorganisation de grande ampleur touchant jusqu'aux valeurs de l'entreprise et à sa culture de travail. Cette réorganisation s'est traduite en particulier par :

- la simplification des structures juridiques et de gestion par la fusion de 3 des 5 sociétés françaises du Groupe,
- la réduction des coûts, en adoptant une organisation et des modes de fonctionnement plus transversaux et plus fluides. Cette restructuration a nécessité un plan social qui a concerné plus de 100 personnes,
- la cession de l'activité Bio-médicale que GUERBET n'avait jamais réussi à rentabiliser,
- la rationalisation de l'outil de production.

Dans le même temps, GUERBET a mis en œuvre une politique ambitieuse en matière commerciale et de R&D visant :

- la prise de parts de marché, par la multiplication des implantations géographiques qui permet à GUERBET de disposer d'une couverture commerciale complète de l'Europe et de disposer d'une présence importante en Asie et en Amérique latine, et d'être désormais largement internationalisé.
- la poursuite des efforts de Recherche et Développement principalement focalisés sur l'Imagerie à Résonance Magnétique.



Depuis cette date, grâce à cette réorganisation et à la nouvelle politique mise en œuvre, GUERBET améliore régulièrement sa rentabilité, prend des parts de marché et pousse activement le développement de nouveaux produits.

Désormais le Groupe met en oeuvre une démarche systématique et continue d'amélioration de sa productivité interne et de ses prix de revient industriels.

GUERBET se focalise sur le marché des produits de contraste pour l'imagerie médicale Rayons X et IRM, avec l'ambition d'en devenir un spécialiste incontournable, et s'est concentré sur la maîtrise de l'ensemble de sa chaîne d'activité : recherche, production, commercialisation.

Le Groupe peut aujourd'hui s'appuyer sur une croissance de ses marchés domestiques, européen, sud américain et asiatique, ainsi que sur une croissance pérenne des marchés de l'imagerie médicale pour renforcer sa dimension d'acteur mondial et gagner de nouvelles parts de marché.

### Résumé des principales étapes qui ont marqué l'évolution du Groupe GUERBET :

Evolution des technologies d'imagerie		Evolution du Groupe GUERBET
Radiologie	1926	Création des Laboratoires André GUERBET
Conventionnelle Rayons X	1964	Michel GUERBET prend la direction de GUERBET (100 salariés, 5 MF de CA)
	1970	Lancement de TELEBRIX® en radiologie Rayons X
Scanner Rayons X 1973	1979	Lancement de HEXABRIX® en radiologie Rayons X, 1er dimère ionique à faible osmolalité
	1981	Construction d'une 2ème usine de production chimique (Lanester) pour produire HEXABRIX®.
		Réactivation de la société CHANDEY en tant que holding de contrôle
	1985	Lancement de HEXABRIX® sur le Marché Nord américain par MALLINCKRODT, licencié de GUERBET
	1986	Introduction du titre GUERBET au 2nd marché de la Bourse de Paris
Imagerie par Résonance Magnétique (1985)	1987	Acquisition de la société SIMAFEX (chimie fine) et création de GUERBET
	1988	BIOMEDICAL (cathéters, matériels bio-médicaux)
	1989	Lancement de DOTAREM® en Imagerie par Résonance Magnétique (IRM)
	1991	Lancement d'OPTIRAY® sous licence MALLINCKRODT, en radiologie Rayons X
Scanner spiralé Rayons X (1996)	1992	Implantation du Groupe en Allemagne par le rachat de l'activité de produits de contraste « baryum » aux laboratoires ROCHE NICHOLAS
	1995	Lancement de XENETIX® pour la radiologie Rayons X et d'ENDOREM® sous licence ADVANCED MAGNETICS pour le diagnostic des pathologies du foie en IRM
	1998	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réorganisation juridique du Groupe, fusion des Sociétés GUERBET SA, Laboratoire GUERBET, GCA par absorption des deux filiales par la maison mère,</li> <li>- Cession de l'activité de GUERBET Biomédical,</li> <li>- Programme de réduction des coûts, plan social (sociétés françaises du Groupe)</li> </ul>
Scanner multi-barrettes Rayons X (2000)	1998	Implantation du Groupe en Corée
	2000	Implantation du Groupe en Italie et à Hong Kong
	2001	Création d'une filiale au Mexique, Certification ISO 9001
	2002	Création de la filiale aux Etats-Unis et reprise des droits mondiaux de OXILAN®
	2004	Acquisition de la société MEDEX Biomédical (Fabrication d'injecteurs pour produits de contraste – Annecy)
	2006	Conclusion d'un accord avec la société TERUMO pour la promotion et la distribution de la gamme de Produits Rayons X et IRM au Japon

### **5.1.1 Dénomination sociale**

GUERBET

### **5.1.2 Siège social**

15, rue des Vanesses - 93420 Villepinte.

### **5.1.3 Forme juridique**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance de droit français régie par le Code de Commerce et le Décret 67-236 du 23 mars 1967.

### **5.1.4 Date de constitution**

Date de constitution de la société :

16 juillet 1926 par transformation d'une société en participation, créée en 1901 en société en commandite simple, puis transformation en société anonyme le 1<sup>er</sup> janvier 1965 et adoption de la forme société anonyme à directoire et conseil de surveillance le 27 octobre 2001.

Date d'expiration de la société :

30 juin 2100 sauf dissolution anticipée ou prorogation (prorogation de 99 années par l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 1998).

### **5.1.5 Objet social (Article 2 des statuts)**

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- L'administration, la direction et la gestion de toutes sociétés ou entreprises, la participation directe ou indirecte dans toutes opérations faites par ces sociétés ou entreprises, par toutes voies.
- La recherche et l'assistance technique à toutes sociétés, notamment dans les domaines de la chimie et de la pharmacie.
- L'achat, la vente, la fabrication, le traitement et l'exploitation de tous produits chimiques ou parachimiques.
- L'achat, la fabrication, l'exploitation, la vente et la distribution de tous produits et spécialités pharmaceutiques ainsi que tous accessoires, articles ou services s'y rapportant.
- La recherche pharmacologique et clinique, ainsi que la fabrication et la distribution de tous produits pour essais pharmacologiques et cliniques.
- La création, le dépôt, l'acquisition et l'exploitation directe ou indirecte de tous brevets d'invention, l'acquisition de toutes licences et leur exploitation directe ou indirecte.
- La prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, la création de toutes sociétés, la participation à toutes augmentations de capital, fusions, scissions, fusions-scissions et apports partiels.
  - L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières et droits sociaux, par tous moyens, notamment par voie de souscription, d'apports, d'acquisition d'actions, de parts de fondateur ou bénéficiaires de parts sociales, de commandite ou autres droits sociaux, et d'obligations.

- Et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'application ou le développement.

### **5.1.6 Registre du Commerce et des Sociétés**

308 491 521 R.C.S. Bobigny

Siret du siège social (établissement principal) : 308 491 521 00057 - Code NAF : 741 J / 2120 Z \*

Siret de l'établissement d'Aulnay : 308 491 521 00073 - Code NAF : 244 D / 2120 Z\*

Siret de l'établissement de Gonesse : 308 491 521 00099 - Code NAF : 631 E / 5120 B\*

Siret de l'établissement de Lanester : 308 491 521 00081 - Code NAF : 244 A / 7010 Z\*

\* Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, par application du Décret n°2007-1888 du 26 décembre 2007, les codes NAF ont changé

N° de TVA intracommunautaire : FR 00 308 491 521

### **5.1.7 Numéro et dénomination du secteur d'activité (classification FSTE)**

Groupe Economique : 40 Non-Cyclical Consumer Goods

Secteur : 48 Pharmaceuticals & Biotechnology

Sous-secteur : 486 Pharmaceuticals

### **5.1.8 Lieu où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à la société**

Au siège social, 15 rue des Vanesses à Villepinte (93420).

### **5.1.9 Exercice social**

Date de début : 1<sup>er</sup> janvier

Date de fin : 31 décembre

Durée : 12 mois

### **5.1.10 Répartition statutaire des bénéfices (Article 23 des statuts)**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, il est prélevé sur ce bénéfice la somme nécessaire pour distribuer aux actionnaires un premier dividende, non cumulatif, égal à 6% du montant libéré et non amorti des actions qu'ils possèdent.

Sur l'excédent disponible, l'Assemblée Générale prélève toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent.

#### **5.1.11 Assemblées Générales – Droit de vote double (Articles 18 et 19 des statuts)**

Les Assemblées d'actionnaires sont convoquées dans les conditions fixées par la Loi.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Tout actionnaire, sur justification de cette qualité, a le droit, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, d'assister aux Assemblées et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, ou de prendre part aux votes par correspondance, dans les conditions légales et réglementaires.

Concernant la participation aux Assemblées, des modifications sont intervenues avec le Décret n° 2006-1566 du 11 décembre 2006. En effet, désormais, le droit de participer aux Assemblées est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire, ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. Dans ce dernier cas, l'enregistrement comptable des titres est constaté par une attestation de participation, délivrée par l'intermédiaire habilité et transmise à la société ou son mandataire qu'elle aura désigné à cet effet, en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Par ailleurs, ce même Décret précise que lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission (ou une attestation de participation dans le cas où il souhaite participer physiquement à l'Assemblée mais n'aurait pas reçu sa carte d'admission dans les délais impartis), il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

Sauf cas de privation du droit de vote prévus par la loi, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Toutefois, un droit de vote double (décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 novembre 1985) est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, ce droit de vote double est conféré dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

#### **5.1.12 Déclaration de franchissement de seuils**

Les statuts de la société ne prévoient pas d'obligation supplémentaire d'information portant sur la détention de fractions du capital ou des droits de vote inférieurs à celle du vingtième mentionnée à l'article L. 233-7 alinéa 1 du Code de Commerce.

### **5.1.13 Titres au porteur identifiables (Article 8 des statuts)**

La société est en droit de demander à tout moment à l'organisme chargé de la compensation des titres, dans les conditions et selon les modalités légales, l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses Assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

### **5.1.14 Rachat par la société de ses propres actions**

A la date du présent document, la société détient 5 107 de ses propres actions.

Ces 5.107 actions proviennent, pour 4 472 d'entre elles, des 10.000 actions achetées le 27 octobre 1997 et attribuées à des salariés dans le cadre de deux plans d'options d'achat d'actions. A l'échéance de ces deux plans, il est resté 4 472 actions pour lesquelles les bénéficiaires de stock-options n'ont pas exercé leurs droits. Pour les 635 autres, elles proviennent d'actions acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions pour permettre une cotation régulière du titre Guerbet.

Ces 5 107 actions ont été attribuées dans le cadre d'un plan d'options d'achat actions, le 26 juillet 2005, à un bénéficiaire.

Un nouveau programme de rachat d'actions sera soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2008.

### 5.1.15 Politique d'information

Responsable de l'information financière : Philippe BARTHELET

Téléphone : 01 45 91 50 11

E-mail : [philippe.barthelet@guerbet-group.com](mailto:philippe.barthelet@guerbet-group.com)

Relations Investisseurs : Mael SEBILLEAU

Téléphone : 01 45 91 50 31

E-mail : [mael.sebilleau@guerbet-group.com](mailto:mael.sebilleau@guerbet-group.com)

Site internet : [www.guerbet.com](http://www.guerbet.com)

### CALENDRIER DE LA COMMUNICATION ET DES PUBLICATIONS FINANCIERES DE GUERBET

Evènement	Date d'arrêté	Date de publication (*)	Support
Publication du chiffre d'affaires du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2007	-	14/02/08	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Présentation des comptes consolidés - exercice 2007	11/03/08	12/03/08	Réunions d'analystes et de journalistes
Avis préalable de réunion valant avis de convocation avec texte des résolutions (A.G. annuelle 2008)	11/03/08	18/04/08	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Publication des comptes sociaux et consolidés 2007 provisoires	-	30/04/08	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Avis de convocation si nécessaire pour l'A.G. 2008	-	07/05/08	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Publication du chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	-	14/05/08	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Assemblée Générale Annuelle	-	23/05/08	
Avis indiquant l'approbation des comptes consolidés et sociaux 2007	-	09/07/08	Parution au BALO
Publication du chiffre d'affaires du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2008	-	15/08/08	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Présentation des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2008	29/08/08	02/09/08	Réunions d'analystes et de journalistes
Publication des comptes consolidés semestriels	-	31/10/08	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Publication du chiffre d'affaires du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2008	-	14/11/08	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Publication du chiffre d'affaires du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2008	-	13/02/09	Parution au BALO & Diffuseur professionnel

(\*) date de publication prévisionnelle la plus tardive

## 6 APERCU DES ACTIVITES

### 6.1 Principales activités

#### 6.1.1 Les produits de contraste pour imagerie médicale

Les produits de contraste contribuent à améliorer la visualisation anatomique et morphologique des composants et organes du corps humain, la détection des pathologies qui les affectent ainsi que l'évaluation fonctionnelle de certains d'entre eux.

Ces produits sont soumis aux mêmes contraintes réglementaires pharmaceutiques que les substances à visée thérapeutique. Leur mise au point nécessite des travaux de recherche et de développement longs et coûteux (coût de 20 à 40 millions d'euros, délai de 5 à 10 ans) avant l'obtention des Autorisations de Mise sur le Marché (AMM). Bien que les études cliniques visant à démontrer l'efficacité et la tolérance des produits diagnostics soient plus légères (moins d'études et moins de patients par étude), du fait de la spécificité de ces produits, que celles menées dans le cadre du développement de produits thérapeutiques, elles répondent néanmoins aux mêmes exigences réglementaires. A titre d'exemple, on notera que les études d'acceptabilité cardiovasculaire, qui ont été ajoutées au programme de développement des molécules à visée thérapeutique, sont aujourd'hui devenues également obligatoires dans le domaine du produit de contraste.

Des produits de contraste sont disponibles pour les quatre techniques d'imagerie médicale actuellement utilisées dans le monde :

- imagerie par Rayons X, (RX), incluant la Tomodensitométrie (TDM) ou Scanner
- Imagerie par Résonance Magnétique (IRM),
- imagerie par ultra-sons, plus communément dénommée échographie
- imagerie par produits « marqués » (médecine nucléaire), aussi appelée scintigraphie

#### 6.1.2 Les produits de contraste Rayons X

Le principe même de la radiographie « traditionnelle » rayons X est l'obtention d'un cliché photographique noir et blanc, où les zones les plus sombres correspondent aux tissus ne retenant pas le rayonnement X, les zones les plus blanches étant, à l'opposé, celles bloquant ce rayonnement. Ainsi, les os, qui bloquent les rayons X, sont vus en blanc, l'air ou l'eau, ne les arrêtant pas donnant des images foncées.

Les produits de contraste pour la radiologie rayons X sont constitués pour l'essentiel de solutions injectables de principes actifs iodés. L'iode ayant la faculté d'arrêter les rayons X, les zones anatomiques où se trouvent le produit de contraste seront visualisées en blanc sur le cliché radiologique à la différence des tissus avoisinants qui resteront plus sombres, d'où cette notion de contraste. Il existe également des produits à base de sulfate de baryum pour des applications digestives mais dont le marché est marginal par rapport à celui des produits iodés.

Deux générations de produits se sont succédées sur ce segment :

- **Les produits iodés de haute osmolalité dits de 1ère génération ou HOCM (High Osmolar Contrast Media).**

Ces produits ont été découverts dans les années 1960 et leurs brevets sont maintenant tombés dans le domaine public. Avec TELEBRIX®, GUERBET possède le meilleur produit de cette classe. Ces produits restent encore largement utilisés, en particulier pour des raisons de coûts, leurs prix de vente étant plus bas que ceux des produits LOCM (Low Osmolar Contrast Media, cf ci-après) et présentent un très bon rapport bénéfice/coût pour les patients sans risque particulier.

- **Les produits iodés de basse osmolalité dits de 2ème génération ou LOCM (Low Osmolar Contrast Media)**

Ces produits ont été découverts et brevetés à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Au sein de cette deuxième génération, deux classes de produits LOCM ont été commercialisés simultanément :

- La classe des produits LOCM « non ioniques » à laquelle appartient XENETIX® et la très grande majorité des produits des concurrents, et la classe des produits LOCM « ionique », dont HEXABRIX® est le seul représentant à date..
- Les produits LOCM présentent une meilleure tolérance cardiovasculaire que les HOCM et un confort accru lors de l'injection pour le patient.

La substitution des produits HOCM par les LOCM pour les indications vasculaires est quasiment achevée en Europe, malgré un différentiel de prix favorable aux HOCM. Hors Europe, cette conversion est encore hétérogène selon les pays, mais à terme, l'utilisation intravasculaire des produits HOCM ne subsistera que dans les pays à faible revenu. Dans toutes les autres indications (en particulier pour la voie orale) la place des produits HOCM restera stable.

Bien que largement minoritaire en nombre total de procédures rayons X réalisées (ratio de 1 pour 5 versus radiographie classique), la tomodensitométrie, ou Scanner, représente, aujourd'hui, plus de la moitié des examens de radiologie dans lesquelles on utilise un produit de contraste iodé tant aux USA qu'en Europe et l'évolution récente accentue cet écart (cf tableau ci après), confirmant le caractère incontournable du Scanner au détriment de la radiologie « classique » dans le marché du produit de contraste iodé

<i>(Sources internes )</i>	<b>USA</b>		<b>EU</b>	
	2001	2007	2001	2007
Scanner	54%	73%	47%	59%
Radiographie classique	35%	17%	44%	28%
Radiographie vasculaire	11%	10%	9%	13%

**Répartition des examens dans lesquels le produit de contraste est utilisé – nette augmentation de la part du Scanner dans le total tant aux USA, 73% qu'en Europe 59%.**



### **6.1.3 Les produits de contraste pour l'imagerie par résonance magnétique**

Ces produits sont à base de complexes de gadolinium ou de particules d'oxyde de fer. Ils sont administrés aux patients sous forme de solution injectable par voie veineuse essentiellement mais également par voie intra-articulaire (ARTIREM®). Certains produits se présentent aussi sous forme buvable (LUMIREM® par exemple).

On distingue deux catégories de produits :

- les produits dits « non-spécifiques », généralement à base de gadolinium, comme DOTAREM®, utilisés pour l'imagerie de nombreux organes avec néanmoins des domaines privilégiés comme le système nerveux central, l'abdomen, et depuis peu l'angiographie,
- les produits dits « spécifiques » dédiés à l'imagerie d'organes précis. Dans la gamme GUERBET, ENDOREM®, LUMIREM® et ARTIREM® font partie de cette catégorie, le premier étant spécifique de l'imagerie du foie, le deuxième du système digestif et le troisième des régions ostéo-articulaires

Contrairement aux produits de contraste rayons X, ces produits sont administrés à des volumes et des doses beaucoup plus faibles. Les investissements industriels nécessaires sont par conséquent plus réduits et la rentabilité du segment beaucoup plus élevée.

GUERBET consacre une grande partie de ses efforts de R&D au domaine de l'IRM avec en particulier le développement pharmaceutique de nouveaux produits dont le SINEREM® pour l'imagerie des ganglions chez les patients souffrant de cancer dans le cadre du bilan d'extension tumoral

### **6.1.4 Les produits de contraste pour l'échographie**

Ces produits représentent un marché émergent très difficile à évaluer. En effet, aucun des produits actuellement commercialisés n'a encore démontré un intérêt suffisant pour atteindre un chiffre d'affaires significatif. GUERBET aborde ce segment par une stratégie de recherche externe et reste attentif aux évolutions du marché.

### **6.1.5 Les produits pour la médecine nucléaire**

Le principe de la médecine nucléaire repose sur l'utilisation de produits « marqués » (ou radioactifs) qui une fois dans l'organisme vont émettre de l'énergie sous forme de particules ou de rayonnement. Ce sont ces particules ou rayonnement qui sont à l'origine des applications thérapeutiques et diagnostiques de la médecine nucléaire.

En thérapeutique, ces produits sont utilisés notamment dans le traitement de certains cancers (thyroïde notamment). On s'appuie sur la propriété qu'ont les produits utilisés de littéralement « tuer » les cellules cancéreuses.

En diagnostique, ces produits sont utilisés avec des caméras spéciales qui captent les rayonnements émis par le produit préalablement administré au patient. On s'appuie sur la propriété qu'ont les produits utilisés de se fixer préférentiellement sur certains tissus ou organes. La caméra peut alors détecter ces zones. Les principales applications de l'imagerie nucléaire sont le cœur, la thyroïde et le tissu osseux.

C'est un marché important, qui devrait continuer à se développer rapidement dans les années à venir notamment avec l'émergence du FDG-PET (fluorodesoxy-glucose utilisé en Tomographie d'Emission à Positrons). L'imagerie FDG-PET a ses applications potentielles en cardiologie, oncologie ainsi que dans l'examen des maladies inflammatoires et dégénératives et représente 5% de l'activité d'imagerie nucléaire aux USA, mais une part beaucoup plus faible en Europe (< 5%).

GUERBET ne propose pas aujourd'hui de produit sur ce segment mais n'exclut pas de s'y intéresser dans le futur. GUERBET aborde ce marché par une stratégie de recherche de partenariat.

### **6.1.6 Le positionnement du Groupe GUERBET**

GUERBET possède une forte présence en Europe avec 25% de parts de marché mais reste néanmoins le plus petit acteur au niveau mondial avec une part de marché de l'ordre de 7%.

Guerbet a quatre concurrents directs sur ce marché complètement « mondialisé » : Bayer Schering Pharma AG (Allemagne), General Electric Healthcare (USA) via sa division produit de contraste (Amersham), Bracco (Italie) et Covidien, ex-Tyco-Mallinckrodt (USA)  
Guerbet est leader du marché en France, Belgique, Suisse, Portugal (avec des parts de marché supérieures à 50% dans les 2 premiers), détient des positions commerciales fortes en Turquie et aux Pays Bas et poursuit sa forte croissance en Italie, Espagne, Allemagne et Autriche.

Cette situation de leadership en France et de forte présence ailleurs en Europe est le reflet de l'histoire de Guerbet, longtemps implanté uniquement en France et qui par la suite a connu une extension géographique progressive, comme le montre par exemple la place de leader de Guerbet en Belgique.

C'est plus récemment notamment par des accords de licence dans des pays comme les Etats-Unis ou le Japon, mais aussi par une ouverture progressive de filiales que Guerbet s'internationalise et devient un acteur mondial.

Ceci permet à Guerbet d'occuper d'ores et déjà des positions commerciales fortes au Brésil (supérieur à 50% de part de marché) et significatives au Mexique, ainsi qu'en Asie en particulier en Corée et à Taïwan. En outre le Groupe assure la distribution de ses produits dans de nombreux pays asiatiques, dont la Chine, via un réseau d'agents et d'importateurs dont l'approvisionnement et la coordination sont assurés par notre filiale implantée à Hong Kong. Enfin au travers de la reprise à Cook des droits mondiaux sur Oxilan, Guerbet est également présent en direct sur le marché Nord américain.

#### **La gamme de produits : position concurrentielle**

GUERBET possède la gamme de produits de contraste RX et IRM la plus complète par rapport à ses concurrents.

Par ailleurs, Guerbet est engagé dans un effort de recherche soutenu notamment en imagerie moléculaire et cellulaire par IRM

## 6.2 Principaux marchés

(les éléments chiffrés dans les paragraphes ci-dessous sont issus d'études externes retraitées )

### 6.2.1 Marchés du contraste RX et de l'IRM

Le marché mondial des produits de contraste RX et IRM s'élèverait en 2007 à 3,7 milliards d'euros. Les chiffres à fin 2007 montrent une croissance en volume de l'ordre de +8,1% pour les produits de contraste en IRM et de +2,6% pour le contraste iodé, reflétant une croissance importante du Scanner, contrebalancée par une baisse significative en radiologie classique.

#### Un marché porteur

Ceci confirme que l'imagerie médicale via l'IRM et le Scanner et les produits de contraste qui la permettent est à l'origine de la croissance du marché et continuera dans les années à venir à en engendrer.

L'utilisation des techniques d'imagerie médicale RX et IRM est très largement répandue dans le monde avec près de 120 millions d'exams RX et plus de 21 millions d'exams IRM avec injection de produits de contraste pratiqués chaque année. Elle s'appuie sur un parc de machines très important, qui continue à croître chaque année de 2% et 6% (respectivement Scanner et IRM) sauf pour le Scanner au Japon, où le taux d'équipement est tel qu'il n'y a aujourd'hui qu'un renouvellement du parc existant et plus de nouvelles installations.

On constate aussi le relatif retard de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et au Japon en terme d'équipements: Ainsi, il y a de 2 à 4 fois plus d'IRM ou de Scanner au Japon ou aux Etats-Unis qu'en Europe, si l'on considère le ratio per capita. Ce point est remarquable et montre la capacité d'installation encore existante en Europe.

<b>Nombre de machines</b>	<b>Scanners RX (fin 2007)</b>	<b>Imageurs IRM (fin 2007)</b>
Etats Unis	10 000	8 000
Japon	10 000	5 900
Europe	9 000	5 500

(sources internes )

Un autre point tout à fait remarquable concernant le marché de l'imagerie est l'existence, comme dans de nombreux domaines thérapeutiques, d'une forte consommation d'exams chez les sujets âgés.

Ainsi, aux Etats-Unis, 1er marché mondial, les plus de 65 ans représentent 12% de la population et plus du tiers des exams nécessitant l'injection d'un produit de contraste. Ce chiffre est encore plus fort en cardiologie interventionnelle, puisque dans ce cas les plus de 65 ans représentent 48% des exams, mais en revanche, un peu moins élevé en IRM où les plus de 65 ans ne représentent plus alors que 30% des exams.

Ces chiffres sont essentiels car ils confirment que même sans considérer de nouvelles indications, le nombre d'exams réalisés avec le scanner ou l'IRM croît mathématiquement chaque année dans les pays riches du fait de l'allongement de l'espérance de vie. Cette donnée associée à une augmentation régulière du parc machines confirme que le marché du produit de contraste s'il est mature, n'est pas arrivé à saturation et continuera à croître dans les années à venir.

Cependant, la croissance du marché n'est pas liée uniquement au vieillissement de la population. De nombreuses innovations technologiques permettent une amélioration de la qualité des appareils, une plus grande rapidité à la réalisation des exams et au bout du compte l'apparition de nouvelles indications qui font de ce marché l'un des plus dynamiques et des plus innovants.

A titre d'exemple, là où il fallait plusieurs dizaines de minutes pour réaliser un Scanner corps entier il y a 20 ans, il faut aujourd'hui moins de 20 secondes pour réaliser le même examen avec les machines les plus modernes.

Enfin, l'utilisation conjointe de plusieurs techniques (Scanner couplé à la médecine nucléaire par exemple), comme on le voit depuis quelques années, renouvelle en permanence les paradigmes dans le domaine de l'imagerie médicale, et donne à ce marché une grande vitalité scientifique et technique.

### **6.2.2 Le marché des produits de contraste RX**

Les produits de contraste RX représentent la plus grande part du marché avec près de 75% de l'ensemble RX + IRM et resteront probablement prédominants pour de nombreuses années encore, même si la part de l'IRM augmente (cf supra).

Les volumes de produits RX commercialisés dans le monde représenteraient plus de 9,2 millions de litres à fin 2007 (+2,6% versus 2006 ). Le volume moyen injecté par examen en Scanner (représentant environ 50% du total de produits RX utilisé) est remarquablement stable et de l'ordre de 90 à 120 ml suivant les marchés. Le Scanner explique donc la croissance actuelle du marché du produit de contraste RX. Ces indications principales (liste non exhaustive) sont l'imagerie du thorax, de l'abdomen et du rachis dans son ensemble, sans oublier assez récemment la part grandissante des examens visant à explorer le système vasculaire voire le colon (technique dite de la coloscopie virtuelle). Enfin, on notera qu'environ 45% des Scanners sont réalisés avec injection de produit de contraste dans les pays les plus matures (USA, EU et Japon).

Après une période de forte décroissance les prix de vente se sont quasiment stabilisés et sont assez comparables entre les USA et l'Europe, le Japon étant une exception notable puisque les prix y sont en moyenne de l'ordre de 4 fois les prix moyens mondiaux.

Au total, le marché mondial des produits de contraste RX, estimé à 2,8 milliards d'euros pour 2007, devrait donc rester assez stable voire en légère progression dans les années à venir, les baisses de prix étant compensées par l'augmentation de l'activité qui reste régulière.

### **6.2.3 Le marché des produits de contraste IRM**

C'est le marché le plus dynamique, avec une croissance en volume de l'ordre de +8,1% en 2007 versus 2006 ; pour un volume total injecté supérieur à 370 000 litres en 2007 ; et un CA total qui atteint près de 840 millions d'euros. L'imagerie IRM est une technique encore récente dont toutes les potentialités sont encore loin d'avoir été exploitées. De surcroît, de nombreux pays sont encore sous équipés en machines, ou viennent seulement d'atteindre un niveau d'équipement correspondant aux besoins de la population. C'est typiquement le cas de la France qui fut longtemps sous équipée en IRM.

Des efforts importants de recherche y sont consacrés chez les constructeurs de machines (sophistication croissante des logiciels de pilotage des appareils, mise au point de séquences d'imagerie de plus en plus performante, arrivée des IRM à 3 Tesla, plus puissantes et donc plus performantes) qui donnent l'accès à de nouvelles indications potentielles (exemple : angiographie périphérique et exploration cardiaque).

C'est à ce marché et à celui de la médecine nucléaire que les laboratoires pharmaceutiques du secteur consacrent l'essentiel de leur budget de R&D. Ces efforts devraient se concrétiser par la mise sur le marché dans une dizaine d'années de nouvelles classes de produits spécifiques permettant par exemple la détection de plaques d'athéromes à ce jour invisibles par les techniques standards d'angiographies et responsables d'accidents vasculaires cérébraux ou d'infarctus du myocarde chez des patients asymptomatiques.

C'est l'imagerie du Système Nerveux Central (SNC) qui a donné ses lettres de noblesse à l'IRM, permettant pour la première fois de dépister des lésions invisibles autrement et notamment avec le Scanner (exemple des plaques de démyélinisation de la substance blanche dans la Sclérose en Plaques). Aujourd'hui, près de 60% des IRM sont faites dans des indications SNC.

La part des examens d'IRM réalisés avec injection de produit de contraste croît régulièrement. Elle est aujourd'hui d'environ 30% en moyenne avec toutefois des disparités selon les pays notamment en Europe.

## L'offre du Groupe Guerbet

### Les produits de contraste du Groupe Guerbet

**XENETIX®**, produit RX LOCM non-ionique mis sur le marché en 1995 connaît une croissance forte et régulière depuis cette date. C'est le premier produit de GUERBET en chiffre d'affaires et en marge. Avec DOTAREM®, XENETIX® est le principal moteur de la croissance du Groupe.

GUERBET a acquis en 2004 la société MEDEX Biomédical spécialisé en Fabrication d'injecteurs et développé un injecteur poche révolutionnaire pour produits de contraste, l'injecteur **SBI 5002-CT®**. **Guerbet** a également développé un conditionnement en poche pour XENETIX (XENETIX ® in SCANBAG®). Guerbet, a commercialisé en 2006 en France et en Allemagne son injecteur pour poches souples qui est adapté à « XENETIX ® in SCANBAG® ». L'association de l'injecteur **SBI 5002-CT®** et de **XENETIX ® in SCANBAG®** facilite l'administration des produits de contraste et augmente le confort des patients au cours des examens.

**HEXABRIX®, produit RX LOCM ionique**, est positionné principalement en cardiologie de par ses spécificités physico-chimiques qui le rendent particulièrement adapté à ce type d'examens (propriétés anti-clotting et bonne tolérance rénale particulièrement intéressantes en cardiologie interventionnelle), même si les perspectives sont plutôt à la stagnation ou à l'érosion des ventes en raison de l'émergence de nouvelles procédures en cardiologie interventionnelle (utilisation d'anti agrégants plaquettaires pour prévenir la formation de caillots, d'acetyl-cystéine pour protéger la fonction rénale ainsi que de stents coatés). Cependant, de récents résultats cliniques ont montré que Hexabrix gardait tout son intérêt en cardiologie interventionnelle et d'autres travaux sont en cours pour documenter les propriétés uniques du seul LOCM ionique disponible sur le marché.

**OPTIRAY/OPTIJECT®, produit RX LOCM non ionique**, est commercialisé par GUERBET sous licence Covidien (ex-TYCO-MALLINCKRODT) en France, Belgique et Suisse. OPTIJECT® est la forme d'OPTIRAY® conditionnée en seringue pré-remplie pour injection manuelle mais surtout automatique à l'aide d'un injecteur.

GUERBET a repris début 2003 la commercialisation de la gamme d'injecteurs et de dispositifs médicaux LIEBEL-FLARSHEIM du Groupe Covidien (ex-TYCO-MALLINCKRODT) en France, Belgique et Suisse.

**OXILAN®, produit RX LOCM non ionique**, a rejoint la gamme de produits de contraste RX du Groupe depuis février 2002 dans le cadre de l'accord signé avec la société Nord américaine COOK et aux termes duquel GUERBET a repris les droits mondiaux de OXILAN®. Depuis cette date, OXILAN® est commercialisé en direct aux Etats Unis par la filiale GUERBET LLC et en Turquie par la filiale Guerbet A.S. Au Japon, la commercialisation de OXILAN® se fait sous la marque Imagenil en partenariat avec Terumo, distributeur exclusif des produits Guerbet au Japon depuis l'accord signé en octobre 2005. On notera que Guerbet est titulaire de l'AMM au Japon.

**TELEBRIX®, produit RX HOVM**, se voit progressivement remplacé dans les examens radiologiques intra-vasculaires par le XENETIX®, et accuse en 2004 une décroissance notamment sur ses formes vasculaires (Telebrix 35, Telebrix 30 M). Malgré l'intérêt que ce produit représente pour certains pays (Brésil, Chine, Pays de l'Est) en raison d'un prix de vente plus modeste que celui des LOCM, ainsi que le développement des ventes de TELEBRIX® GASTRO (forme buvable destinée aux examens gastriques), les perspectives sont une stagnation des ventes en volume et en valeur.

**DOTAREM®**, produit de contraste non-spécifique pour l'IRM, connaît une croissance importante depuis plusieurs années, poussée par l'implantation directe du Groupe dans de nouveaux pays et par le développement de cette technique d'imagerie à fort potentiel. De plus, l'émergence en 2006 de plusieurs centaines de cas dans le monde d'un effet indésirable sévère, potentiellement mortel (fibrose néphrogénique systémique) consécutif, en apparence, à l'utilisation de certains produits concurrents du Dotarem a entraîné une augmentation forte de la demande pour le produit de Guerbet.

De fait, compte tenu du développement du marché de l'IRM, mais aussi du besoin qu'ont les prescripteurs de proposer une alternative à des produits peut être moins sûrs entraînent des perspectives de croissance forte pour Dotarem® sur les marchés sur lesquels il est déjà présent.

**ARTIREM®** : produit spécifique des explorations ostéo-articulaires a été lancé avec succès en France et en Suisse au premier trimestre 2003. C'est le premier produit proposé sur le marché pour l'exploration ostéo-articulaire par injection locale (intra-articulaire) de produit de contraste. Son arrivée sur d'autres marchés européens majeurs est prévue à très court terme.

Grâce à ARTIREM®, Guerbet ouvre un nouveau marché et renforce sa gamme de produit actuelle en élargissant son offre différenciée.

**LUMIREM®** et **ENDOREM®**, produits de contraste spécifiques pour l'IRM, sont commercialisés sous licence de la société Nord américaine ADVANCED MAGNETICS essentiellement en Europe et en Amérique Latine. Compte tenu de leur focalisation sur des pathologies spécifiques bien précise, les ventes de ces produits représentent une faible contribution à la performance globale de Guerbet.

**MICROPAQUE**, gamme de produits de contraste RX barytés (voie orale). Cette gamme de produits à base de baryum a été rachetée, en 1992, à la société ROCHE NICHOLAS, pour permettre au Groupe de s'implanter commercialement en Allemagne. Il s'agit d'une gamme de produits dont les ventes restent stables. C'est un marché qui à terme devrait être supplanté par des techniques plus innovantes et moins invasives comme la coloscopie virtuelle faite au scanner multibarrettes.

**SBI 5002-CT®**, MEDEX, nouvelle filiale du Groupe Guerbet, a lancé sur les marchés tests français et allemands son injecteur pour poches souples qui est adapté à « Xenetix® in Scanbag® ». Il facilite l'administration des produits de contraste et augmente le confort des patients au cours des examens.

### **6.3 Implantation commerciale et mode de commercialisation**

Le Groupe commercialise ses produits de plusieurs façons :

- en direct par le biais de la société mère et de ses filiales,
- par des licenciés,
- par des distributeurs.

#### **Implantations directes**

La politique du Groupe a été d'étendre progressivement son réseau de filiales de commercialisation, en particulier en Europe. Il est en effet déterminant d'être implanté dans les principaux territoires pour construire une relation client forte et pérenne et gagner ainsi des parts de marché.

A l'heure actuelle le Groupe possède une couverture complète des principaux marchés européens, une position forte en Amérique latine et à un moindre degré en Asie hors Japon.

Grâce aux accords signés avec la société COOK début 2002 pour la reprise de OXILAN®, le Groupe dispose désormais d'une présence directe aux Etats Unis appelée à se développer sur le moyen terme.

Pour parfaire cette couverture, le Groupe vient de conclure (octobre 2005) un accord avec Terumo qui commercialise les produits de Guerbet au Japon. Cet accord majeur pour le groupe nous permet d'être présent de manière significative sur le deuxième marché mondial

### **Accords de licence**

Aux termes de ce type d'accord, généralement de longue durée (10 ans ou plus), le licencié assure tout ou partie du développement pharmaceutique, la fabrication pharmaceutique et la commercialisation du produit sur le territoire concédé.

Les recettes d'une société qui concède une licence sont de trois types :

- un ou plusieurs versements à la signature du contrat et à certaines étapes clés du développement,
- des royalties assises sur les ventes locales,
- la vente du principe actif chimique.

GUERBET commercialise actuellement HEXABRIX® aux Etats Unis aux termes de contrats de licence consentis à la société Covidien (ex-TYCO-MALLINCKRODT)

### **Accords de distribution**

Pour les marchés intéressants non couverts par une implantation directe ou un accord de licence GUERBET traite avec des distributeurs. Les principaux couvrent la Scandinavie, l'Europe de l'Est, la Grèce, l'Afrique et le Moyen Orient, certains pays d'Amérique du sud, d'Asie et d'Océanie. La durée de la plupart des contrats de distribution est de 3 ans.

### **Typologie des clients**

La structure des clients locaux de GUERBET sur chacun des marchés nationaux, hors bien sûr agents et licenciés, est variable d'un pays à l'autre. Néanmoins il existe deux points communs pour la majorité des pays :

- une part très significative des ventes est réalisée auprès des hôpitaux ou de centrales d'achats. Ce type de ventes donne lieu dans la très grande majorité des cas à appels d'offres,
- une deuxième grande catégorie de clients est constituée par les grossistes répartiteurs qui eux-mêmes alimentent les pharmacies.

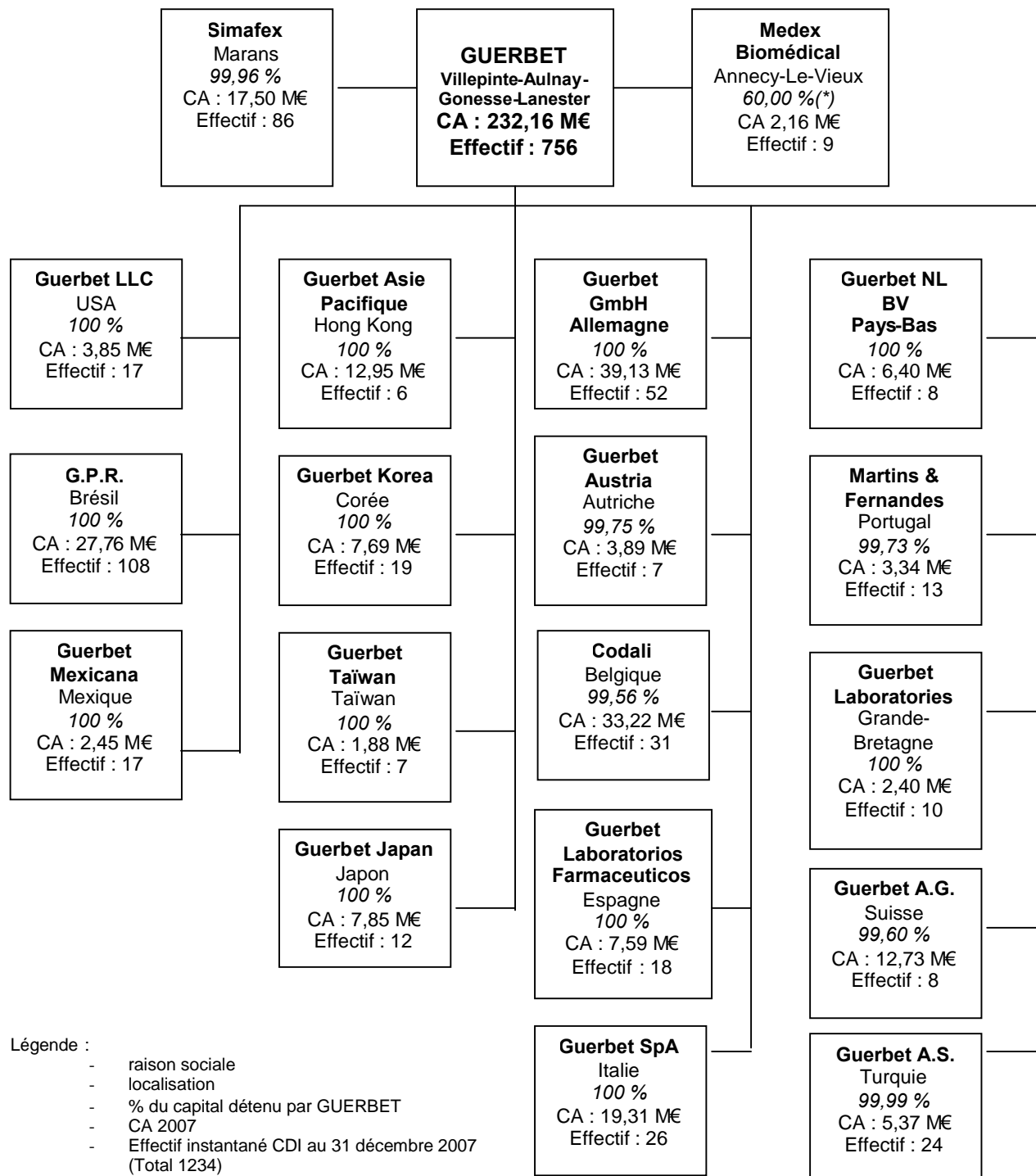
Le premier client du Groupe GUERBET représente 7,66% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, contre 19,16% pour les cinq premiers clients et 21,76% pour les dix premiers.

Quatre des cinq premiers clients du Groupe et sept des dix premiers sont des grossistes répartiteurs actifs sur le territoire français. Le solde est constitué par le principal licencié du Groupe (USA), la Pharmacie Centrale des Hôpitaux de Paris et un distributeur à l'étranger.

Le délai moyen de règlement des clients du Groupe a été de 89,5 jours en 2007, en diminution de 8,5 jours par rapport à 2006. Cette moyenne recouvre des réalités très différentes d'un pays à l'autre allant de moins d'un mois en Allemagne à 10 mois au Portugal.

## 7 ORGANIGRAMMES

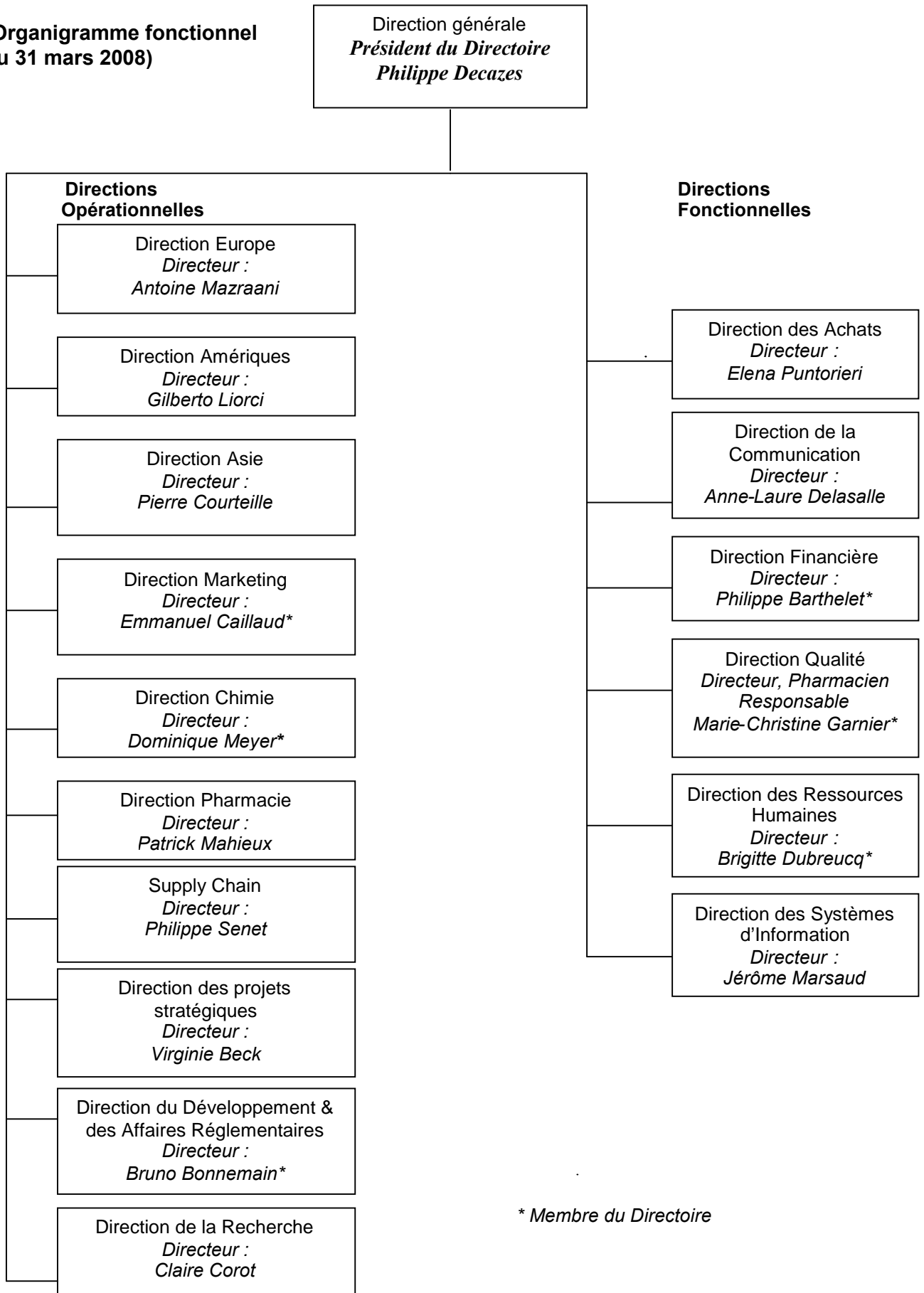
### - Organisation du Groupe GUERBET



(\*) Medex fait l'objet d'engagement de rachat par Guerbet et est consolidé à 100%



**- Organigramme fonctionnel  
(au 31 mars 2008)**



## 8 PROPRIETE IMMOBILIERE, USINES ET EQUIPEMENTS, POLITIQUE QUALITE

### 8.1 Usines et équipements, politique d'investissement

Le Groupe dispose d'un outil industriel important :

- en chimie, pour réaliser la fabrication chimique des intermédiaires et des principes actifs en utilisant des procédés complexes ;
- en pharmacie, pour assurer la production des produits finis pharmaceutiques sous forme de solution injectables stériles .

#### Quatre sites industriels

- **Aulnay-sous-bois** (Seine Saint-Denis, à proximité du siège) : c'est la principale usine pharmaceutique du Groupe, spécialisée dans les flacons pour produits injectables. Des installations chimiques sont également présentes sur le site dont la production est progressivement réduite et transférée pour l'essentiel vers Lanester.
- **Lanester** (à la périphérie de Lorient, en Bretagne) : c'est la principale usine chimique du Groupe, construite il y a plus de vingt ans dans laquelle le Groupe a recentré ses investissements chimiques.
- **Marans** (à proximité de La Rochelle) : implantation de l'usine de chimie fine de la filiale SIMAFEX qui, outre ses ventes aux tiers, fournit au Groupe le principe actif de DOTAREM® et un intermédiaire clé de XENETIX® ;
- **Rio de Janeiro** (Brésil) : réplique de l'usine d'Aulnay, à plus petite échelle, cette unité de production pharmaceutique approvisionne le marché sud-américain.

Le Groupe applique une politique de sous-traitance sélective :

- en chimie : la fabrication de plusieurs intermédiaires chimiques de base, le principe actif de OXILAN® et le sulfate de baryum
- en pharmacie toutes les formes : flacons, seringues pré-remplies, ampoules, produits buvables et gamme baryum.

Cette politique permet au Groupe de se concentrer sur ses points forts pour maximiser sa productivité, focaliser ses investissements sur son cœur de métier et sécuriser ses productions.

#### Une politique d'investissements ciblée

En chimie, les installations industrielles nécessitent de forte capacité et sont indispensables pour répondre aux spécificités et à l'importance des volumes des produits de contraste iodés pour l'imagerie Rayons X. Comparés aux produits de contraste IRM, les produits de contraste iodés sont caractérisés par des quantités et des capacités de production importantes en principe actif et en intermédiaires de synthèse.

L'outil de production pharmaceutique doit de son côté répondre à la nécessité d'augmenter les capacités, d'améliorer la productivité et de satisfaire les niveaux d'exigence qualité internationaux de fabrication des produits pharmaceutiques injectables.

Dans ce contexte, des investissements industriels importants ont été lancés sur les trois sites français en production chimie et pharmaceutique.

Guerbet, comme ses concurrents, s'est doté de capacités de production importantes et continue à réaliser des efforts d'investissements conséquents pour assurer son développement . Dans un contexte d'expiration des brevets des principaux produits, de fortes capacités de production constituent une barrière très efficace à l'entrée des produits génériques.

La politique d'investissements vise à sécuriser les approvisionnements du Groupe dans des conditions optimales de prix de revient, à raccourcir les cycles de production, et enfin répondre aux exigences environnementales et de sécurité .

Concernant le pôle chimie , des investissements sont en cours sur les deux sites de Lanester et de Simafex . Sur le site de Lanester, ces investissements visent à tripler nos capacités en produits de contraste Rayon X entre 2006 et 2011, notamment sur XENETIX® et OXILAN®.

Les investissements sur le site de Simafex concernent le ré agencement d'un atelier pour assurer la production du principe actif du Lipiodol en 2008 et l'augmentation de capacité des produits de contraste pour IRM . Les capacités de Production Chimie en IRM, en particulier pour DOTAREM®, seront également multipliée par trois d'ici à 2010.

Concernant le pôle Pharmacie, un investissement d'une nouvelle unité « pesées-préparatoire » a été réalisé en 2005 sur le site d'Aulnay sous Bois. La mise en service de cette unité est programmée sur 2008. Cette unité va permettre de porter les capacités à plus de 20 millions de doses. Le montant total de l'investissement s'est élevé à 13,5 millions d'euros.

<b>En millions d'euros</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Investissements industriels	7,1	12,9	12,5	20,0	29,2
- site Aulnay sous Bois	2,5	1,6	3,8	7,8	2,8
- site Lanester	2,5	2,6	4,9	8,3	16,0
- site Simafex	1,6	1,4	2,6	3,7	9,6
- site GPR	0,0	0,9	0,7	0,3	1,1
Investissements commerciaux(rachat de fonds de commerce) et autres investissements	5,0	6,5	21,9	12,7	10,6
<b>Total général</b>	<b>12,1</b>	<b>19,4</b>	<b>34,4</b>	<b>32,7</b>	<b>39,8</b>

**8.2 Propriété immobilière : liste des établissements**

<b>Nom</b>	<b>Adresse</b>	<b>Activité</b>	<b>Effectif au 31/12/2007 (CDI)</b>
Etablissement de Villepinte	15, rue des Vanesses 93420 Villepinte	Siège Social	235
Usine d'Aulnay-sous-Bois	16/24, rue Jean Chaptal 93600 Aulnay-sous-Bois	Principal site de production pharmaceutique du Groupe, Production chimique de certains principes actifs, Laboratoires de Recherche.	296
Centre de distribution de Gonesse	16-18 rue Gay Lussac 95500 Gonesse	Distribution des produits	31
Usine de Lanester	ZI de Kerpont 705, rue Denis Papin BP 712 56607 Lanester	Principale usine chimique du Groupe.	194
Usine de Marans (SIMAFEX)	16, rue des Fours-à-Chaux 17 320 Marans	Chimie fine	86
Etablissement d'Annecy-Le-Vieux (MEDEX BIOMEDICAL)	P.A.E. des Glaisins BP 145 74941 Annecy-Le-Vieux Cedex	Commercialisation d'injecteurs et de dispositifs médicaux destinés à l'imagerie Rayons X et IRM	9
Usine de Rio de Janeiro (Brésil)	Rua André Rocha, 3000 – Jacarepagua CEP 22710 - 561 Rio de Janeiro RJ - Brésil	Second site de production pharmaceutique du Groupe	108

GUERBET est propriétaire de l'essentiel de l'usine d'Aulnay et en quasi-totalité de l'usine de Lanester. Certains des bâtiments de ces usines font l'objet soit de contrats de crédit bail soit de baux locatifs.

### **8.3 Politique Qualité et politique environnementale du Groupe Guerbet**

La société-mère du Groupe est certifiée ISO 9000 Les principales filiales du Groupe bénéficient également d'une certification ISO 9000.

L'ensemble des sociétés certifiées a passé avec succès l'audit de renouvellement dans la version 2000 de la norme, orientée efficacité des processus clefs de l'entreprise.

Dans ce contexte, la politique qualité définie par le Président du Directoire et le Pharmacien Responsable s'articule autour de 3 axes :

- la satisfaction du client,
- le respect des référentiels métiers,
- la recherche de l'amélioration permanente des processus et la maîtrise de l'organisation.

Le système qualité de GUERBET garantit donc :

- la formalisation des activités au sein d'un système documentaire définissant les méthodes et les responsabilités,
- la formation régulière du personnel,
- la traçabilité en amont et en aval de tous les lots produits,
- la réalisation d'audits internes,
- la mise en place d'actions correctives pour remédier aux non-conformités détectées et aux besoins d'amélioration des processus.

Ce système qualité est régulièrement inspecté par :

- le Ministère de la Santé,
- les Agences du médicament étrangères (FDA, etc),
- les organismes de certification (AFAQ, SGS, TUV),
- les clients et partenaires industriels et commerciaux français et étrangers du Groupe.

En 2007, la fonction de Risk Manager Groupe a été intégrée au Groupe en vue de déployer un système QSE (Qualité ,Sécurité, Environnement) pour l'ensemble des établissements du Groupe.

Un premier diagnostic ISO 14000 a été réalisé à Lanester comme site pilote pour un déploiement ultérieur. Cette nouvelle fonction couvre également la gestion du risque à travers le plan de continuité des activités et la couverture des risques par les assurances .

Une politique Sécurité Environnement Groupe a été élaborée et publiée engageant la responsabilité globale et locale des opérationnels sur l'atteinte de ses objectifs .

## 9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

L'Emetteur informe le lecteur que le chapitre 9 'Examen de la situation financière et du résultat' comprend l'essentiel des informations attendues dans le rapport de Gestion du groupe Guerbet et de la société mère Guerbet. Afin d'obtenir les informations complémentaires devant figurer au rapport de gestion, le lecteur peut se référer à la table de correspondance figurant au chapitre 24.

### 9.1 Rapport de Gestion de la société Guerbet et du Groupe Guerbet

#### 9.1.1 Facteurs influant sur le chiffre d'affaires du Groupe Guerbet

Le chiffre d'affaires progresse de 5,6%, le résultat opérationnel courant augmente de 20,7% à 36,6 millions d'euros soit 12,0% des ventes.

#### Analyse du Chiffre d'Affaires Groupe par zone géographique :

Guerbet a conforté sa progression sur le marché européen en particulier en Allemagne et au Royaume-Uni. Les ventes en Europe ont progressé de 7,5%

En revanche les ventes hors Europe pâtissent de la moindre progression des produits RX et de taux de change défavorables.

En millions d'euros	2006			2007		
	CA	% sur Total	Δ / An-1	CA	% sur Total	Δ / An-1
France	88,6	30,6	+ 5,1%	94,1	30,8	+ 6,2%
Europe hors France	133,4	46,1	+ 0,8 %	144,6	47,3	+ 8,4%
<b>Total Europe avec France</b>	<b>222,0</b>	<b>76,7</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>238,7</b>	<b>78,1</b>	<b>+ 7,5%</b>
Asie - Pacifique	23,9	8,3	+ 37,4%	22,2	7,3	- 7,1%
Amérique Latine	25,9	9,0	+ 17,8%	27,8	9,1	+ 7,3%
Amérique du Nord	6,2	2,1	+ 12,7 %	4,8	1,6	- 22,6%
Autres pays	11,5	4,0	+43,8%	12,1	4,0	+ 5,2%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>289,4</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 7,4%</b>	<b>305,6</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 5,6 %</b>

(millions d'euros, normes IFRS)

(1) la répartition des ventes par zone géographique du rapport de gestion diffère de la répartition des ventes par secteur **note IV) Informations sectorielles** des comptes consolidés. Dans le premier cas , il s'agit de la totalisation des ventes sur la zone géographique y compris les ventes aux agents , dans le second cas il s'agit de la sommation des ventes des entités comptables consolidées de la zone)

### Analyse du Chiffre d'Affaires Groupe par type de produits :

Le moteur de la croissance sur 2007 a été Dotarem pour l'Imagerie par Résonance Magnétique (IRM), avec une croissance en volume de 38% et en valeur de 31%, ce produit stratégique à forte valeur ajoutée, a désormais pris des parts de marché structurelles sur le marché IRM.

Xenetix, autre produit phare du Groupe, voit ses ventes décroître de 0,5% en volume sur l'ensemble de l'exercice mais avec une baisse des prix moindre que celle des années précédentes.

Le tableau suivant indique le chiffre d'affaires GUERBET par classe de produits (millions d'euros) :

Segments	Produits	2006	% du CA total	Var. 06/05	2007	% du CA total	Var. 07/06
Produits Rayons X LOCM, (ioniques & non ioniques)	XENETIX HEXABRIX OPTIRAY OPTIJECT OXILAN	163,7	56,6%	+ 8,5%	162,4	53,1%	- 0,8%
Produit Rayons X HOXM ionique	TELEBRIX	27,0	9,3%	+ 2,3%	26,0	8,5%	- 3,7%
<b>Total produits RX</b>		<b>190,7</b>	<b>65,9%</b>	<b>+ 7,5%</b>	<b>188,4</b>	<b>61,7%</b>	<b>- 1,21%</b>
Produits IRM	DOTAREM ARTIREM LUMIREM ENDOREM	67,5	23,3%	+ 9,1%	87,9	28,8%	+ 30,2%
<b>Total IRM</b>		<b>67,5</b>	<b>23,3%</b>	<b>+ 9,1%</b>	<b>87,9</b>	<b>28,8%</b>	<b>+ 30,2%</b>
Produits barytés (RX)	MICROPAQUE	11,3	3,9%	+ 0,0%	10,8	3,5%	-4,4%
Autres produits	LIPIODOL accessoires	15,6	5,4%	+ 13,9%	14,6	4,8%	- 6,4%
<b>Total produits de contraste</b>		<b>285,1</b>	<b>98,5%</b>	<b>+ 7,9%</b>	<b>301,7</b>	<b>98,7%</b>	<b>+ 5,8%</b>
Chimie fine		4,3	1,5 %	- 17,3%	3,9	1,3 %	- 9,3%
<b>Total GUERBET</b>		<b>289,4</b>	<b>100%</b>	<b>+ 7,4%</b>	<b>305,6</b>	<b>100%</b>	<b>+5,6%</b>

(millions d'euros, normes IFRS)

### 9.1.2 Résultat opérationnel courant Groupe Guerbet

Le résultat opérationnel courant est en augmentation de 20,7% à 36,6 millions d'euros et représente 12,0% du chiffre d'affaires.

<b>Normes IFRS, en M€</b>	<b>2006</b>	<b>% CA</b>	<b>2007</b>	<b>% CA</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>289</b>	<b>100,0%</b>	<b>306</b>	<b>100,0%</b>
<b>éléments de coûts :</b>				
Redevances	2,2	0,8%	1,4	0,5%
Achats consommés	65,0	22,5%	70,3	23,0%
Charges externes	86,2	29,8%	86,2	28,2%
Charges de personnel	79,0	27,3%	81,7	26,7%
Amortissements et provisions	15,6	5,4%	16,4	5,4%
<b>Résultat opérationnel courant (1)</b>	<b>30,3</b>	<b>10,5%</b>	<b>36,6</b>	<b>12,0%</b>
<b>Dépenses de R&amp;D</b>	<b>25,1</b>	<b>8,7%</b>	<b>26,7</b>	<b>8,8%</b>

(1) Il s'agit d'une sélection réduite d'éléments de coûts. Le résultat opérationnel courant ne peut être calculé à partir des seuls éléments inclus dans le tableau.

### 9.1.3 Facteurs influant sur le résultat opérationnel courant du Groupe

L'activité industrielle s'est maintenue à un niveau élevé tout au long de l'année 2007 et outre la reconstitution des stocks, cette forte activité, conjuguée à l'augmentation significative des ventes de Dotarem, a permis de conserver un taux de marge brute équivalent à celui de l'année dernière malgré une baisse des prix de vente.

La marge brute du Groupe progresse en valeur absolue de 7,6 millions d'Euros par rapport à 2006. Dans le même temps les dépenses commerciales du groupe ont progressé de 0,4 millions d'Euros.

Enfin le Groupe a activement poursuivi ses programmes de R&D. Au total, le Groupe a consacré 26,7 millions d'Euros à l'effort de recherche soit 8,8% de son chiffre d'affaires.



#### 9.1.4 Facteurs influant sur le résultat net du Groupe

Normes IFRS, en M€	2006	% CA	2007	% CA
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>30,3</b>	<b>10,5%</b>	<b>36,6</b>	<b>12,0%</b>
Autres produits et charges opérationnels	0,3	0,1%	0,2	0,1%
<b>Éléments financiers :</b>				
Frais financiers nets	- 2,3	- 0,8%	-3,0	-1,0%
Résultat de change	- 1,5	- 0,5%	-0,05	0%
Charge d'impôt	- 7,9	2,7%	-9,9	3,2%
<b>Résultat net</b>	<b>18,9</b>	<b>6,5%</b>	<b>23,8</b>	<b>7,8%</b>

#### 9.1.5 Situation financière Groupe Guerbet

Normes IFRS, en M€	Réel 2006	Réel 2007
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>35,3</b>	<b>39,6</b>
<b>Éléments de flux (1) :</b>		
Variation du BFR	- 23,3	-5,1
<i>dont variation des stocks</i>		-11,9
<i>dont variation des comptes clients</i>		3,3
<i>dont variation des comptes fournisseurs</i>		4,6
<i>dont variation des autres actifs &amp; passifs</i>		-1,2
Investissements	- 32,7	-39,8
Dividendes	- 5,9	-6,0
Autres	0,3	4,3
<b>Cash flow libre (2)</b>	<b>- 26,3</b>	<b>-7,0</b>
<b>Endettement net final (3)</b>	<b>62,0</b>	<b>69,0</b>
Nombre de mois de CAF	21	21

(1) Il s'agit d'une sélection réduite d'éléments de flux. Le cash Flow Libre ne peut être calculé à partir de ces seuls éléments.

(2) Le Cash Flow libre est la différence, pour une période définie sur l'exercice, entre l'excédent de trésorerie d'exploitation et les dépenses d'investissements. Il explique l'augmentation ou la diminution de dette nette.

(3) L'endettement net est obtenu par la somme des passifs financiers courants, non courants diminué de la trésorerie disponible et équivalents de trésorerie.

La capacité d'autofinancement atteint 39,6 millions d'euros en 2007, soit 12,9% du chiffre d'affaires contre respectivement 35,3 millions et 12,2% au cours de l'exercice précédent.

Le besoin net en fonds de roulement a augmenté en 2007 de 5,1 millions d'euros. Cette évolution s'explique par la croissance des stocks compensée par une amélioration des comptes clients et des comptes fournisseurs. La croissance des stocks est liée à la reconstitution d'une partie de nos stocks sur certains produits stratégiques et au nécessaire accompagnement des changements de site de production.

Les investissements se montent à 39,8 millions d'euros en 2007 contre 32,7 millions l'an dernier, les investissements industriels et commerciaux représentent en 2007 plus de 80% de l'investissement total.

En conséquence, l'endettement net total du Groupe augmente à 69 millions d'Euros soit 40% des capitaux propres contre 41% fin 2006 et le groupe constate un Cash Flow libre (2) négatif de 7 millions d'Euros . L'endettement net (3) total du Groupe au 31 décembre 2007 représente 1,9 années de résultat opérationnel courant contre 2,04 un an plutôt.

Au 31 décembre 2007, le Groupe respecte la totalité des « covenants » attachés à certains des crédits bancaires qui lui sont accordés.

### **9.1.6 Perspectives d'avenir du Groupe**

Pour l'avenir, Guerbet devrait continuer à bénéficier d'une demande soutenue et durable partout dans le monde grâce à l'importance croissante de l'imagerie dans la prévention, le traitement et le suivi des grandes pathologies ainsi qu'à la diffusion de plus en plus large des dernières avancées technologiques.

En matière de R&D, nos projets progressent dans le domaine des grandes pathologies (cardiovasculaires, cancéreuses, inflammatoires et dégénératives) tant pour un diagnostic plus précoce et spécifique que pour améliorer le suivi de l'efficacité thérapeutique.

Début 2008, nous avons lancé notre plan stratégique Cap 2016, qui vise à faire de Guerbet le numéro un en Europe et un acteur majeur dans le reste du monde en s'appuyant sur 3 leviers : l'innovation, la prise de parts de marché et l'amélioration de la compétitivité.

Confiant dans la capacité du Groupe à poursuivre sa croissance, le Directoire proposera à l'assemblée Générale du 23 mai 2008, le versement d'un dividende de 2,25 € par action, en augmentation de 12,5%.

### **9.1.7 L'activité et les résultats de la société mère Guerbet**

Nous indiquons que la description de l'activité de la maison mère Guerbet est peu représentative et par conséquent n'est pas incorporée en détail sur l'évolution du chiffre d'affaires, des résultats et de la situation financière.

En raison de la structure de commercialisation du groupe Guerbet, l'essentiel des ventes du Groupe est effectué par l'intermédiaire des filiales . Les ventes directes de Guerbet SA (Hors Groupe ) sont principalement réalisées sur le territoire français et les agents.

A ce titre nous indiquons que le chiffre d'affaires de la société mère Guerbet s'est accru de 14% en 2007 pour atteindre 232,2 millions d'Euros contre 203,8 millions au cours de l'exercice précédent et que la contribution des ventes (Hors Groupe) sur la France et DOM TOM est de 92,0 millions d'euros, en progression de 6,5%.

Le résultat net de l'exercice 2007 s'élève à 22,0 millions d'Euros contre 15,9 au titre de l'année précédente.

### **9.1.8 Facteurs sociaux, environnementaux, économiques, monétaires, politiques influant sur les opérations de la société mère Guerbet**

#### **- Informations d'ordre social, effectifs pour la maison mère et le groupe**

A la fin de l'année 2007, la société Guerbet comptait 783 salariés dont 756 sous Contrat à Durée Indéterminée (CDI) :

- 561 salariés pour les groupes I à VI et visiteurs médicaux
- 195 pour les groupes VII et plus (hors visiteurs médicaux).

L'effectif total Groupe GUERBET représente 1 234 salariés (effectif CDI instantané au 31/12/2007).

Au cours de l'exercice 2007 la société Guerbet a recruté 64 personnes en CDI, notamment sur les sites industriels, et 27 personnes en CDD. Les intérimaires représentent 52 personnes en moyenne sur l'année. La société rencontre quelques difficultés pour recruter dans les métiers qui requièrent une double compétence. Les départs ont concerné 52 salariés, aucun de ces départs n'est lié à une raison économique.

Nous avons eu recours à 2 442 heures supplémentaires dans l'année (en baisse par rapport à 2006) concernant principalement la production pharmaceutique, les travaux de maintenance durant les arrêts techniques et certains arrêts de service.

L'horaire normal de travail est de 35 heures hebdomadaires.

Dans certains ateliers de production, du fait d'horaires particuliers de travail, les horaires hebdomadaires sont de 28,875 heures, 32 heures ou 33,5 heures. Ces horaires particuliers concernent 113 hommes et 44 femmes.

82 salariés travaillent à temps partiel. Pour 75 d'entre eux, le taux d'activité est supérieur à 50%. Ces temps partiels, choisis par les salariés, concernent essentiellement des femmes.

L'absentéisme est de 4,10 %, dont 3,10% d'absentéisme lié à la maladie. L'absentéisme a légèrement augmenté en 2007.

Au 31 décembre 2007, le salaire moyen annuel<sup>1</sup> de la société Guerbet était de 45 671€, celui des femmes de 44 249€, et celui des hommes de 46 724€ soit un écart de 5,6% entre les hommes et les femmes. Cet écart est cohérent avec la structure des qualifications. Si on fait la comparaison des salaires H/F sur les groupes IV à VI (où les qualifications sont homogènes) le différentiel est de 0,9 % en faveur des hommes. Les salaires de base (hors prime d'ancienneté et complément différentiel) ont augmenté en moyenne de 4,36 % pour les cadres comptabilisés dans l'effectif permanent . Pour les non-cadres et VM le taux de promu est de 31%, et le taux moyen d'augmentation individuelle est de 3,67 %. A ces augmentations s'ajoutent les augmentations générales (1% en mai et de 0.75% en septembre).

Les salariés ont touché en 2007 une prime de participation et une prime d'intéressement qui représentent des versements en 2007 pour le Groupe de 387 K€ et 1 083 K€ .

Au titre de 2007, les salariés de Guerbet , Simafex et Medex vont toucher une prime de participation qui représente 2 078 k€ et les salariés de la société Guerbet une prime d'intéressement d'un montant global de 1 766 k€.

Le montant des charges sociales s'élève en 2007 pour le groupe Guerbet à 21 398 K€ et à 15 231 K€ pour Guerbet maison mère.

Le nombre d'heures de formation dispensé en 2007 est de 22 872 heures.

En ce qui concerne l'Hygiène et la Sécurité, on note une augmentation du nombre d'accidents du travail pour la société Guerbet : 25 accidents du travail suivis d'arrêt sont survenus en 2007, ayant donné lieu à 585 jours d'arrêt. 2 accidents de trajet ont donné lieu à des arrêts de travail.

---

<sup>1</sup> Indicateur du bilan social : masse salariale annuelle divisée par effectif permanent.

La Négociation Annuelle a débouché sur un accord signé le 15 mai 2007 par 4 organisations syndicales sur 6. La Direction s'est notamment engagée à effectuer chaque année un diagnostic des rémunérations sur la base d'un échantillon représentatif des différents métiers, afin de s'assurer périodiquement que le principe d'égalité est bien respecté entre les femmes et les hommes au plan salarial, pour des responsabilités et des compétences équivalentes.

Un Accord de Participation a été signé pour 2007-2008-2009, incluant la société SIMAFEX, et pour la première fois la société MEDEX.

Un Accord d'Intéressement GUERBET a été signé pour 2007-2008-2009.

Courant 2007, nous avons ouvert un processus de consultation des Instances de Représentation du Personnel, portant sur l'organisation du temps de travail, en vue de permettre le développement des activités de Production Pharmaceutique sur le Site d'Aulnay.

Une Commission Handicap, paritaire, a été créée dans chaque établissement, au regard de l'Accord en faveur de l'emploi des personnes ayant un handicap signé fin 2006 pour trois ans. Au global l'entreprise honore son obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur des 2/3. La société emploie actuellement 18,5 salariés ayant un handicap.

Au-delà de certaines prestations sous-traitées (espaces verts, mailings...) nous travaillons en partenariat avec un CAT (Centre d'Aide par le Travail) pour assurer dans nos murs une activité de re-conditionnement. Le recours aux CAT représente 5,5 «équivalents temps plein ».

Les œuvres sociales (CE, restauration collective, logement) ont représenté un budget global de 621,85K€ en 2007.

Les activités sous-traitées par la société sont essentiellement d'ordre industriel et pharmaceutique et concernent des productions nécessitant des équipements spécifiques, elles sont pour la majeure partie réalisées dans des pays européens.

L'entreprise est en relation étroite avec les différents acteurs de la vie économique et sociale dans les régions où elle est implantée et participe activement aux différentes associations locales de développement économique. A titre d'exemples :

- milieu associatif et sociétés locales : S.A.E.S (Société d'Aménagement Economique et Social des villes d'Aulnay sous Bois, Le Blanc-Mesnil, Sevran et Villepinte), Ecole de la 2ème chance, missions d'insertion locale, maintien de l'emploi, un but pour l'emploi... réseaux de recherche : Université et IUT Paris XIII.

#### - Informations d'ordre environnemental

Les principales consommations de nos sites industriels d'Aulnay et de Lanester sont les suivantes :

<b>Consommations 2007</b>	<b>Aulnay</b>	<b>Lanester</b>	<b>Simafex</b>
• Eau	137 000 m <sup>3</sup>	183 400 m <sup>3</sup>	41 700 m <sup>3</sup>
• Electricité	8,3 millions de KWH	15,7 millions de KWH	6,7 millions de KWH
• Gaz	10,9 millions de KWH	41,9 millions de KWH	
• Fioul			489 Tonnes

Concernant l'exercice 2007, il n'a pas été constaté de rejets dans l'air, l'eau, et le sol, dépassant les seuils imposés par les normes et de nature à affecter gravement l'environnement.

Un système formalisé de gestion de la sécurité a été mis en place à Lanester et à Marans.

En 2007 un groupe de travail transversal ( achats, sécurité, environnement ,recherche et développement , toxicologie ) a été mis en place sous la coordination du risk manager Groupe , afin de se conformer au règlement Reach dans les délais impartis .

En 2007, la société a initié une démarche en vue de déployer une certification ISO14001 sur ses sites industriels. Un diagnostic a ainsi été réalisé sur le site de Lanester.

Suite au classement SEVESO II Seuil Haut du site de Lanester, une Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) a été rédigée et présentée au personnel. Certaines procédures ont été revues ou mise en place à cet effet en 2007 :

- Définir et communiquer les rôles et attributions au travers d'un système d'organigrammes et de fiches emplois gérés par les Ressources Humaines du Groupe ;
- Former le personnel et définir les interfaces avec les entreprises extérieures notamment au travers de procédures d'habilitation ;
- Identifier et évaluer les risques d'accidents majeurs par des études de dangers .Ces études de danger ont été réactualisées en 2006 sur les sites de Lanester et de Marans .Pour Lanester l'étude de danger a été revue en 2007 pour le nouvel arrêté préfectoral d'exploitation.
- Définir les conditions permettant d'assurer la maîtrise des conditions d'exploitation des installations, y compris pendant les phases transitoires et à analyser et prendre en compte les risques en cas de modification par la mise en œuvre d'analyses de risques (HAZOP Studies = Hazards and Operability Studies ou AMDEC = Analyse des Modes de Défaillance, de leur Effet et de leur Criticité) .
- Identifier les situations d'urgence prévisibles et définir l'organisation et les moyens pour y faire face et en particulier à tester et réexaminer périodiquement l'organisation et les moyens définis. La mise en place depuis 1995 d'un POI (Plan d'Organisation Interne) avec exercice annuel, puis récemment d'un PPI (Plan Particulier d'Intervention) concourent à une gestion des accidents potentiels .
- Analyser les accidents afin de mettre en place les actions correctives appropriées. Chaque incident ou accident fait l'objet d'enquête avec plan d'actions correctives ;
- Analyser régulièrement la conformité des mesures prises par rapport aux règles internes ;
- Mettre en place un Système de Gestion de la Sécurité (SGS) .

Un Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter déposé en 2006, dont l'objectif est de doter le site de moyens permettant son évolution à l'horizon 2013, a été soumis à enquête publique en 2007. Les études d'impact et les études de danger ont été actualisées dans le cadre du dépôt de ce dossier.

Une garantie financière pour risque environnemental est assurée dans le cadre du classement SEVESO II Seuil Haut du site, conformément aux textes en vigueur. Cette garantie financière s'élève à 1 306 050 €.

Le site de Marans (Simafex) est également classé SEVESO II Seuil Haut . Le site a bénéficié de la mise en place du système de gestion sécurisé (SGS) en 2007. Il bénéficie également d'une couverture responsabilité civile mais n'a pas d'obligation préfectorale de mise en place de garantie financière pour risque environnemental.

## - Activité en matière de recherche et développement

Le Groupe consacre en moyenne 9 à 10% de son chiffre d'affaires à son budget de recherche et de développement.

	2006	2007
Recherche & Développement en M€	25,2	26,7
Recherche & Développement en % du CA	8,7%	8,8%
Personnel dédié	161	172

L'exercice 2007 aura vu la multiplication des partenariats recherche et le démarrage de programmes subventionnés qui participent à la stratégie de rayonnement et d'innovation Guerbet ; on citera notamment divers projets européens et bientôt le projet Franco-Allemand « ISEULT / INUMAC » qui viserait à perfectionner de façon décisive l'imagerie médicale, pour le diagnostic des pathologies du système nerveux central, où Guerbet jouerait le rôle de coordinateur du projet pour la France.

Guerbet poursuit actuellement le développement , de nouveaux produits, en particulier SINEREM®, et de produit déjà commercialisé, DOTAREM® et OXILAN®, sur de nouveaux marchés ou indications. Par ailleurs, XENETIX® a obtenu l'autorisation de mise sur le marché d'une nouvelle présentation, « Xenetix® in Scanbag®», qui a déjà fait l'objet d'un premier lancement fin 2006 en Allemagne, en complément du lancement d'un injecteur MEDEX adapté à la présentation en poches des produits de contraste iodés.

## -Informations à caractère financier

### Risque de variation des devises

Conformément à sa politique de couverture des risques, Guerbet couvre les risques comptables principaux du bilan. A ce titre, sur l'exercice 2007 , Guerbet a prorogé les couvertures de change qui avaient été mises en place au cours de l'exercice 2006 sur le Réal brésilien (BRL) et la Livre turque (TRY) afin de couvrir ces risques devises qui représentent 67% du risque comptable groupe.

### **Positions de couverture du risque de change prise par Guerbet au cours de l'exercice 2007**

Les deux tunnels d'option 'Export' ont été remplacés en 2007 par des couvertures à terme dont les échéances coïncident avec les remboursements des prêts Réal brésilien (BRL) et prêts en Livre turque (TRY). Guerbet a négocié en 2007 pour 5,5 M € de couverture à terme sur le Réais Brésilien (dont 4,8 M€ non amortis au 31/12/07) et pour 3 M€ de couverture à terme sur la livre Turque (3 M€ non amortis au 31/12/07) .

## Analyse de l'exposition au risque de change au 31/12/07

Positions en Millions d'Euros	USD	BRL	JPY	TRY	CHF	KRW	HKD	GBP	TWD	MXN	Total
Risque économique (*)	0,22	2,11		0,01	-0,69			0,28	0,20		2,13
Risque comptable (**)	-1,14	4,97	-0,22	3,93	0,73	0,02	1,65	0,18	0,00	1,16	11,28
<b>Position avant couverture</b>	<b>-0,92</b>	<b>7,08</b>	<b>-0,22</b>	<b>3,94</b>	<b>0,04</b>	<b>0,02</b>	<b>1,65</b>	<b>0,45</b>	<b>0,20</b>	<b>1,16</b>	<b>13,41</b>
Couvertures de change		-4,83		-2,99							-7,82
<b>Position de change nette</b>	<b>-0,92</b>	<b>2,25</b>	<b>-0,22</b>	<b>0,95</b>	<b>0,04</b>	<b>0,02</b>	<b>1,65</b>	<b>0,45</b>	<b>0,20</b>	<b>1,16</b>	<b>5,59</b>

(\*) Risque économique : Risque Hors Bilan tels que les budgets de ventes ayant un effet direct sur le compte de résultat

(\*\*) Risque comptable : Risque portant sur les éléments du bilan en devise ayant un effet direct sur le compte de résultat.

## Analyse de la sensibilité du résultat financier au risque de change comptable pour les principales devises

Les principales sensibilités concernent les devises qui ne sont pas couvertes au 31/12/07. Le tableau ci-dessous reprend l'impact sur le résultat financier d'une variation de 10% de ces devises contre Euro.

(En Milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
JPY	22	9
USD	114	6
HKD	165	5

## Risque de taux d'intérêt

Au cours des dernières années la dette à taux variable a pris une place plus importante que la dette à taux fixe dans le bilan consolidé de GUERBET afin d'accompagner la baisse des taux d'intérêt du marché interbancaire européen.

La stratégie de couverture du risque de taux du Groupe GUERBET porte sur 50% de la dette à taux variable.

## Positions de couverture du risque de taux prise par Guerbet au cours de l'exercice 2007

Au cours de l'exercice, la dette nette du Groupe Guerbet est passée de 62 M€ à 69 M€. L'application de la stricte politique de couverture Groupe, conduit Guerbet à couvrir 50% de la dette à taux variable. Par conséquent, Guerbet a négocié en 2007 une couverture de taux complémentaires afin de remplir son objectif de couverture, et ce, pour un montant de 5 M€.

### Analyse de l'exposition à l'évolution des taux d'intérêt au 31/12/07

En milliers d'euros	A moins d'un an *	A plus d'un an	Total
Passifs financiers à taux fixes	-1 024	-1 468	- 2 492
Passifs financiers à taux variables	-17 064	-59 331	- 76 395
Actifs financiers à taux variables	9 886		9 886
Position nette avant gestion ***	-8 202	- 60 799	- 69 001
Hors-bilan **		33 170	33 170
Position nette après gestion :			
• A taux fixes	-1 024	-1 468	- 2 492
• A taux variables	-7 178	-26 161	- 33 339

\* Toutes échéances des actifs et passifs financiers à taux variables et échéances à moins d'un an des actifs et passifs financiers à taux fixes

\*\* Swaps de taux et Corridor (variables en fixes)

\*\*\* Somme des différences (actifs – passif) à taux fixes et (actifs – passif) à taux variables

Sur la base des prévisions de trésorerie du Groupe pour 2008, l'endettement moyen 2008 à taux variable, non couvert par des instruments financiers s'élèverait à environ 40 millions d'euros après couverture.

### Analyse de la sensibilité du résultat financier au risque de taux d'intérêt après couverture au 31/12/07

Variations taux d'intérêt de :	(X %)	1%	2%	3%	4%	5%
Sensibilité au risque de taux d'intérêt	(€)	331 698	663 396	995 094	1 326 792	1 658 490

### Risque de liquidité

L'objectif du groupe Guerbet est un allongement de la durée des ressources moyen et long terme. Au 31/12/07 la durée moyenne de la dette est de 4,5 années. Le pourcentage de crédits confirmés exigibles à plus d'un an est de 79.48% .Le pourcentage de crédits confirmés exigibles à plus de trois ans est de 65%.

### - Prise de participation de l'exercice

NEANT



## - Autres informations légales

Le capital s'élève au 31 décembre 2007 à 12.018.276 euros divisé en 3 004 569 actions.

Il a été augmenté, au cours de l'exercice 2007, par la levée de 19 051 options de souscription d'actions, constatée par le Directoire dans sa séance du 3 janvier 2008 et ayant entraîné la création de 19 051 actions de 4 euros chacune.

Le nombre total de droits de vote, existant au 31 décembre 2007, était de 4 929 944.

A la date du 31 décembre 2007, le capital de la société était réparti de la façon suivante, au vu des actions inscrites au nominatif :

	ACTIONS		DROITS DE VOTE	
	Nombre	En %	Nombre	En %
Famille GUERBET	1 794 651	59,73%	3 578 910	72,60%
Salariés GUERBET	27 987	0,93%	42 600	0,86%
Ex-salariés GUERBET	76 603	2,55%	150 531	3,05%
F.C.P. GUERBET	43 000	1,43%	86 000	1,74%
<b>Sous total salariés, FCP et ex-salariés GUERBET</b>	<b>147 590</b>	<b>4,91%</b>	<b>279 131</b>	<b>5,65%</b>
Autres nominatifs	115 974	3,86%	130 656	2,65%
Actions détenues en propre par GUERBET	5 107	0,17%	-	-
PUBLIC	941 247	31,33%	941 247	19,09%
<b>TOTAL</b>	<b>3 004 569</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 929 944</b>	<b>100,00%</b>

Nous vous précisons par ailleurs :

- que les informations relatives aux stock-options font l'objet d'un rapport spécial du Directoire ;
- qu'un pacte d'actionnaires, regroupant principalement des actionnaires du groupe familial, a été signé le 16 novembre 2002. Ce pacte a été publié par le C.M.F. le 13 décembre 2002 sous le n° 202C1653. Au 31 décembre 2007, les signataires du pacte détenaient 56,35 % du capital et 68,46 % des droits de vote en A.G.E. et 68,59 % en A.G.O. ;
- qu'à la date du 31 décembre 2007, parmi les actionnaires inscrits en nominatif, quatre dépassaient les seuils de 5 % et 10 % du capital et/ou des droits de vote de la société Guerbet :
  - Madame Brigitte Lamort détenait 4,24 % du capital et, compte tenu de l'usufruit qu'elle possède sur des actions détenues en nue-propiété par ses enfants, elle détenait 6,72 % des droits de vote en A.G.O. ;
  - La S.C. Guerbet Fron détenait 5 % du capital représentant 6,07 % des droits de vote,
  - Monsieur et Madame Michel Guerbet détenaient directement et indirectement (via la S.C. Guerbet Fron) 6,84 % du capital et, compte tenu de l'usufruit qu'ils possèdent sur des actions détenues en nue-propiété par leurs enfants, ils détenaient 13,95 % des droits de vote en A.G.O. ;
  - Madame Annie Guerbet détenait 4,36% du capital et 5,31% des droits de vote en A.G.E. ;
- qu'au cours de l'exercice 2007, aucun actionnaire n'a déclaré de franchissement de seuil du capital ou des droits de vote de votre société ;
- que les sociétés contrôlées directement ou indirectement par votre société sont celles qui figurent dans le tableau des filiales et participations ;
- que les salariés, FCP et ex-salariés du Groupe GUERBET détenaient, à titre nominatif, directement et indirectement au 31 décembre 2007, 4,91 % du capital de votre société (0,93 % en direct, hors ex-salariés). Les actions faisant l'objet d'une gestion collective représentaient à cette même date 1,43 %. Les actions détenues directement par les salariés n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L 225-102 du Code de Commerce ;

Enfin, nous vous signalons qu'au 31 décembre 2007, votre société détenait 5 107 actions GUERBET, d'une valeur nominale chacune de 4 euros, représentant 0,17 % des actions composant son capital social, et dont la valeur globale évaluée au cours d'achat est de 169 921 euros.

Sur ces 5 107 actions, 4 472 constituent le solde du Plan d'options d'achat d'actions attribuées le 27 octobre 1997 venu à expiration. Ces 4 472 titres non achetés par les bénéficiaires d'options ont été acquis au cours moyen unitaire de 32,01 euros (32,17 euros frais inclus).

Les 635 autres actions ont été acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions, 410 au cours de l'exercice 2003 et 225 au cours de l'exercice 2004. Ces 635 actions ont été achetées au cours moyen pondéré de 41,99 euros (43,42 euros frais inclus).

Ces 5 107 actions ont fait l'objet d'un Plan d'options d'achat d'actions, mis en place par le Directoire dans sa séance du 26 juillet 2005 pour une durée de sept ans, attribuées à un bénéficiaire.

Nous vous précisons que, dans le cadre du programme de rachat d'actions présenté lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2007, aucun titre n'a été racheté par la société. Par conséquent, il n'est pas utile d'établir un rapport spécial conformément à l'article L 225-209 alinéa 2 du Code de Commerce modifié par la Loi Breton du 26 juillet 2005.

Les principales modifications intervenues dans la répartition du capital et des droits de vote au cours des trois dernières années sont les suivantes :

	<b>Famille Guerbet</b>	<b>Salariés Ex salariés et Flottant autres nominatifs</b>	<b>Auto- détention</b>	<b>Total</b>	
<b>30/06/06</b>					
Nombre actions	1 809 824	165 569	994 819	5 107	2 975 319
% capital	60,83%	5,56%	33,44%	0,17%	100,00%
Variation en capital	-0,40%	-0,15%	0,55%	0,00%	
Nombre droits de vote	3 553 160	300 744	994 819	0	4 848 723
% DDV en AGE	73,28%	6,20%	20,52%	0,00%	100,00%
Variation en DDV	-0,54%	0,20%	0,34%		
<b>31/12/06</b>					
Nombre actions	1 805 287	167 069	1 008 055	5 107	2 985 518
% capital	60,47%	5,60%	33,76%	0,17%	100,00%
Variation en capital	-0,36%	0,03%	0,33%	0,00%	
Nombre droits de vote	3 598 957	313 453	1 008 055	0	4 920 465
% DDV	73,14%	6,37%	20,49%	0,00%	100,00%
Variation en DDV	-0,14%	0,17%	-0,03%		
<b>30/06/07</b>					
Nombre actions	1 798 261	260 258	926 496	5 107	2 990 122
% capital	60,14%	8,70%	30,99%	0,17%	100%
Variation en capital	-0,33%	3,1%	-2,77%	0,00%	
Nombre droits de vote	3 584 169	404 083	926 496	0	4 914 748
% DDV en AGE	72,93%	8,22%	18,85%	0,00%	100%
Variation en DDV	-0,21%	1,85%	-1,64%		
<b>31/12/07</b>					
Nombre actions	1 794 651	263 564	941 247	5 107	3 004 569
% capital	59,73%	8,77%	31,33%	0,17%	100%
Variation en capital	-0,41%	0,07%	0,34 %	0,00%	
Nombre droits de vote	3 578 910	409 787	941,247	0	4 929 944
% DDV en AGE	72,60%	8,31%	19,09%	0,00%	100%
Variation en DDV	-0,33 %	0,09%	0,24%		

**- Récapitulatif des opérations réalisées en 2007 sur le titre Guerbet par les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance ainsi que par les personnes ayant des liens personnels avec ceux-ci**

<b>CESSIONS D' ACTIONS GUERBET</b>					
<b>Nom de l'actionnaire</b>	<b>Date de la vente</b>	<b>Nombre vendues</b>	<b>d'actions</b>	<b>Prix unitaire de l'opération en euros</b>	<b>Total brut de l'opération en euros</b>
Jean-Jacques Bertrand	du 15.03.2007 au 19.03.2007	1 500		131,20	196 800
Dominique Meyer	15.01.2007	100		126,00	12 600
	22.02.2007	200		136,50	27 300
	02.05.2007	156		143,00	22 308
	24.08.2007	500		147,00	73 500
SC Guerbet Fron	05.03.2007	678		130,50	88 479
Philippe Decazes	03.05.2007	500		144,00	72 000
Antoine Decazes (1)	17.05.2007	250		159,00	39 750
Elise Decazes (1)	du 17.05.2007 au 21.05.2007	250		159,00	39 750
Marie-Christine Garnier	06.06.2007	133		155,00	20 615
	06.07.2007	583		146,00	85 118
Bernard Massiot	21.09.2007	110		157,50	17 235
Philippe Biju-Duval	18.10.2007	150		150,79	22 619
Bruno Bonnemain	20.12.2007	140		127,01	17 781

<b>ACHAT D' ACTIONS GUERBET</b>						
<b>Nom de l'acheteur</b>	<b>Date de l'achat</b>	<b>Nombre achetées</b>	<b>d'actions</b>	<b>Prix unitaire de l'opération en euros</b>	<b>de en</b>	<b>Total brut de l'opération en euros</b>
SC Guerbet Fron (2)	du 07.03.2007 au 19.03.2007	492		130,50		64 206
	14.05.2007	186		151,97		28 266
	21.08.2007	500		139,71		69 855
	13.12.2007	600		149,99		89 994
	18.12.2007	760		127,82		97 143

<b>LEVEES D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS GUERBET</b>						
<b>Nom du bénéficiaire</b>	<b>Date de la levée</b>	<b>Nombre levées</b>	<b>d'options</b>	<b>Prix unitaire de l'option en euros</b>	<b>de</b>	<b>Total de l'opération en euros</b>
Philippe Decazes	28.12.2007	2 800		22,27		62 356
Marie-Christine Garnier	05.06.2007	2 245		22,27		49 996
Bruno Bonnemain	20.12.2007	140		32,94		4 612
Dominique Meyer	26.03.2007	600		32,94		19 764

(1) Enfants mineurs de Philippe Decazes

(2) dont les co-gérants sont Michel Guerbet et Olivier Guerbet

**- Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Directoire ainsi qu'à la modification des statuts**

Nomination et remplacement des membres du Directoire

Les membres du Directoire, qui sont obligatoirement des personnes physiques, sont choisis ou non parmi les actionnaires et nommés par le Conseil de Surveillance. Aucune personne ne peut être nommée membre du Directoire si elle tombe sous le coup des cumuls, incompatibilités, déchéances ou interdictions prévus par la Loi et les règlements.

Chaque membre du Directoire doit être âgé de moins de 65 ans. Si, en cours de fonction, la limite d'âge est atteinte, le membre du Directoire intéressé sera réputé démissionnaire d'office.

Le Directoire est nommé pour une durée de 3 ans. Les fonctions du Directoire prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent ces fonctions. Tout membre du Directoire est rééligible.

En cas de vacance d'un siège de membre du Directoire, la législation en la matière s'applique (article D 97 du Décret du 23 mars 1967).

#### Modifications statutaires

Conformément à la Loi (article L 225-96 alinéa 1 du Code de Commerce), seule l'Assemblée Générale Extraordinaire est habilitée à modifier les statuts. Toutefois, les dispositions législatives et réglementaires prévoient, dans le cas des augmentations de capital, que l'Assemblée Générale Extraordinaire peut déléguer sa compétence et/ou ses pouvoirs au Directoire pour lui permettre de décider lui-même de l'augmentation de capital et de fixer lui-même les modalités de l'opération. Toutefois, les statuts prévoient que l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance est requise pour :

- toute attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions de la société,
- et toute émission de valeurs mobilières de toute nature.

Par ailleurs, concernant le transfert du siège social, il peut être décidé par le Conseil de Surveillance dès lors que le transfert intervient dans le même département ou dans un département limitrophe, sous réserve de ratification de la décision par l'Assemblée Générale Ordinaire suivante.

#### **- Pouvoirs du Directoire en matière d'émission d'actions ou de rachat d'actions**

Le Directoire bénéficie d'une autorisation, conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 18 mai 2006, pour une période maximale de 38 mois, pour augmenter le capital social jusqu'à concurrence de 148 450 actions nouvelles dans le cadre d'une ou plusieurs attributions d'options de souscription d'actions à son personnel.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2007 a autorisé le Directoire, pour une durée de 18 mois, à acheter et vendre des actions de la société Guerbet dans la limite également de 5 %, ce qui compte tenu des actions auto-détenues représente 149 275 actions de la société.

#### **- Récapitulatif des délégations de pouvoirs ou de compétence accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Directoire dans le domaine des augmentations de capital**

<b>Délégation en 2006 de l'Assemblée en cours de validité</b>	<b>Utilisation au cours de 2007 par le Directoire</b>
18 mai 2006 pour une durée de 38 mois :	Directoire du 25 septembre 2007 :
pour consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions	mise en place d'un plan d'options de souscription d'actions à 2 bénéficiaires pour un total de 7.000 options

#### **- Mandataires sociaux**

Les mandataires sociaux sont les mandataires de la société Guerbet (société mère) et sont au nombre de 15 (7 membres du Directoire et 8 membres du Conseil de Surveillance).

**- Engagements consentis en faveur des mandataires sociaux à l'occasion de la prise, du changement ou cessation de fonctions**

Lors de sa prise de fonction, un mandataire social a bénéficié d'un engagement par consentement de 5 000 stock options et d'un plan de retraite complémentaire (cf chapitre 15 Rémunérations et avantages).

**- Charges non déductibles fiscalement visées à l'art 39-4 du C.G.I.**

Le montant global des charges non déductibles fiscalement visées à l'art 39-4 du C.G.I. s'élève à 102 K euros et correspond à des amortissements excédentaires de véhicules.

**- Evènements exceptionnels survenus entre la date de clôture et la date d'arrêté du présent rapport**

Aucun événement exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du groupe et de la société mère Guerbet n'est intervenu dans cette période.

**- Affectation des résultats de la société mère Guerbet**

Nous vous proposons de distribuer un dividende net de **2,25 euros par action** et d'affecter le résultat de la société Guerbet ainsi qu'il suit :

	<b>(En Euros)</b>
Résultat net	22 026 974,65
Report à nouveau bénéficiaire	41 767 107,98
<b>Total à affecter</b>	<b>63 794 082,63</b>
Réserve légale	7 620,40
<b>Total distribuable</b>	<b>63 786 462,23</b>
Dividende statutaire	721 096,56
Dividende complémentaire	6 039 183,69
<b>Dividende net total</b>	<b>6 760 280,25</b>
<b>Solde affecté au report à nouveau</b>	<b>57 026 181,98</b>

**-Rappel des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices** (à titre de rappel, l'avoir fiscal est supprimé depuis l'exercice 2004)

<b>Exercice</b>	<b>Net par action</b>	<b>Montant global distribué</b>
2004	1,50 €	4 411 104,00 €
2005	2,00 €	5 937 988,00 €
2006	2,00 €	5 971 036,00 €

### **- Projet de résolutions A.G.O.**

Nous vous remercions de bien vouloir approuver les projets de résolutions qui vous sont soumis. Il convient notamment :

- d'approuver les comptes de l'exercice 2007 et de statuer sur l'affectation du résultat proposée ;
- de fixer les jetons de présence à distribuer aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2007 ;
- d'autoriser le Directoire à acheter et vendre des actions de la société Guerbet ;
- de renouveler le mandat de deux membres du Conseil de Surveillance : M. Jean-Jacques BERTRAND et M. Jacques BIOT ;
- de nommer un nouveau Commissaire aux Comptes titulaire : le Cabinet HORWATH AUDIT France, en remplacement du cabinet CONSTANTIN ASSOCIES démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier ;
- de nommer un nouveau Commissaire aux Comptes suppléant : M. Jean-Jacques BECOUZE, en remplacement de M. Michel BONHOMME démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier.

**Le Directoire**

### 9.1.9 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux Comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe au titre de l'exercice 2007 s'analysent comme suit :

Exercice clos le 31 décembre 2007	Deloitte & Associés		Constantin Associés	
	Montant (K€)	%	Montant (K€)	%
<b>AUDIT</b>				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés Guerbet	81,0	39 %	81,0	40 %
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés Filiales	127,3	61 %	111,5	55 %
- Missions accessoires			11,8	5 %
<b>Sous total</b>	<b>208,3</b>	<b>100 %</b>	<b>204,3</b>	<b>100%</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>				
- Juridique, fiscal, social				
- Technologie de l'information				
- Audit interne				
- Autres				
Sous total	0	0 %	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>208,3</b>	<b>100 %</b>	<b>204,3</b>	<b>100 %</b>



## 9.1.10 Résultat des cinq derniers exercices

(Art. 133-135 et 148 du Décret sur les sociétés commerciales)

En euros	2003	2004	2005	2006	2007
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	11 577 692	11 762 944	11 875 976	11 942 072	12 018 276
Nombre des actions ordinaires existantes	2 894 423	2 940 736	2 968 994	2 985 518	3 004 569
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer					
• Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
• Par exercice de droits de souscription	146 900	97 387	171 029	150 255	134 679
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes avec prestations de services et autres produits	154 469 996	177 780 065	189 759 170	205 032 052	233 664 367
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements nettes des reprises, et provisions	11 681 283	32 860 619	22 836 673	27 756 321	34 709 255
Impôt sur les bénéfices	(8 846 455)	3 973 338	3 786 623	(119 361)	4 744 508
Participation des salariés due au titre de l'exercice	130 043	949 414	906 306	357 401	1 892 000
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	8 750 223	14 870 951	18 299 749	15 859 093	22 026 975
Résultat distribué	2 170 817	4 411 104	5 937 988	5 971 036	6 760 280
<b>RESULTATS PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	7,05	9,50	6,11	9,22	9,34
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3,02	5,06	6,16	5,31	7,33
Résultat net dilué	2,91	4,97	5,93	5,15	7,15
Dividende net attribué à chaque action	0,75	1,50	2,00	2,00	2,25
<b>PERSONNEL</b>					
Nombre de salariés au 31 déc. (CDI-CDD)	711	727	738	783	783
Montant des salaires	29 605 812	32 311 175	33 986 360	35 392 712	36 660 060
Montant des charges sociales	12 522 420	13 267 942	13 687 705	14 380 666	15 230 776

**Annexes au chapitre "Examen de la situation financière et du résultat 2007" :**

- Liste des mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux de GUERBET dans toute société *Cf. chapitre 14*
  
- Rémunération des mandataires sociaux de Guerbet *Cf. chapitre 15*
  
- Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, le contrôle interne et les principes de détermination des rémunérations des mandataires sociaux *Cf. chapitre 16*

## 9.2 Rapport du conseil de Surveillance

Mesdames, Messieurs,

Le Directoire vous a présenté les comptes de l'exercice 2007 ainsi que le rapport sur l'activité du Groupe au cours de cet exercice.

Au cours de l'exercice écoulé votre Conseil a attentivement et régulièrement suivi le développement des différentes activités du Groupe, donné son avis sur les orientations prises et, le cas échéant, son autorisation sur les points pour lesquels le Règlement Intérieur la requiert.

C'est sur cette base qu'il a examiné les comptes sociaux et consolidés 2007 et l'ensemble des documents arrêtés à cette occasion.

Nous vous demandons d'approuver les comptes de cet exercice 2007, le projet d'affectation du résultat ainsi que l'ensemble des résolutions qui vous sont présentées, et vous remercions de votre attention.

Le Conseil de Surveillance

-----

**Remarque :**

*Conformément à l'article L 225-68 du Code Commerce, le Président du Conseil de Surveillance a rendu compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, des procédures de contrôle interne mises en place par votre société ainsi que des principes et règles arrêtés par le Conseil de Surveillance pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux. Ce rapport se trouve au chapitre 16 sous le paragraphe « gouvernement d'entreprise et contrôle interne ».*

### 9.3 Comptes consolidés au 31 décembre 2007 - Extraits

#### BILAN CONSOLIDE EN NORMES IFRS

en milliers d'euros

		31/12/07	31/12/06
<b>ACTIF (valeurs nettes)</b>	<b>Notes</b>		
Immobilisations incorporelles	1	34 077	36 151
Immobilisations corporelles	2	123 180	97 999
Actifs financiers non courants	3	1 451	1 198
Impôts différés	4	5 461	3 672
<b>Total actifs non courants</b>		<b>164 169</b>	<b>139 020</b>
Stocks	5	85 014	73 085
Clients et comptes rattachés	6	80 659	84 005
Actifs destinés à être cédés			
Autres actifs courants	7	17 483	18 245
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	9 887	12 155
<b>Total actifs courants</b>		<b>193 043</b>	<b>187 490</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>357 212</b>	<b>326 510</b>
<b>PASSIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/07</b>	<b>31/12/06</b>
Capital		12 018	11 942
Autres réserves		135 052	120 514
Résultat consolidé		23 762	18 926
Ecart de conversion		123	754
<b>Capitaux propres</b>	9	<b>170 955</b>	<b>152 136</b>
Dont part du groupe		170 955	152 136
Passifs financiers non courants	11	59 283	55 997
Impôts différés	4	5 207	6 055
Provisions	10	11 754	12 762
<b>Total passifs non courants</b>		<b>76 244</b>	<b>74 814</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		37 130	32 513
Autres passifs	12	39 990	36 757
Passifs financiers courants	11	19 605	18 138
Impôts courants exigibles		10 654	9 781
Provisions	10	2 634	2 371
<b>Total passifs courants</b>		<b>110 013</b>	<b>99 560</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>357 212</b>	<b>326 510</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS

en milliers d'euros

	Notes	2007	2006
<b>Chiffre d'affaires</b>	13	<b>305 548</b>	<b>289 408</b>
Redevances		406	723
Autres produits de l'activité	14	955	1 541
Achats consommés		-84 800	-56 087
Charges de personnel	15	-81 736	-79 000
Charges externes	16	-87 036	-86 215
Impôts et taxes	17	-13 968	-14 133
Dotations aux amortissements	18	-15 554	-14 843
Dotations nettes aux provisions		-841	-768
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		14 542	- 8 900
Autres produits et charges d'exploitation	19	-933	-1 406
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>36 583</b>	<b>30 320</b>
Autres produits et charges opérationnels	20	208	320
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>36 791</b>	<b>30 640</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		218	401
Coût de l'endettement financier brut	21	-3 075	-2 064
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>-2 857</b>	<b>-1 663</b>
Profits et pertes de change		-52	-1 467
Autres produits et charges financiers		-185	-617
Charge d'impôt sur le résultat	22	-9 935	-7 967
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>23 762</b>	<b>18 926</b>
Dont part du groupe		23 762	18 926
Résultat net par action (€)	28	7,91	6,34
Résultat net dilué par action (€)	28	7,63	6,10

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE IFRS

En milliers d'euros			
	Notes	2007	2006
<b>Résultat net</b>		<b>23 762</b>	<b>18 926</b>
Dotations aux amortissements		15 554	14 843
Dotations et reprises de provisions	10.1	-540	386
Charges de stock-options		628	1 038
Résultat de cession d'immobilisations et autres ajustements (*)		160	66
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>39 564</b>	<b>35 259</b>
Coût de l'endettement financier net		2 857	1 663
Charges d'impôt (y compris impôts différés)		9 935	7 967
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>52 356</b>	<b>44 889</b>
Impôts versés		-6 938	-9 250
<i>(Augmentation), diminution des stocks</i>	5	-11 929	-12 294
<i>(Augmentation), diminution du poste clients et comptes rattachés</i>	6	3 346	-5 288
<i>Augmentation, (diminution) du poste fournisseurs et comptes rattachés</i>		4 617	3 550
<i>Augmentation, diminution des autres actifs</i>	7	-3 110	-1 949
<i>Augmentation, diminution des autres passifs</i>	12	+1 950	-7 304
<b>Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)</b>		<b>-5 126</b>	<b>-23 285</b>
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (A)</b>		<b>40 292</b>	<b>12 354</b>
Investissements (*)		-39 795	-32 691
<i>en immobilisations incorporelles</i>	1	-533	-780
<i>en immobilisations corporelles</i>	2	-39 172	-31 691
<i>en immobilisations financières</i>		-90	-220
Cessions d'immobilisations		368	684
<b>FLUX NET DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENT(B)</b>		<b>-39 427</b>	<b>-32 007</b>
Dividendes versés		-5 960	-5 874
Augmentation de capital		652	477
Nouveaux emprunts à long terme		15 776	32 910
Remboursements d'emprunts		-16 526	-13 384
Rachat et revente d'actions propres			
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location fin.)		-2 819	-1 937
<b>FLUX NET DE TRESORERIE DE FINANCEMENT (C)</b>		<b>-8 877</b>	<b>12 192</b>
Incidences des variations des cours de devises (D)		279	657
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A) + (B) + (C) + (D)</b>		<b>-7 733</b>	<b>-6 804</b>
<b>TRESORERIE INITIALE</b>		<b>6 853</b>	<b>13 657</b>
<b>TRESORERIE FINALE</b>	8	<b>-880</b>	<b>6 853</b>

## 9.4 Comptes sociaux au 31 décembre 2007 - Extraits

en milliers d'euros

ACTIF	NOTE	31.12.07		31.12.06	
		Montants bruts	Amortis... ou provisions	Montants Nets	Montants nets
Brevets, marques et droits similaires		201	-	201	201
Autres immobilisations incorporelles		4 752	3 478	1 274	1 239
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>A</b>	<b>4 953</b>	<b>3 478</b>	<b>1 475</b>	<b>1 440</b>
Terrains		1 978	-	1 978	1 978
Constructions		45 464	30 298	15 167	15 537
Installations techniques, Matériel et outillage industriels		88 093	70 561	17 532	16 960
Autres immobilisations corporelles		26 834	19 535	7 298	3 739
Immobilisations en cours		35 675	-	35 675	21 406
Avances et acomptes		719	266	453	627
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>B</b>	<b>198 763</b>	<b>120 660</b>	<b>78 103</b>	<b>60 247</b>
Participations	C	51 324	8 481	42 843	37 570
Créances rattachées à des participations	F	9 639	300	9 339	11 428
Prêts	D/F	126	-	126	137
Autres immobilisations financières	F	8 897	-	8 897	8 847
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>69 986</b>	<b>8 781</b>	<b>61 205</b>	<b>57 982</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>273 702</b>	<b>132 919</b>	<b>140 783</b>	<b>119 668</b>
Stocks	E	57 046	2 139	54 907	53 708
Avances et acomptes		1 003	-	1 003	527
Clients et comptes rattachés	F	16 486	359	16 127	17 562
Autres créances d'exploitation	F	40 831	83	40 748	29 311
<b>TOTAL CREANCES D'EXPLOITATION</b>		<b>58 320</b>	<b>442</b>	<b>57 878</b>	<b>47 400</b>
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	G	6 112	-	6 112	4 629
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>		<b>121 478</b>	<b>2 581</b>	<b>118 897</b>	<b>105 738</b>
Charges constatées d'avance	F	799	-	799	449
Charges à répartir sur plusieurs exercices		-	-	-	-
Ecarts de conversion		2 329	-	2 329	1 743
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>398 308</b>	<b>135 500</b>	<b>262 808</b>	<b>227 598</b>

<b>PASSIF</b>	<b>NOTE</b>	<b>31.12.07</b>	<b>31.12.06</b>
Capital social		12 018	11 942
Primes d'émission		3 552	2 976
Réserve légale		1 194	1 188
Réserves réglementées		-	-
Autres réserves		52 015	52 015
Report à nouveau		41 767	31 876
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>22 027</b>	<b>15 859</b>
<b>SITUATION NETTE</b>		<b>132 573</b>	<b>115 856</b>
Provisions réglementées	I	5 768	4 293
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>H</b>	<b>138 341</b>	<b>120 149</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>J</b>	<b>14 056</b>	<b>14 298</b>
Emprunts obligataires convertibles		-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit hors concours bancaires courants		34 483	31 273
Concours bancaires courants et soldes créditeurs courants		10 583	5 228
Autres emprunts et dettes financières divers		609	659
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>		<b>45 675</b>	<b>37 160</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		29 898	25 549
Dettes fiscales et sociales		22 297	17 388
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 989	3 839
Autres dettes		5 053	8 036
<b>TOTAL DETTES D'EXPLOITATION ET DIVERSES</b>		<b>63 237</b>	<b>54 812</b>
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>K</b>	<b>108 912</b>	<b>91 972</b>
Produits constatés d'avance	K	76	13
Ecart de conversion		1 423	1 166
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>262 808</b>	<b>227 598</b>



<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>NOTE</b>	<b>Exercice 2007</b>	<b>Exercice 2006</b>
Produits vendus en France		91 275	85 336
Produits vendus à l'étranger		140 886	118 493
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES PRODUITS</b>	<b>M</b>	<b>232 161</b>	<b>203 829</b>
Services et produits divers		777	436
Droits et redevances		726	766
Production immobilisée		-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges		1 663	327
Transferts de charges		-	-
Subventions d'exploitation	<b>N</b>	396	1 098
<b>TOTAL D'EXPLOITATION</b>	<b>PRODUITS</b>	<b>235 723</b>	<b>206 456</b>
Achats stockés de marchandises matières premières et autres approvisionnements		(79 409)	(78 912)
+ Stock Initial		(55 065)	(44 900)
- Stock Final		57 046	55 065
<b>CONSOMMATIONS L'EXERCICE</b>	<b>DE</b>	<b>(77 428)</b>	<b>(68 746)</b>
Achats non stockés, autres services et charges extérieures		(66 447)	(58 754)
Impôts, taxes et assimilés		(9 625)	(9 745)
Salaires et traitements		(36 660)	(35 393)
Charges sociales		(15 231)	(14 381)
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>		<b>(51 891)</b>	<b>(49 774)</b>
Amortissements		(8 411)	(7 917)
Provisions		(1 567)	(5 891)
<b>TOTAL D'EXPLOITATION</b>	<b>CHARGES</b>	<b>(215 369)</b>	<b>(200 827)</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>20 354</b>	<b>5 629</b>

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>NOTE</b>	<b>Exercice 2007</b>	<b>Exercice 2006</b>
Reprises sur provisions et transferts de charges		8 036	7 640
Intérêts et produits assimilés		8 633	18 131
Différences positives de change		1 526	1 617
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>18 195</b>	<b>27 388</b>
Amortissements et provisions		(4 595)	(4 652)
Intérêts et charges assimilées		(2 847)	(9 236)
Différences négatives de change		(1 052)	(1 794)
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>		<b>(8 494)</b>	<b>(15 682)</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>O</b>	<b>9 701</b>	<b>11 706</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>30 055</b>	<b>17 335</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		53	14
Produits exceptionnels sur opérations en capital		97	80
Reprises sur amortissements et provisions		1 479	61
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>1 629</b>	<b>155</b>
Charges sur opérations de gestion		(18)	(27)
Charges sur opérations en capital		(352)	(139)
Amortissements et provisions		(2 650)	(1 226)
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>(3 020)</b>	<b>(1 393)</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>P</b>	<b>(1 391)</b>	<b>(1 238)</b>
Participation des salariés		(1 892)	(357)
Impôts sur les bénéfices	<b>Q</b>	(4 745)	119
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>22 027</b>	<b>15 859</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<b>en millions d'euros</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Marge brute d'autofinancement	29,34	26,35
(Augmentation) diminution des stocks	(1,98)	(10,17)
(Augmentation) diminution du poste clients et comptes rattachés	0,76	(2,64)
Augmentation (diminution) du poste fournisseurs et comptes rattachés	4,32	2,82
Augmentation / diminution des autres actifs et passifs à court terme	(8,17)	(18,59)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation (A)</b>	<b>24,27</b>	<b>(2,23)</b>
Investissements liés à l'exploitation	(26,35)	(25,94)
Cessions d'immobilisations liées à l'exploitation	0,10	0,08
Diminution (augmentation) des immobilisations financières	0,27	10,92
<b>Flux de trésorerie affecté aux investissements (B)</b>	<b>(25,98)</b>	<b>(14,94)</b>
Augmentation de capital	0,65	0,48
Diminution du Report à Nouveau	-	-
Dividendes versés	(5,96)	(5,87)
Nouveaux emprunts à long terme	14,14	28,23
Remboursement d'emprunts	(10,99)	(12,41)
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement (C)</b>	<b>(2,16)</b>	<b>10,43</b>
<b>Variation nette de la trésorerie (A) + (B) + (C)</b>	<b>(3,87)</b>	<b>(6,74)</b>
<b>Trésorerie initiale</b>	<b>(0,60)</b>	<b>6,14</b>
<b>Trésorerie finale</b>	<b>(4,47)</b>	<b>(0,60)</b>

**9.5.1 Ordre du jour**

1. Rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et du Président du Conseil de Surveillance.  
Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux et sur les comptes consolidés de l'exercice 2007.  
Approbation des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice 2007.  
Rapport des Commissaires aux Comptes, prévu à l'article L 225-235 du Code de Commerce, portant sur les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.  
Quitus aux membres du Directoire, aux membres du Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux Comptes de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.
2. Affectation du résultat et distribution de dividendes.
3. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions de l'article L 225-86 du Code de Commerce et approbation desdites conventions.
4. Fixation des jetons de présence.
5. Autorisation à donner au Directoire d'acheter et de vendre des actions de la société.
6. Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance, M. Jean-Jacques BERTRAND.
7. Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance, M. Jacques BIOT
8. Nomination du cabinet HORWATH AUDIT FRANCE, Commissaire aux Comptes titulaire en remplacement du cabinet CONSTANTIN ASSOCIES pour la durée restant à courir sur le mandat de ce dernier.
9. Nomination de M. Jean-Jacques BECOUZE, Commissaire aux Comptes suppléant en remplacement de M. Michel BONHOMME pour la durée restant à courir sur le mandat de ce dernier.
10. Pouvoirs en vue des formalités.

**9.5.2 Projet des résolutions**

**PREMIERE RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après présentation des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et de son Président, et connaissance prise des rapports des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice 2007 tels qu'ils ont été présentés. Elle approuve, en conséquence, les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports et donne aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux Comptes quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

## DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté que les comptes de l'exercice 2007 présentent un résultat net de 22 026 974,65 euros, approuve les propositions du Directoire sur l'affectation du résultat et la distribution de dividendes suivantes :

	<b>Euros</b>
Résultat net	22 026 974,65
Report à nouveau bénéficiaire	41 767 107,98
<b>Total à affecter</b>	<b>63 794 082,63</b>
Réserve légale	7 620,40
<b>Total distribuable</b>	<b>63 786 462,23</b>
Dividende statutaire	721 096, 56
Dividende complémentaire	6 039 183,69
<b>Dividende net total</b>	<b>6 760 280,25</b>
<b>Solde affecté au report à nouveau</b>	<b>57 026 181,98</b>

L'Assemblée Générale Ordinaire, fixe, en conséquence, le dividende pour cet exercice à 2,25 € par action. Le dividende sera mis en paiement à compter du 3 juin 2008 et sera applicable aux 3 004 569 actions composant le capital social au 31 décembre 2007.

Il est précisé que, lors de la mise en paiement du dividende, il sera tenu compte, le cas échéant, de la détention par la société de ses propres actions et que le bénéfice distribuable, correspondant au dividende non versé en raison de la détention desdites actions, sera affecté au compte report à nouveau.

Conformément à la Loi, il est rappelé que le montant du dividende mis en paiement et celui de l'avoir fiscal correspondant, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

<b>Exercice</b>	<b>Net par action</b>	<b>Montant global distribué</b>
2004	1,50 €	4 411 104,00 €
2005	2,00 €	5 937 988,00 €
2006	2,00 €	5 971 036,00 €

## TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L 225-86 du Code de Commerce et statuant sur ce rapport, approuve les conventions qui y sont mentionnées.

## QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe à la somme de 148 000 euros le montant global des jetons de présence à répartir entre les membres du Conseil de Surveillance en fonction durant l'exercice 2007.

## **CINQUIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement n° 2273/2003 de la Commission Européenne du 22 décembre 2003, autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation, à acheter et vendre des actions de la société en vue :

- soit de la régularisation des cours de bourse par interventions sur le marché via un contrat de liquidité AFEI ;
- soit de la mise en œuvre de plans d'options d'achat et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi notamment par attribution gratuite d'actions ;
- soit de l'achat pour conservation et remise ultérieure d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance.

Le prix maximum d'achat est fixé à 153 € par action.

Le prix minimum de vente est fixé à 51 € par action

Les achats d'actions de la société pourront porter sur 5% maximum du nombre des actions composant le capital social de la société à quelque moment que ce soit, soit à titre indicatif 150.228 actions sur la base du capital arrêté au 31 décembre 2007.

Le montant maximal que la société sera susceptible de payer dans l'hypothèse d'achats au prix maximal de 153 € par action, s'élèvera hors frais et commissions, sur la base de 150 228 actions, à 22 984 884 €. Les opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être réalisées par tous moyens.

L'Assemblée Générale Ordinaire délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation du capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster les prix d'achat et de vente susvisés afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Cette autorisation restera valable dix-huit mois à compter de ce jour.

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, passer tout ordre de bourse, conclure tout accord en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de tout autre organisme, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

L'Assemblée Générale Ordinaire met fin, avec effet immédiat, à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2007 par le vote de la présente résolution.

## **SIXIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat arrivé à échéance, d'un membre du Conseil de Surveillance, M. Jean-Jacques BERTRAND pour une durée de six années soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2013.

M. Jean-Jacques BERTRAND a fait savoir qu'il était favorable au renouvellement de son mandat et qu'il n'exerçait aucune fonction, ni n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

## **SEPTIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat, arrivé à échéance, d'un membre du Conseil de Surveillance, M. Jacques BIOT pour une durée de six années soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2013.

M. Jacques BIOT a fait savoir qu'il était favorable au renouvellement de son mandat et qu'il n'exerçait aucune fonction, ni n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

#### **HUITIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la démission à compter de ce jour du Cabinet CONSTANTIN ASSOCIES de ses fonctions de Commissaire aux Comptes titulaire et décide de nommer en son remplacement, le cabinet HORWATH AUDIT FRANCE pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

#### **NEUVIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la démission à compter de ce jour de M. Michel BONHOMME, Commissaire aux Comptes suppléant et décide de nommer en son remplacement, M. Jean-Jacques BECOUZE pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

#### **DIXIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

## **10 TRESORERIE ET CAPITAUX**

*→ Selon les recommandations de l'AMF concernant les Valeurs Moyennes et Petites, le lecteur pourra se reporter au chapitre 20.1 Informations financières historiques .*

# 11 RECHERCHE & DEVELOPPEMENT – BREVETS ET LICENCES

## 11.1 La recherche et développement

### 11.1.1 Un effort de R&D soutenu

La recherche & développement de GUERBET a pour objectif de concevoir, développer et mettre sur le marché des produits d'imagerie répondant aux besoins de ses clients principaux : les radiologues et les cardiologues dans le domaine du diagnostic in vivo. GUERBET, à travers ses produits actuels et futurs, cherche à apporter des réponses aux problèmes diagnostiques dans les pathologies majeures.

Le Groupe consacre en moyenne 9 à 10% de son chiffre d'affaires à son budget de recherche et de développement.

	2005	2006	2007
Recherche & Développement en M€	25,6	25,2	26,7
Recherche & Développement en % du CA	9,5%	8,7%	8,7%
Personnel dédié	159	161	172

### 11.1.2 Les nouveaux produits en cours de développement

GUERBET poursuit actuellement le développement de ses produits, en particulier :

**DOTAREM®** : l'année 2007 s'est révélée une année de croissance très forte pour DOTAREM® en raison de l'apparition d'une pathologie associée à l'administration de certains produits concurrents à base de gadolinium. Les remarquables propriétés du DOTAREM® ont conduit les autorités européennes et les radiologues à positionner ce produit comme le meilleur de sa classe en matière de stabilité, minimisant ainsi pour la plupart des experts les risques d'apparition de cette pathologie invalidante, parfois très sévère qui apparaît chez les patients insuffisants rénaux. Ceci a conduit Guerbet à mettre en place des études pré cliniques et cliniques pour renforcer les arguments montrant la supériorité du DOTAREM® face à ses concurrents.

Compte tenu de ses nouvelles informations et de la forte demande des radiologues américains pour ce produit qui semble le plus sûr de sa classe, GUERBET a décidé fin 2007 de reprendre activement le développement de ce produit pour le marché américain.

**SINEREM®**, produit développé sous licence AMAG (précédemment ADVANCED MAGNETICS, est un produit destiné à mettre en évidence les ganglions lymphatiques cancéreux et permettra d'améliorer la prise en charge et le suivi des patients, en particulier pour le cancer du pelvis (prostate, utérus, vessie). Il a par ailleurs de multiples applications potentielles en imagerie pour les maladies inflammatoires et cardiovasculaires. Le dossier de demande d'autorisation a été déposé fin 2006. Malgré un bénéfice potentiel reconnu et un profil de tolérance qui n'a pas été remis en cause, le CHMP (Committee for Medicinal Products for Human Use) au niveau européen n'a pas jugé suffisante la démonstration statistique portant sur l'efficacité du produit dans les données de phase III.

Guerbet étudie, à ce stade, toutes les options possibles pour répondre aux exigences des autorités de santé.

**XENETIX®** a obtenu de nouvelles autorisations dans plusieurs pays européen pour la commercialisation d'une nouvelle présentation innovante sous la dénomination de « Xenetix® in Scanbag® ». Ce nouveau produit a fait l'objet d'un premier lancement en Allemagne au dernier trimestre 2006, comme prévu. De nouveaux lancements sont programmés au cours de l'année 2008 dans les principaux pays européens.



**SBI 5002-CT®**, MEDEX, nouvelle filiale du Groupe Guerbet, a commercialisé en 2006 en France et en Allemagne son injecteur pour poches souples qui est adapté à « Xenetix® in Scanbag® », facilite l'administration des produits de contraste et augmente le confort des patients au cours des examens. Un nouvel injecteur permettant de nouvelle fonctionnalité d'utilisation pour les injections complexes, est en cours de développement.

**OXILAN®**, commercialisé aux Etats-Unis, au Japon et en Turquie fait l'objet d'activités de développement pour de nouvelles applications et pour de nouvelles présentations pharmaceutiques plus adaptées au marché.

### 11.1.3 Objectifs de la R&D

La recherche & développement Guerbet a axé ses travaux sur les pathologies majeures où le diagnostic initial ou le suivi de l'efficacité des traitements peuvent être améliorés par l'usage de produits de contraste adaptés : pathologies cardiovasculaires (infarctus du myocarde),

- pathologies tumorales (cancers du sein, de la prostate, du colon, etc.),
- pathologies inflammatoires, cérébrales (sclérose en plaque) ou extra cérébrales (rejet de greffe, polyarthrite, diabète, etc.),
- maladies cérébrales neurodégénératives (Alzheimer, Parkinson, etc.),
- accidents vasculaires cérébraux et traumatismes crâniens,
- pathologies ostéo-articulaires (rhumatisme, cancer des os) et d'autres encore.

Cette liste, qui n'est pas exhaustive, permet de mieux saisir les trois grands domaines de la recherche GUERBET (cardiovasculaire et athérome, cancer, maladies inflammatoires et neurodégénératives) et les évolutions de ses produits existants et à venir.

Les enquêtes menées par GUERBET, depuis plusieurs années, auprès de médecins spécialistes (neurologues, cardiologues, oncologues, gastro-entérologues...) ont démontré, qu'au-delà **d'une imagerie anatomique** qui va révéler, grâce aux produits de contraste, la présence d'une tumeur ou d'une anomalie, les patients et leurs médecins attendent d'autres résultats des produits qu'on leur injecte.

Les praticiens visent à ce que les produits deviennent des aides à la prévention et permettent de détecter la maladie, voire les alertent, à l'avance, sur l'évolution des anomalies identifiées. Cette aide au pronostic et au suivi est au cœur des travaux de recherche menés par GUERBET. Elle peut influencer sur l'orientation du traitement, limiter les actes de chirurgie ou sauver la vie de certains patients.

Ainsi, les équipes de R&D travaillent au développement d'une **imagerie fonctionnelle** capable, de jouer le rôle de marqueur d'anomalies biologiques, avant le développement de la maladie, tant en Imagerie de résonance magnétique (IRM) qu'en Médecine nucléaire. Ceci est à rapprocher de ce qu'on appelle l'imagerie moléculaire qui tend à s'éloigner de la médecine de population et cherche à participer à une médecine plus personnalisée : au stade de la prévention, l'enjeu est d'identifier les populations à risque pour mieux les suivre. Au stade de la maladie, il s'agit de mettre en évidence la cause exacte responsable de l'apparition des maladies, ce qui permettra le choix d'un meilleur traitement, plus adapté à la personne, ainsi qu'une évaluation plus rapide de l'efficacité des traitements mis en œuvre et de l'apparition éventuelle de récurrences.

### Cancérologie

L'intérêt du SINEREM® pour l'examen des ganglions lors de la recherche de métastases de cancer de la prostate se confirme. La nouveauté est qu'il ne s'agit plus seulement de localiser la tumeur primitive mais bien d'identifier l'extension de la maladie. Ces examens concernent également les cancers de la sphère ORL, pharynx et langue. Les deux domaines prioritaires de développement du SINEREM® sont le pelvis et la sphère ORL, mais GUERBET poursuit également les examens d'extension du cancer du sein, du rectum et du poumon.

En recherche préclinique, des programmes innovants sont en cours pour la mise au point de produits de contraste permettant la détection de tumeurs de façon plus spécifique et plus précoce.

### **Infarctus et athérome**

En termes de santé publique, les pathologies de la paroi vasculaire et leurs conséquences représentent la principale cause de mortalité dans les pays développés. Actuellement, plus d'un tiers des infarctus surviennent chez des patients qui ne présentent pas de symptômes et il existe une attente forte des praticiens pour pouvoir prédire le risque d'accidents vasculaires chez les patients qui présentent des plaques d'athérome.

Détecter une plaque d'athérome risquant de provoquer un infarctus du myocarde ou un accident vasculaire cérébral –ce qui n'est pas encore possible aujourd'hui– pourrait totalement transformer le mode de prise en charge du patient.

C'est ce que révèlent les études en voie de réalisation sur le SINEREM® qui laissent présager ses capacités à permettre de caractériser, à un stade très précoce, les zones à risques de rupture d'une plaque d'athérome.

Le ciblage des composants biologiques actifs de ces plaques athéromateuses fait partie des objectifs prioritaires de la recherche pour la mise au point des produits du futur (2010 et après).

Par ailleurs, disposer de méthodes non irradiantes (IRM) permettant d'évaluer l'étendue du tissu récupérable par rapport au tissu mort après un infarctus est primordial pour la prise en charge des patients.

### **Pathologies inflammatoires**

Les années passées ont permis de montrer l'intérêt du SINEREM® dans la sclérose en plaques. D'autres pathologies à caractère inflammatoire pourraient bénéficier de l'utilisation de ce produit pour le diagnostic, le choix du traitement ou le suivi de l'efficacité de la thérapie mise en œuvre. Plusieurs études cliniques exploratoires cherchent à vérifier la capacité du SINEREM® à se fixer sur le macrophage (\*). Le marquage du macrophage sera un des moyens d'améliorer les techniques d'imagerie et d'associer, en IRM, une bonne résolution spatiale à l'information fonctionnelle.

De plus en plus fréquentes dans nos pays, les pathologies inflammatoires ou neurodégénératives, souvent aggravées par l'âge, restent un domaine où les possibilités sont immenses pour améliorer détection et prise en charge.

*\* Macrophages : grosses cellules dérivant du monocyte du sang douées du pouvoir d'englober et de détruire par phagocytose des particules étrangères, des déchets cellulaires et des micro-organismes.*

## **12 INFORMATION SUR LES TENDANCES**

### **12.1 Evolution**

Cf chapitre 9 Examen de la situation financière et du résultat

### **12.2 Perspectives d'avenir**

Cf chapitre 9 Examen de la situation financière et du résultat

## **13 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE**

NEANT

## 14 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

### 14.1 Directoire

Prénom, Nom, Fonction	Autres mandats et fonctions	
<b>Philippe DECAZES</b> <i>Président du Directoire</i> Date de nomination : 27 octobre 2001 Renouvellement du mandat : 25 mai 2007	Représentant légal de GUERBET, Président de la S.A.S. SIMAFEX Président de Président du Conseil de Administrateur de Président du Conseil de Administrateur de Administrateur de Président du Conseil de Administrateur de Administrateur de Administrateur unique de Président de Représentant permanent de la société GUERBET aux Conseils d'Administration de S.A. CODALI N.V. (Belgique) Représentant permanent de la société GUERBET, co-gérante de G.P.R. (Brésil) Gérant de Gérant de	GUERBET KOREA LTD (Corée) LABORATORIOS GUERBET S.A. (Espagne) GUERBET ASIA PACIFIC Ltd (Hong Kong) GUERBET S.P.A. (Italie) GUERBET JAPAN K.K. (Japon) GUERBET NEDERLAND (Pays-Bas) A. MARTINS & FERNANDES (Portugal) GUERBET TAIWAN Co. Ltd (Taïwan) GUERBET A.S. (Turquie) GUERBET LABORATORIES LTD (U.K.) GUERBET LLC (U.S.A.)
<b>Marie-Christine GARNIER</b> <i>Directeur Général</i> <i>Pharmacien Responsable</i> <i>Directeur Qualité</i> Date de nomination : 27 octobre 2001 Renouvellement du mandat : 25 mai 2007		
<b>Philippe BARTHELET</b> <i>Membre du Directoire</i> <i>Directeur Financier</i> Date de nomination : 23 mai 2003 Renouvellement du mandat : 25 mai 2007	Administrateur de Administrateur de Administrateur de Administrateur de Administrateur de Administrateur de Administrateur de Administrateur de Administrateur de	GUERBET KOREA LTD (Corée) LABORATORIOS GUERBET S.A. (Espagne) GUERBET ASIA PACIFIC Ltd (Hong Kong) GUERBET S.P.A. (Italie) GUERBET JAPAN K.K. (Japon) A. MARTINS & FERNANDES (Portugal) GUERBET TAIWAN Co. Ltd (Taïwan) GUERBET A.S. (Turquie) GUERBET LLC (U.S.A.)
<b>Bruno BONNEMAIN</b> <i>Membre du Directoire</i> <i>Directeur du Développement et des Affaires Réglementaires</i> Date de nomination : 23 mai 2003 Renouvellement du mandat : 25 mai 2007	Administrateur de	GUERBET A.S. (Turquie)
<b>Emmanuel CAILLAUD</b> <i>Membre du Directoire</i> <i>Directeur du Marketing</i>  Date de nomination 25 mai 2007		
<b>Brigitte DUBREUCQ</b> <i>Membre du Directoire</i> <i>Directeur des Ressources Humaines</i> Date de nomination : 23 mai 2003 Renouvellement du mandat : 25 mai 2007	Présidente de l'Association du Restaurant Inter-Entreprises Vice-Présidente de l'Association Paris Nord II Entreprises	
<b>Dominique MEYER</b> <i>Membre du Directoire</i> <i>Directeur Industriel</i> Date de nomination : 15 mai 2004 Renouvel. du mandat : 25 mai 2007		

## 14.2 Conseil de Surveillance

Prénom, Nom, Fonction	Autres mandats et fonctions	
<b>Jean-Jacques BERTRAND</b> <i>Président du Conseil de Surveillance</i>  Date de nomination : 19 mai 2006 Expiration du mandat : A.G. 2008	Président du Conseil d'Administration de NEOVACS (société de biotechnologie) Président du Conseil de Surveillance de CYTHERIS (société de biotechnologie)	Administrateur de la Fondation pour la Recherche Médicale Président d'honneur du LEEM
<b>M. Bernard MASSIOT</b> <i>Vice-Président du Conseil de Surveillance</i>  Date de nomination : 19 mai 2006 Expiration du mandat : A.G. 2011	Gérant de	SARL MBAM
<b>Michel GUERBET</b> <i>Membre du Conseil de Surveillance et Président d'honneur</i>  Date de renouvellement de mandat : 18 mai 2006 Expiration du mandat : A.G. 2012	Gérant de Co-Gérant de Président d'honneur du Président d'honneur de Président de Membre honoraire de Administrateur de	S.C.I. KALB et Cie S.C. GUERBET FRON MEDEF de l'Est Parisien (association) COMEX (association) « 93 Entreprendre » (association) « Jeunesse et Entreprises du 93 » (association) la C.C.I.P. la Fondation pour la recherche médicale
<b>Philippe BIJU-DUVAL</b> Membre du Conseil de Surveillance  Date de nomination 18 mai 2006 Expiration du mandat : A.G. 2012		
<b>Jacques BIOT</b> <i>Membre du Conseil de Surveillance</i>  Date de nomination : 25 mai 2002 Expiration du mandat : A.G. 2008	Président Directeur Général Président du Conseil d'Administration de l'Ecole des Mines d'Alès Membre du Conseil d'Administration de la Fondation du Rein Membre du Conseil d'Administration de GENETHON (*)	JNB – Développement SA
<b>Jacky BOUDEVILLE</b> <i>Membre du Conseil de Surveillance</i>  Date de renouvellement de mandat : 15 mai 2004 Expiration du mandat : A.G. 2010	Professeur à (Enseignement supérieur de gestion de la C.C.I.P.)	l'E.S.C.P.-E.A.P.
<b>Olivier GUERBET</b> <i>Membre du Conseil de Surveillance</i>  Date de renouvellement de mandat : 25 mai 2007 Expiration du mandat : A.G. 2013	Président de Gérant de Co-Gérant de	SAS PULVEPUR SARL ADS S.C. GUERBET FRON
<b>Christian LOUVET</b> <i>Membre du Conseil de Surveillance</i>  Date de renouvellement de mandat : 3 juin 2005 Expiration du mandat : A.G. 2011		

(\*) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008

## 15 REMUNERATIONS ET AVANTAGES

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées par ces derniers	Quantités attribuées à chaque mandataire	Prix	Dates d'échéance	Plan N° options de souscription
Options consenties durant l'exercice 2007 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe (liste nominative) :				
- Emmanuel Caillaud	5 000	150,22 €	24.09.2017	7
Options levées durant l'exercice 2007 par chaque mandataire social (liste nominative)				
- Philippe Decazes	2 800	22,27 €	21.11.2008	2
- Marie-Christine Garnier	2 245	22,27 €	21.11.2008	2
- Bruno Bonnemain	140	32,94 €	25.08.2009	3
- Dominique Meyer	600	32,94 €	25.08.2009	3

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés, non mandataires, attributaires et options levées par ces derniers	Quantités totales attribuées	Prix	Dates d'échéance	Plan N° options de souscription
Options consenties durant l'exercice 2007 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options aux 10 salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :				
- 1 salarié	2 000	150,22 €	24.09.2017	7
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées durant l'exercice 2007 par les 10 salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi souscrites ou achetées est le plus élevé				
- 2 salariés pour 2 000 options chacun du même Plan	2 000	37,16 €	22.09.2010	5
- 1 salarié pour un total de 650 options	450	32,94 €	25.08.2009	3
	200	82,91 €	25.07.2012	6
- 1 salarié pour 450 options du même Plan	450	32,94 €	25.08.2009	3
-Salariés pour 300 options chacun du même Plan	300	32,94 €	25.08.2009	3

**Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur de ces membres : NEANT**

## Rémunérations des mandataires sociaux de Guerbet

Rémunération totale et avantages de toute nature versés durant l'exercice 2007 à chaque mandataire social, tant par la société GUERBET que par les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L 233-16 du Code de Commerce, et nombre de stock-options restant à lever par chaque mandataire social à la date du 31 décembre 2007 :

Membres du Directoire	Sommes totales brutes	dont avantages en nature	dont part variable (1)	Retraite Capitalisation (2)	Nombre de stock-options consenties et non levées
<b>M. Philippe DECAZES</b> Président du Directoire	290 699,63	-	55 854,93	10 298,88	8 370
<b>Mme Marie-Christine GARNIER</b> Directeur Général	137 191,14	2 181,12	15 340,97	4 970,47	4 755
<b>M. Philippe BARTHELET</b> Membre du Directoire	150 353,71	2 470,14	21 982,69	5 915,34	7 000
<b>M. Bruno BONNEMAIN</b> Membre du Directoire	164 473,72	2 311,56	21 272,36	6 288,11	6 860
<b>M. Emmanuel CAILLAUD</b> Membre du Directoire	150 171,12	1 833,12	18 090,00	5 933,52	5 000
<b>Mme Brigitte DUBREUCQ</b> Membre du Directoire	139 619,11	1 879,44	21 438,07	5 509,59	7 000
<b>M. Dominique MEYER</b> Membre du Directoire	137 078,59	1 756,80	8 151,91	5 412,87	7 107

- (1) La part variable dépend pour chacun de l'atteinte d'un certain nombre d'objectifs individuels au cours de l'année précédente. Elle est modulée en fonction de la performance de la société ou du groupe, au cours de cette même année, et est calculée sur la base du salaire de décembre 2007.
- (2) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, chaque membre du Directoire bénéficie d'un compte individuel de retraite (P.E.R.E.I. Retraite Volontaire) alimenté par des cotisations patronales de Guerbet. Les intéressés bénéficieront de ces sommes lorsqu'ils feront valoir leurs droits à la retraite.

<b>Membres du Conseil de Surveillance</b>	<b>Sommes totales brutes</b>	<b>dont jetons de présence versés en 2007 au titre de l'exercice 2006</b>
<b>M. Jean-Jacques BERTRAND</b> Président du Conseil de Surveillance	51 900	17 300
<b>M. Bernard MASSIOT</b> Vice-Président du Conseil de Surveillance	34 600	17 300
<b>M. Philippe BIJU-DUVAL</b> Membre du Conseil de Surveillance	17 300	17 300
<b>M. Jacques BIOT</b> Membre du Conseil de Surveillance	17 300	17 300
<b>M. Jacky BOUDEVILLE</b> Membre du Conseil de Surveillance	17 300	17 300
<b>M. Michel GUERBET</b> Membre du Conseil de Surveillance	17 300	17 300
<b>M. Olivier GUERBET</b> Membre du Conseil de Surveillance	17 300	17 300
<b>M. Christian LOUVET</b> Membre du Conseil de Surveillance	17 300	17 300

## 16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

### 16.1 Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, le contrôle interne et les principes de détermination des rémunérations des mandataires sociaux

Conformément à l'article L 225-68 du Code de Commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, des procédures de contrôle interne mises en place par votre société ainsi que des principes et règles arrêtés par le Conseil de Surveillance pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux.

Au préalable, nous vous rappelons que Guerbet a adopté le 27 octobre 2001 la structure juridique de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance. Cette structure juridique favorise une claire séparation entre les fonctions de direction et de gestion, assumées par le Directoire, et les fonctions de contrôle assurées par le Conseil de Surveillance, organe de représentation des actionnaires.

Par ailleurs, Guerbet poursuit la mise en place des Bonnes Pratiques en matière de gouvernement d'entreprise.

#### I - Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Votre Conseil de Surveillance est composé de huit membres dont trois sont considérés comme « Administrateurs indépendants » en raison de leur non-appartenance au groupe familial et de l'absence d'un quelconque lien particulier avec la société ou le groupe Guerbet. Il s'agit de Messieurs Jean-Jacques BERTRAND Jacques BIOT et Jacky BOUDEVILLE.

L'article 13 des statuts prévoit que tout actionnaire peut être nommé membre du Conseil de Surveillance dès lors qu'il possède au moins une action de la société.

Lors de la prochaine Assemblée Générale il sera proposé aux actionnaires de bien vouloir renouveler, pour une durée de six exercices, le mandat arrivé à échéance, de MM. Jean-Jacques BERTRAND et Jacques BIOT.

Il sera proposé également de nommer en remplacement du cabinet CONSTANTIN ASSOCIES démissionnaire et pour la durée restant à courir de ce mandat, le cabinet HORWATH AUDIT France comme Commissaire aux comptes titulaire et en remplacement de M. Michel BONHOMME démissionnaire, M. Jean-Jacques BECOUZE comme Commissaire aux comptes suppléant.

Conformément à l'article 10 des statuts, un règlement intérieur établit les modalités de fonctionnement du Directoire et ses relations avec le Conseil de Surveillance. Ses principales dispositions portent sur les points suivants :

- réunions du Directoire (fréquence, convocation, règles de quorum et de majorité, représentation, procès-verbaux),
- relations avec le Conseil de Surveillance (mise à disposition d'informations, opérations soumises à l'autorisation préalable du Conseil, objectifs fixés au Directoire par le Conseil).

Le Conseil de Surveillance s'est réuni cinq fois en 2007. Le taux de présence à l'ensemble de ces réunions était de 87,5 %. Le Conseil s'est réuni pour examiner les comptes trimestriels, semestriels ou annuels suivant les cas, arrêtés par le Directoire. Les obligations de publication et d'information du public ont changé suite à la transposition de la Directive européenne "Transparence" dans notre législation. Désormais, la société devra procéder à des publications trimestrielles mais à la différence des comptes semestriels et annuels, les contraintes liées aux comptes du 1er et du 3ème trimestre sont moins fortes.

Par ailleurs, à présent, la société doit atteindre le plus large public possible, dans un laps de temps aussi court que possible, au sein de l'Union Européenne. Pour assurer une telle diffusion, votre société a passé un contrat avec Les Echos, diffuseur professionnel agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, qui a en charge l'émission de toute son information réglementée et sa transmission à l'Autorité des Marchés.



Parallèlement, la même information sera mise en ligne sur le site internet de la société dans une rubrique dédiée à cet effet. Ces nouvelles obligations ne dispensent pas des insertions au BALO ni des avis financiers publiés dans la presse économique qui étaient réalisés jusqu'à présent. Des réunions d'analystes financiers et journalistes continueront d'être organisées à l'occasion des comptes annuels et semestriels et, concomitamment, les actionnaires inscrits en nominatif recevront les mêmes informations par courrier.

Par ailleurs, le Conseil s'est réuni en fin d'année pour exposer le nouveau plan stratégique « CAP 2016 » et le PMT de l'exercice 2008-2012. C'est sur la base de ce plan que le Conseil évaluera l'atteinte ou non des objectifs prévus.

A l'occasion de ces réunions et conformément aux dispositions statutaires, le Conseil a également été amené à autoriser, au préalable, la mise en oeuvre d'abandons de créances, d'augmentations de capital et de garanties au profit de certaines filiales du Groupe. Il a également eu à débattre des initiatives stratégiques proposées par le Directoire.

Depuis le début de l'année 2008, le Conseil de Surveillance s'est réuni une fois pour l'examen des comptes annuels relatifs à l'exercice 2007.

En 2007, huit Comités Stratégiques, cinq Comités d'Audit et deux Comités de rémunérations ont été réunis. Ils ont rendu compte de leurs travaux au Conseil de Surveillance.

Au titre de l'exercice 2007, 138 400 euros ont été distribués, par parts égales, au titre des jetons de présence, aux huit membres du Conseil de Surveillance en fonction durant cet exercice.

Au titre de l'exercice 2008, il sera proposé au vote des actionnaires, à l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle prévue le 23 mai 2008, une distribution globale de 148 000 euros. Si cette résolution est adoptée, chacun des huit membres du Conseil de Surveillance percevra la somme de 18 500 euros.

De son côté, le Directoire s'est réuni vingt-sept fois en 2007. Sur l'ensemble des réunions 2007, le taux de présence s'élève à environ 92,5 %.

## **II - Informations relatives au contrôle interne**

Le Groupe considère le contrôle interne comme étant un ensemble de politiques et de processus destiné à fournir une assurance raisonnable quant à l'atteinte des objectifs opérationnels, la fiabilité des informations financières ainsi que la conformité aux Lois et réglementations en vigueur.

Le contrôle interne s'appuie sur :

- l'organisation et le fonctionnement des organes de direction de l'entreprise tels qu'ils sont décrits ci-dessus,
- un système « qualité » propre à Guerbet avec des activités de contrôle, indicateurs, évaluation des risques et pilotage des processus,
- des procédures et une organisation relatives à l'élaboration de l'information financière et comptable.

## **II – 1 Le système « qualité » de Guerbet.**

La société mère du Groupe est certifiée ISO suivant la norme V 2000. Dans le cadre de cette norme Guerbet a défini les 12 grands processus qui structurent son fonctionnement (3 processus de pilotage, 3 processus de réalisation et 6 processus contributifs) et auxquels sont rattachées les principales procédures Groupe.

Des indicateurs d'activité ont été élaborés au sein de chaque processus. L'activité de contrôle des indicateurs permet la mise en évidence d'incidents et ou progrès dans chaque processus. La tenue de comités de pilotage permet le suivi des indicateurs et l'identification des axes d'amélioration.

Une Analyse des Modes de Défaillance, de leurs Effets et de leur Criticité (AMDEC) est périodiquement mise à jour au cours des revues de processus afin de mesurer les risques liés aux activités, afin d'identifier les situations d'urgence prévisibles et définir l'organisation et les moyens pour y faire face et en particulier à tester et réexaminer périodiquement l'organisation et les moyens définis.

Enfin, des Plans d'Amélioration Continue sont élaborés processus par processus visant à améliorer progressivement leur fonctionnement et permettre l'atteinte de la performance pour chacun d'entre eux. Signalons enfin que les filiales du Groupe sont progressivement certifiées ISO 9000.

Dans le cadre de cette certification ISO, l'entreprise s'est également engagée à appliquer les différents référentiels métiers relatifs à son activité et en particulier les référentiels pharmaceutiques pour lesquels elle est inspectée par ailleurs.

## **II – 2 Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable.**

Le contrôle interne relatif au traitement de l'information financière et comptable vise à assurer au sein du Groupe Guerbet la conformité des informations comptables et financières avec les règles de place applicables, les lois et règlements, du domaine financier et comptable. Le contrôle interne vise également à assurer l'application des instructions et orientations fixées par le Directoire au titre des informations financières et comptables.

Les activités de Direction Générale, de Direction Financière et de Contrôle de gestion du Groupe sont centralisées au niveau de la société mère Guerbet. Par ailleurs les filiales du Groupe disposent pour la plupart de services administratifs et comptables.

Les comptes consolidés semestriels et annuels du Groupe sont préparés par les équipes de la maison mère. Une liasse de consolidation retraitée aux normes édictées par le Groupe est établie pour chaque filiale consolidée à partir des données comptables provenant des systèmes d'information locaux (balance générale en particulier). Il n'existe pas de sous palier de consolidation, toutes les entités du groupe étant détenues directement par la société mère Guerbet.

La Direction financière du Groupe a mis en place un Plan Comptable et des procédures applicables par l'ensemble des entités du Groupe. Ces procédures concernent la remontée d'informations (budget, tableau de bord de gestion et balance comptable) et les normes comptables applicables.

Les filiales du Groupe se sont par ailleurs engagées à appliquer les principales procédures générales (politique financière Groupe en particulier) à travers des chartes signées entre elles et la maison mère.

Enfin, le Groupe organise des audits internes pour valider le niveau de conformité par rapport aux politiques et procédures en vigueur. Les résultats de ces audits font l'objet d'une présentation au Directoire.

### III - Principes et règles de détermination des rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux

#### LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

##### 1) Les membres du Conseil de Surveillance

L'ensemble des jetons de présence, distribué en 2007, au titre de l'exercice 2006, s'est élevé à 138 400 euros répartis entre huit membres, soit 17 300 euros pour chacun d'entre eux.

Des comparaisons ont montré que ces montants se situaient dans une fourchette basse par rapport aux sociétés de même importance. Une revalorisation progressive de ces jetons de présence est en cours.

##### 2) Le Président et le Vice-Président du Conseil de Surveillance

La rémunération du Président du Conseil de Surveillance est fixée à deux fois le montant des jetons de présence.

Concernant la rémunération du Vice-Président, elle est égale à une fois le montant des jetons de présence.

#### LE DIRECTOIRE

Hormis le Président du Directoire, les six autres membres du Directoire cumulent leurs fonctions de mandataire social avec des fonctions salariées au titre desquelles ils sont d'ailleurs rémunérés, leur mandat social étant exercé à titre gratuit. Le Président du Directoire est, quant à lui, rémunéré au titre de son mandat social.

Les rémunérations du Président et des autres membres du Directoire sont réparties entre « salaire de base » ; « bonus » ; « avantages » et distribution de « stock-options ».

Chaque poste fait l'objet d'une évaluation par rapport au marché pharmaceutique selon la méthodologie HAY qui permet de comparer les éléments de rémunérations à la profession.

Concernant le « **salaire de base** » pour les membres du Directoire, un critère de « maîtrise de l'emploi » et des « compétences » est appliqué pour déterminer l'adéquation des intéressés au poste occupé.

L'accès au « **bonus annuel** » est déterminé en fonction de critères précis établis en début d'année : ces critères recouvrent à la fois des objectifs généraux définis pour la société et des objectifs propres à la fonction occupée.

Au niveau des « **avantages** », chaque membre du Directoire bénéficie d'une voiture de fonction dont la catégorie est prédéterminée.

La distribution de « **stock-options** » relève d'une autorisation préalable du Conseil de Surveillance. A titre d'exemple, en 2005, le personnel du groupe a bénéficié d'un plan de stock-options. A cette occasion, les membres du Directoire se sont vus attribuer des stock-options dont le nombre a été arrêté en fonction des responsabilités occupées.

Le Président du Conseil de Surveillance

**16.2 Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil de surveillance sur le contrôle interne**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION  
DU DERNIER ALINEA DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE  
SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA  
SOCIETE GUERBET S.A. POUR CE QUI CONCERNE LES PROCEDURES DE  
CONTRÔLE INTERNE RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT  
DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE**

**Exercice clos le 31 décembre 2007**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société GUERBET S.A. et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code du commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-68 du Code du commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 mars 2008  
Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES  
Jean-Marc BASTIER

DELOITTE & ASSOCIES  
Christophe PERRAU

## 17 SALARIES

### 17.1 Schémas d'intéressement du personnel, effectifs moyens du Groupe

#### Schémas d'intéressement

Il existe au sein du Groupe Guerbet des accords spécifiques d'intéressement et de participation.

Les salariés des sociétés françaises du Groupe (Guerbet, Simafex et Medex) bénéficient d'un accord de participation dérogatoire. La somme qui sera versée au titre de la participation pour l'exercice 2007 est de 2 078 K€.

Les salariés de la société Guerbet bénéficient d'un accord d'intéressement basé sur le résultat opérationnel courant du Groupe. L'intéressement pour l'exercice 2007 est de 1 766 K€.

Les salariés de la société Simafex bénéficient d'un accord d'intéressement basé sur le résultat opérationnel courant du Groupe. L'intéressement pour l'exercice 2007 est de 145 K€.

#### Effectifs moyens du groupe par catégories de personnel

	Cadres	Techniciens, Agents de Maîtrise, Visiteurs Médicaux	Ouvriers et Employés	Total
<b>2007</b>	<b>272</b>	<b>564</b>	<b>393</b>	<b>1 229</b>
2006	276	608	325	1 209
2005	262	586	313	1 161
2004	254	547	339	1 140
2003	247	533	341	1 121
2002	238	594	270	1 102

#### Effectifs moyens du groupe par activité

	Industriel	Commercial	Recherche & Développement	Supports	Total
<b>2007</b>	<b>442</b>	<b>484</b>	<b>159</b>	<b>144</b>	<b>1 229</b>
2006	419	483	162	145	1 209
2005	403	456	159	143	1 161
2004	416	436	143	145	1 140
2003	447	403	128	143	1 121
2002	423	411	121	147	1 102

### 17.2 Information d'ordre social concernant l'exercice

Cf chapitre 9.1.7 Facteurs sociaux, environnementaux, économiques, monétaires, politiques influant sur les opérations de la société mère Guerbet, « Informations d'ordre social »

## 18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

### 18.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote

A la date du 31 décembre 2007, le nombre total d'actions composant le capital de la société était de 3 004 569 et le nombre total de droits de vote était de 4 929 944.

Le tableau suivant donne, par catégorie, les informations concernant les actionnaires connus de la société à la date du 31 décembre 2007, suivant les actions inscrites au nominatif.

	ACTIONS		DROITS DE VOTE	
	Nombre	En %	Nombre	En %
Famille GUERBET	1 794 651	59,73%	3 578 910	72,60%
Salariés GUERBET	27 987	0,93%	42 600	0,86%
Ex-salariés GUERBET	76 603	2,55%	150 531	3,05%
F.C.P. GUERBET	43 000	1,43%	86 000	1,75%
<b><i>Sous total salariés et ex-salariés GUERBET</i></b>	<b>147 590</b>	<b>4,91%</b>	<b>279 131</b>	<b>5,66%</b>
Autres nominatifs	115 974	3,86%	130 656	2,65%
Actions détenues en propre par GUERBET	5 107	0,17%	-	-
PUBLIC	941 247	31,33%	941 247	19,09%
<b>TOTAL</b>	<b>3 004 569</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 929 944</b>	<b>100,00%</b>

Les actionnaires inscrits en nominatif représentent 621 comptes dont 106 correspondent aux actionnaires familiaux.

Le flottant réglementaire, de 15 % au compartiment B (Eurolist), est respecté.

Les personnes suivantes, membres du Directoire et du Conseil de Surveillance sont actionnaires directement et indirectement de la société GUERBET, globalement à hauteur de 13,53 % du capital et 16,19 % des droits de vote :

- Philippe Decazes
- Marie-Christine Garnier
- Philippe Barthelet
- Bruno Bonnemain
- Brigitte Dubreucq
- Dominique Meyer
- Jean-Jacques Bertrand
- Bernard Massiot
- Philippe Biju-Duval
- Jacques Biot
- Jacky Boudeville
- Michel Guerbet
- Olivier Guerbet
- Christian Louvet

Aucun franchissement de seuil n'a été déclaré au cours de l'exercice 2007, ni même depuis le début de l'année 2008.

### **Pacte d'actionnaires**

Un pacte, regroupant principalement des actionnaires du groupe familial, a été signé le 16 novembre 2002. Ce pacte a été publié par le C.M.F. le 13 décembre 2002 sous le n° 202C1653.

Ce pacte a notamment pour objet « d'animer le groupe d'actionnaires d'origine principalement familiale, d'organiser les mouvements des actions de la société GUERBET que chacun des membres possède ou possèdera et d'assurer la cohésion et la représentativité du groupe qu'ils constituent dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur » mais aussi « d'associer les membres du pacte au projet de développement de l'entreprise ; de coordonner les cessions de titres ; de participer activement à la sélection éventuelle de nouveaux partenaires de la société GUERBET ; de suggérer la désignation de nouveaux membres du conseil de surveillance de la société GUERBET ». En outre, l'avis du C.M.F. précisait que ce nouveau pacte laissait perdurer l'action de concert qui était menée par les signataires du pacte de 1985.

En 2005 et en 2006, un actionnaire s'est désengagé et huit autres, dont trois membres du groupe familial, ont demandé à adhérer à ce pacte et on été agréés par le Bureau du Pacte.

Au 31 décembre 2007, les signataires de ce pacte détenaient 56,35 % du capital et 68,46 % des droits de vote de la société GUERBET en A.G.E.

### **Engagement collectif de conservation de titres**

Un engagement collectif de conservation de titres souscrit pour l'application de l'article 885-I bis du Code Général des Impôts a été signé le 26 mars 2004 par un certain nombre d'actionnaires de Guerbet et notamment des actionnaires du groupe familial. Cet engagement a été conclu, avec effet rétroactif pour l'I.S.F. 2004, pour une durée minimale de six ans et sera ensuite renouvelé par tacite reconduction, par périodes successives d'une année chacune. A la date du 31 décembre 2007, il portait toujours sur la conservation d'un nombre total de 737 885 actions Guerbet représentant 24,56 % du capital et 29,73 % des droits de vote. Chacun des signataires ou leurs ayants-droit aura la possibilité, à l'échéance ou à l'expiration de chaque période de renouvellement, de dénoncer son engagement de conservation pour tout ou partie des titres concernés. Cet engagement a été notifié à l'Autorité des Marchés Financiers le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Un autre engagement collectif de conservation de titres a été souscrit pour l'application de l'article 885-I bis du Code Général des Impôts a été signé le 29 décembre 2005 par un certain nombre d'actionnaires de Guerbet et notamment des actionnaires du groupe familial. Cet engagement a été conclu pour une durée minimale de six ans et sera ensuite renouvelé par tacite reconduction, par périodes successives d'une année chacune. A la date du 31 décembre 2007, il portait sur la conservation d'un nombre total de 650 722 actions Guerbet, représentant 21,66 % du capital et 26,23 % des droits de vote. Chacun des signataires ou leurs ayants-droit aura la possibilité, à l'échéance ou à l'expiration de chaque période de renouvellement, de dénoncer son engagement de conservation pour tout ou partie des titres concernés.

Certains titres de cet engagement font déjà partie de l'engagement précédent, signé le 26 mars 2004. Dans ce cas, les titres concernés sont engagés pour une période supplémentaire de deux ans.

Un autre engagement collectif de conservation de titres a été souscrit pour l'application de l'article 787 B du Code Général des Impôts a été signé le 27 octobre 2005 par un certain nombre d'actionnaires de Guerbet et notamment des actionnaires du groupe familial. Cet engagement a été conclu pour une durée minimale de deux ans et pouvait ensuite être renouvelé par tacite reconduction, pour une durée indéterminée. Cet engagement collectif de conservation n'a pas été reconduit. Conformément à son article 2, cet engagement a pris fin au 30 janvier 2008. A la date du 31 décembre 2007, il portait sur la conservation d'un nombre total de 719 665 actions Guerbet, représentant 23,95 % du capital et 29,10 % des droits de vote.

### **Nantissement sur les actions de la Société**

Selon les informations portées à la connaissance de la Société et arrêtées au 31 décembre 2007, 19.215 actions nominatives sont nanties au profit de divers établissements financiers. A la connaissance de la Société, il n'existe aucune autre sûreté sur les actions de la Société, ni aucune sûreté sur les fonds de commerce de la Société et de ses filiales.



## **19 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES**

Cf chapitre 20.1.1 - Annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2007 – « Note 27 Information relative aux parties liées »

## 20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

### 20.1 Informations financières historiques

#### 20.1.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2007 – Etats Financiers

##### BILAN CONSOLIDE EN NORMES IFRS

en milliers d'euros

		31/12/07	31/12/06
<b>ACTIF (valeurs nettes)</b>	<b>Notes</b>		
Immobilisations incorporelles	1	34 077	36 151
Immobilisations corporelles	2	123 180	97 999
Actifs financiers non courants	3	1 451	1 198
Impôts différés	4	5 461	3 672
<b>Total actifs non courants</b>		<b>164 169</b>	<b>139 020</b>
Stocks	5	85 014	73 085
Clients et comptes rattachés	6	80 659	84 005
Actifs destinés à être cédés			
Autres actifs courants	7	17 483	18 245
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	9 887	12 155
<b>Total actifs courants</b>		<b>193 043</b>	<b>187 490</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>357 212</b>	<b>326 510</b>
<b>PASSIF</b>	<b>Notes</b>		
Capital		12 018	11 942
Autres réserves		135 052	120 514
Résultat consolidé		23 762	18 926
Ecart de conversion		123	754
<b>Capitaux propres</b>	9	<b>170 955</b>	<b>152 136</b>
Dont part du groupe		170 955	152 136
Passifs financiers non courants	11	59 283	55 997
Impôts différés	4	5 207	6 055
Provisions	10	11 754	12 762
<b>Total passifs non courants</b>		<b>76 244</b>	<b>74 814</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		37 130	32 513
Autres passifs	12	39 990	36 757
Passifs financiers courants	11	19 605	18 138
Impôts courants exigibles		10 654	9 781
Provisions	10	2 634	2 371
<b>Total passifs courants</b>		<b>110 013</b>	<b>99 560</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>357 212</b>	<b>326 510</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS

en milliers d'euros

	Notes	2007	2006
<b>Chiffre d'affaires</b>	13	<b>305 548</b>	<b>289 408</b>
Redevances		406	723
Autres produits de l'activité	14	955	1 541
Achats consommés		-84 800	-56 087
Charges de personnel	15	-81 736	-79 000
Charges externes	16	-87 036	-86 215
Impôts et taxes	17	-13 968	-14 133
Dotations aux amortissements	18	-15 554	-14 843
Dotations nettes aux provisions		-841	-768
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		14 542	- 8 900
Autres produits et charges d'exploitation	19	-933	-1 406
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>36 583</b>	<b>30 320</b>
Autres produits et charges opérationnels	20	208	320
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>36 791</b>	<b>30 640</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		218	401
Coût de l'endettement financier brut	21	-3 075	-2 064
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>-2 857</b>	<b>-1 663</b>
Profits et pertes de change		-52	-1 467
Autres produits et charges financiers		-185	-617
Charge d'impôt sur le résultat	22	-9 935	-7 967
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>23 762</b>	<b>18 926</b>
Dont part du groupe		23 762	18 926
Résultat net par action (€)	28	7,91	6,34
Résultat net dilué par action (€)	28	7,63	6,10

## ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES

en milliers d'euros

	2007	2006
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>23 762</b>	<b>18 926</b>
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>		
Stock options	628	1 038
Ecart actuariels sur engagements IAS 19	368	- 2 901
<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES</b>	<b>24 758</b>	<b>17 063</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE IFRS

En milliers d'euros			
	Notes	2007	2006
<b>Résultat net</b>		<b>23 762</b>	<b>18 926</b>
Dotations aux amortissements		15 554	14 843
Dotations et reprises de provisions	10.1	-540	386
Charges de stock-options		628	1 038
Résultat de cession d'immobilisations et autres ajustements (*)		160	66
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>39 564</b>	<b>35 259</b>
Coût de l'endettement financier net		2 857	1 663
Charges d'impôt (y compris impôts différés)		9 935	7 967
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>52 356</b>	<b>44 889</b>
Impôts versés		- 6 938	- 9 250
<i>(Augmentation), diminution des stocks</i>	5	-11 929	-12 294
<i>(Augmentation), diminution du poste clients et comptes rattachés</i>	6	3 346	-5 288
<i>Augmentation, (diminution) du poste fournisseurs et comptes rattachés</i>		4 617	3 550
<i>Augmentation, diminution des autres actifs</i>	7	-3 110	-1 949
<i>Augmentation, diminution des autres passifs</i>	12	+1 950	-7 304
<b>Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)</b>		<b>-5 126</b>	<b>-23 285</b>
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (A)</b>		<b>40 292</b>	<b>12 354</b>
Investissements (*)		-39 795	-32 691
<i>en immobilisations incorporelles</i>	1	-533	-780
<i>en immobilisations corporelles</i>	2	-39 172	-31 691
<i>en immobilisations financières</i>		-90	-220
Cessions d'immobilisations		368	684
<b>FLUX NET DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENT(B)</b>		<b>-39 427</b>	<b>-32 007</b>
Dividendes versés		-5 960	- 5 874
Augmentation de capital		652	477
Nouveaux emprunts à long terme		15 776	32 910
Remboursements d'emprunts		-16 526	-13 384
Rachat et revente d'actions propres			
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location fin.)		-2 819	-1 937
<b>FLUX NET DE TRESORERIE DE FINANCEMENT (C)</b>		<b>-8 877</b>	<b>12 192</b>
Incidences des variations des cours de devises (D)		279	657
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A) + (B) + (C) + (D)</b>		<b>-7 733</b>	<b>-6 804</b>
<b>TRESORERIE INITIALE</b>		<b>6 853</b>	<b>13 657</b>
<b>TRESORERIE FINALE</b>	8	<b>-880</b>	<b>6 853</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros

	Capital	Réserves Consolidées	Résultat	Variation des écarts de conversion	Total
<b>Situation au 31/12/2005</b>	<b>11 876</b>	<b>127 836</b>		<b>1 447</b>	<b>141 159</b>
Distribution de dividendes		-5 873			-5 873
Augmentation de capital	66	411			477
Résultat consolidé 2006			18 926		18 926
Ecart de conversion				-693	-693
Stock-options		1 038			1 038
Ecart actuariel		-2 901			-2 901
Autres mouvements		3			3
<b>Situation au 31/12/2006</b>	<b>11 942</b>	<b>120 514</b>	<b>18 926</b>	<b>754</b>	<b>152 136</b>
Distribution de dividendes		-5 960			-5 960
Incorporation du résultat consolidé 2006		18 926	-18 926		0
Augmentation de capital	76	576			652
Résultat consolidé 2007			23 762		23 762
Ecart de conversion				-631	-631
Stock-options		628			628
Ecart actuariel		368			368
Autres mouvements		-			-
<b>Situation au 31/12/2007</b>	<b>12 018</b>	<b>135 052</b>	<b>23 762</b>	<b>123</b>	<b>170 955</b>

## **ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE 2007**

en milliers d'euros (K€)

### **I) Règles et méthodes comptables**

#### **a) Principes généraux et comparatifs**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés annuels de Guerbet sont établis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union européenne à la date de préparation des états financiers. Auparavant, les comptes consolidés étaient établis en conformité avec les méthodes et principes comptables définis par le Règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable.

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

#### Norme entrant en vigueur en 2007

- La norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » est appliquée par le Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Conformément aux dispositions de cette dernière, les données comparatives relatives à l'exercice 2006 ont été complétées au sein des présents états financiers afin d'être en conformité avec la norme.

#### Amendements aux normes antérieurement publiées et entrant en vigueur en 2007

- IAS 1 Révisée (Informations à fournir sur le capital). L'application de IAS 1 révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2007 n'a pas eu d'incidence significative quant à l'information à produire.

#### Interprétations en vigueur en 2007 mais ne s'appliquant pas au Groupe

- IFRIC 7 (Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29)
- IFRIC 8 (Champs d'application IFRS 2)
- IFRIC 9 (Réexamen des dérivés incorporés)

#### Norme adoptée par l'Union européenne et non anticipée par le Groupe

- IFRS 8 (Segments opérationnels)

#### Interprétation adoptée par l'Union européenne et non anticipée par le Groupe

- IFRIC 11 (Actions propres et transactions intragroupe)

#### Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne et non anticipées par le Groupe

- IFRIC 12 (Concessions)
- IFRIC 13 (Programme de fidélité clients)
- IFRIC 14 / IAS 19 (Limites des avantages économiques liés au sur-financement d'un régime et obligation de financement minimum)
- IAS 23 révisée (coûts d'emprunt)

Pour les éléments relatifs à 2005, nous prions le lecteur de se reporter à notre document de référence déposé à l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.06-0221 et consultable sur le site de l'AMF.

## **b) Estimations et jugements**

Pour l'établissement des états financiers conformément aux normes IFRS, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la Direction du Groupe portent notamment sur l'évaluation des immobilisations incorporelles, les dépréciations de stocks, les provisions, les litiges avec des tiers et les impôts différés.

## **c) Principes de consolidation**

Guerbet consolide :

- par intégration globale, les sociétés dans lesquelles la société mère exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif ;
- par mise en équivalence, les sociétés dans lesquelles le groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sans en assurer la gestion ;
- par intégration proportionnelle, les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires.

Toutes les transactions inter-compagnies sont éliminées.

## **d) Consolidation de filiales**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés, conformément à IFRS 3, selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs acquis et les passifs repris ainsi que les passifs éventuels assumés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

### ***Actifs et passifs***

Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs et passifs identifiables et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des normes IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis.

### ***Goodwills***

L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans les actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en Goodwill.

Si cette différence est positive, elle est comptabilisée à l'actif, en Goodwill. Dans le cas contraire, elle est comptabilisée immédiatement en produits.



## **e) Méthodes de conversion**

### **1 - Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées :**

En application de la norme IAS 21, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture à la date de l'arrêté comptable. Les écarts résultant de cette valorisation sont enregistrés au compte de résultat en « Autres produits et charges financiers », en tenant compte des couvertures de change à terme ou des contrats d'option de change à terme.

Les résultats sur opérations d'options en devises sont comptabilisés à l'échéance de l'option dans la mesure où elles couvrent des opérations commerciales postérieures à la clôture de l'exercice. La prime payée est inscrite à l'actif du bilan jusqu'à l'échéance de l'option.

### **2 - Conversion des comptes de filiales étrangères hors zone Euro :**

Les capitaux propres sont convertis aux taux historiques, les autres postes du bilan aux cours officiels de fin d'exercice, les postes du compte de résultat au cours moyen de l'exercice. L'écart résultant de l'utilisation de ces différents taux est porté dans les capitaux propres, au poste « Ecart de conversion ».

## **f) Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les marques enregistrées à l'actif du bilan concernent uniquement des marques acquises soutenues par des dépenses de promotion.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par le Groupe. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

En règle générale :

- les marques ne donnent lieu à aucun amortissement ;
- les brevets acquis sont amortis linéairement sur une durée n'excédant pas la durée de protection ;
- l'amortissement des logiciels informatiques est pratiqué sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

## **g) Frais de recherche et développement**

Conformément à la norme IAS 38, les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si le Groupe peut démontrer l'ensemble des critères ci-après :

- intention et capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe ;
- coût de cet actif évaluable avec fiabilité.

En raison des risques et incertitudes liés aux autorisations réglementaires, le Groupe considère que les frais supportés avant obtention de l'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM), ne répondent pas aux critères ci-dessus. Par conséquent, les frais de développement sont enregistrés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Par ailleurs, les frais supportés après obtention de l'AMM constituent des frais commerciaux non activables selon les critères IAS 38.

## **h) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition ou de production. Par exception, selon l'option ouverte par la norme IFRS 1 sur la première adoption des IFRS, le site de Villepinte a été comptabilisé à la juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Sont immobilisés l'ensemble des coûts directement attribuables et nécessaires à la mise en état de marche des investissements, depuis les Avant Projets (sommaires et détaillés) d'ingénierie, jusqu'aux coûts de validation et qualification des installations.

Les coûts des emprunts ne sont pas incorporés dans la valeur des immobilisations.

Les subventions d'équipement reçues ne sont pas déduites de la valeur des immobilisations mais présentées pour leur valeur amortie en produits constatés d'avance.

Les biens dont le Groupe dispose par contrat de crédit-bail ou de location financement sont traités comme des immobilisations acquises à crédit, selon IAS 17.

Les amortissements sont calculés linéairement selon la durée d'utilité des actifs sur la base du coût d'acquisition ou de production, éventuellement réévalué, et sous déduction d'une valeur résiduelle le cas échéant. Les durées d'amortissement sont appréciées en fonction des durées d'utilité qui s'établissent en général dans les limites suivantes :

- |   |              |
|---|--------------|
| - Constructions :                                     | 20 à 50 ans. |
| - Aménagements, agencements :                         | 10 à 20 ans  |
| - Installations techniques, matériels et outillages : | 5 à 10 ans.  |
| - Autres immobilisations corporelles :                | 5 à 10 ans.  |

## **i) Dépréciation des immobilisations**

Les Goodwills et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 Dépréciation des actifs, au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Les tests annuels sont effectués au cours du quatrième trimestre.

Les autres actifs immobilisés sont également soumis à un test de perte de valeur chaque fois que les événements, ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie in fine. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt reflétant l'appréciation actuelle de la valeur temps et les risques spécifiques à l'actif. C'est le taux de rendement que des investisseurs demanderaient s'ils avaient à choisir un placement dont le montant, l'échéance et les risques seraient équivalents à ceux de l'actif considéré.

La juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts directement liés à la cession.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, une provision est constituée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en unité génératrice de trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets actualisés. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel et est imputée en priorité sur les Goodwills.

Les pertes de valeur comptabilisées relatives à des Goodwills sont irréversibles.

## **j) Contrats de location**

### ***Location-financement***

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'appréciation de ces contrats sont fondés notamment sur :

- le rapport entre la durée de location des actifs et leur durée de vie,
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé,
- l'existence d'un transfert de propriété à l'issue du contrat de location,
- l'existence d'une option d'achat favorable,
- la nature spécifique de l'actif loué.

Les biens faisant l'objet de la location sont alors comptabilisés en immobilisations et une dette financière d'un montant équivalent est constatée. Chaque échéance de versement est ventilée entre une charge d'intérêts et le remboursement de la dette financière.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant.

### ***Location simple***

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location-financement sont enregistrés comme des contrats de location opérationnelle, et seuls les loyers sont enregistrés en résultat.

## **k) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés et évalués par le Groupe conformément à la norme IAS 39 à compter de la date de transition aux IFRS (option IFRS 1).

Les actifs financiers, hors trésorerie et instruments dérivés sont classés suivant l'une des quatre catégories suivantes :

- Actifs détenus à des fins de transactions ;
- Prêts et créances ;
- Actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- Actifs disponibles à la vente.

Le Groupe détermine la classification des actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale, en fonction de l'intention suivant laquelle ils ont été acquis.

### ***Actifs détenus à des fins de transactions***

Ce sont des actifs financiers négociés afin d'être revendus à très court terme, détenus à des fins de réalisation d'un profit à court terme, ou bien encore volontairement classés dans cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

### **Prêts et créances**

Les prêts et créances accordés sont évalués selon la méthode du coût historique (coût amorti - taux d'intérêt effectif). Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, majoré des intérêts courus. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs et au minimum à chaque arrêté comptable. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

### **Les actifs détenus jusqu'à l'échéance**

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance sont des actifs financiers que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

### **Les actifs disponibles à la vente**

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui ne font pas partie des catégories précitées. Les plus ou moins value latentes constatées sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession, à l'exception des pertes de valeur qui sont enregistrées en résultat lors de leur détermination.

Les pertes et gains de change des actifs en devises sont enregistrés en résultat pour les actifs monétaires et en capitaux propres pour les actifs non monétaires.

La juste valeur correspond, pour les titres cotés, à un prix de marché et, pour les titres non cotés, à une référence à des transactions récentes ou à une évaluation technique reposant sur des indications fiables et objectives avec les estimations utilisées par les autres intervenants sur le marché. Toutefois, lorsqu'il est impossible d'estimer raisonnablement la juste valeur d'un titre, ce dernier est conservé au coût historique. Ces actifs font alors l'objet de tests de dépréciation afin d'en apprécier le caractère recouvrable.

Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés et les valeurs mobilières qui ne répondent pas aux autres définitions d'actifs financiers. Ils sont classés en autres actifs, courants et non courants et en trésorerie.

### **l) Stocks**

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au coût d'entrée moyen pondéré. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à ce coût, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Des stocks peuvent également être dépréciés en fonction des taux de rotation.

Les stocks de produits en cours et finis sont valorisés au coût de revient incorporant les frais directs et indirects de production, à l'exclusion des frais de siège, financiers ou commerciaux. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque les produits risquent de ne pas être vendus avant péremption ou à un prix inférieur au coût de revient, compte tenu des frais de distribution et de commercialisation restant à engager.

### **m) Clients et comptes rattachés**

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées, le cas échéant, en fonction des risques d'irrecouvrabilité évalués au cas par cas.

La titrisation de créances consiste à céder des créances sur la clientèle à une entité qui finance l'acquisition de ces créances par l'émission de titres sur le marché des capitaux. Toutefois, les garanties accordées à cette entité ne permettent pas de considérer en général qu'il y ait un transfert de risques réels

au cessionnaire. C'est pourquoi, les créances sont alors conservées à l'actif et un emprunt est inscrit au passif pour le montant du financement octroyé par l'entité.

#### **n) Actifs non courants détenus en vue d'être cédés**

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue d'être cédé quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, la vente doit être hautement probable.

Pour que la vente soit hautement probable, un plan de vente de l'actif (ou du groupe destiné à être cédé) doit avoir été engagé par un niveau de direction approprié, et un programme actif pour trouver un acheteur et finaliser le plan doit avoir été lancé.

#### **o) Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Les équivalents de trésorerie comprennent les valeurs mobilières de placement et dépôts à terme, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (d'une durée inférieure à 3 mois) et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts.

Ces valeurs mobilières de placement sont considérées comme des titres réévalués à la juste valeur en résultat.

#### **p) Provisions**

Les provisions correspondent aux passifs répondant aux critères suivants :

- le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise,
- l'incidence économique est négative pour le Groupe, c'est à dire que ce passif s'analyse comme une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Afin de gérer son exposition aux risques de taux, le Groupe utilise des options de couverture qui sont évaluées à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39. Les modifications de cette juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat en « Coût de l'endettement financier brut ».

#### **q) Engagement envers les salariés**

Selon les lois et habitudes des pays dans lesquels le Groupe exerce son activité, les salariés du Groupe peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ.

L'évaluation des engagements d'indemnités de départ en retraite est conforme à la norme IAS 19.

S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Celle-ci consiste à se baser sur les indemnités qui seront versées aux salariés au moment probable de leur départ en retraite en tenant compte de la pyramide des âges, du taux de rotation du personnel et du taux de survie déterminé à partir des tableaux officiels par tranche d'âge. Les montants obtenus sont revalorisés en fonction d'hypothèses d'inflation et de promotion et actualisés pour tenir compte de la date à laquelle les indemnités seront effectivement versées.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont portés en capitaux propres.

Ces évaluations sont réalisées une fois par an, pour tous les régimes.

#### **r) Instruments financiers dérivés**

Le Groupe négocie des instruments financiers dérivés afin de gérer et réduire son exposition aux risques de fluctuation des taux d'intérêts et des cours de change. Ces instruments sont négociés auprès d'établissements de premier plan. La mise en oeuvre d'une comptabilité de couverture requiert, selon la norme IAS 39, de démontrer et documenter l'efficacité de la relation de couverture lors de sa mise en place et tout au long de sa vie.

L'efficacité de la couverture sur le plan comptable est vérifiée par le rapport des variations de valeur du dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80 et 125 %.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur des instruments dérivés sont comptabilisées selon les principes suivants :

- pour les instruments de couverture documentés en couverture de flux futurs les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres pour la partie efficace. La partie inefficace est enregistrée en résultat ;

- pour les instruments de couverture documentés en couverture de juste valeur et les instruments non documentés, les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat.

La valeur de marché est issue de cotations d'établissements financiers tiers. Elle est contrôlée par un cabinet conseil spécialisé en activités de marchés.

Les modifications de la juste valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées au compte de résultat en « Coût de l'endettement financier brut » pour les instruments de taux et en « Profits et pertes de change » pour les instruments de change.

#### **s) Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des avantages et des risques liés à la propriété des biens. Il est présenté net des escomptes de règlement accordés.

#### **t) Subventions publiques**

Les subventions d'investissement ne sont pas comptabilisées en diminution du coût d'acquisition des immobilisations, mais portées en produits constatés d'avance. Leur montant est repris en autres produits opérationnels au même rythme que les amortissements des immobilisations subventionnées.

Les aides à l'innovation et à l'emploi qui sont perçues, sont comptabilisées en « Autres produits de l'activité » sur la période au cours de laquelle elle devienne définitivement acquises.

#### **u) Paiements fondés sur des actions**

Les paiements basés sur des actions concernent des plans d'options consentis à des salariés. Le Groupe applique la norme IFRS 2 pour les options de souscription d'actions octroyées après le 7 novembre 2002. La méthode binomiale est utilisée pour évaluer la juste valeur des options accordées.

La juste valeur des options est comptabilisée en charges de personnel de manière étalée sur la durée d'indisponibilité des options, en contrepartie des capitaux propres.

#### **v) Impôt sur les résultats et impôt différé**

La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable et en fonction d'un échéancier fiable de reversement. Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus sont ceux résultant de textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lors du dénouement des opérations concernées.

Les impôts différés sur déficits sont comptabilisés lorsqu'ils sont récupérables dans un avenir proche.

Les impôts différés, actifs ou passifs, sont compensés entre eux au niveau de chaque entité fiscale et sont portés pour leur montant net, au passif ou à l'actif.

En France, les sociétés Guerbet et Simafex sont intégrées fiscalement dans le cadre de l'article 223 A du Code Général des Impôts. Elles constituent, de ce fait, une entité fiscale unique.

#### **w) Résultat par action**

Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat net par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net par action, dilué, est déterminé en tenant compte de toutes les actions qui pourraient être potentiellement créées et de l'économie éventuelle, nette d'impôt, qui résulterait de la conversion d'instruments donnant un accès différé au capital.

A la fin de l'exercice, les actions potentielles sont constituées uniquement par des options de souscriptions d'actions.

#### **x) Capacité d'autofinancement**

La capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt résulte de l'addition :

- du résultat net ;
- des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ;
- des charges calculées (dotations aux amortissements, provisions ...), diminuées des reprises sur charges calculées ;
- du résultat de cession des immobilisations et actifs financiers non courants ;

réduit de :

- la quote-part des subventions d'investissement rapportées au résultat.

#### **II) Périmètre de consolidation**

Le périmètre de consolidation n'a connu aucune évolution.

Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale, avec un pourcentage d'intérêts de 100% (voir liste des sociétés en note V. 33).

La société mère SA Guerbet a acquis 60 % des titres de la société Medex en juin 2004 pour 3 000 K€. Cette société est néanmoins consolidée à 100 % par intégration globale. En effet un engagement réciproque lie Guerbet et l'actionnaire minoritaire de Medex pour le rachat par Guerbet des 40 % de capital restant en 2010. Le prix prévu au contrat a été actualisé et comptabilisé en « Autres comptes créditeurs » pour 2 085 K euros au 31 décembre 2007. L'écart de consolidation de 6 023 K€ a été affecté à des brevets amortissables pour 5 623 K€.

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre ont eu la même durée d'exercice, soit 12 mois, et clôturent leurs comptes au 31 décembre.

### III) Instruments financiers

#### 1. Actifs financiers

31 décembre 2007

	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Total Bilan
Instruments financiers dérivés non courants	-	-	254	254
Autres actifs financiers non courants	167	1 030	-	1 197
Clients et autres débiteurs	-	80 659	-	80 659
Instruments dérivés courants	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants	-	17 483	-	17 483
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	9 887	9 887
<b>TOTAL</b>	<b>167</b>	<b>99 172</b>	<b>10 141</b>	<b>109 480</b>

31 décembre 2006

	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Total Bilan
Instruments financiers dérivés non courants	-	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	166	1 032	-	1 198
Clients et autres débiteurs	-	84 005	-	84 005
Instruments dérivés courants	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants	-	18 245	-	18 245
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	12 155	12 155
<b>TOTAL</b>	<b>166</b>	<b>103 282</b>	<b>12 155</b>	<b>115 603</b>



**a. Prêts et créances au coût amorti**

	31/12/07			31/12/06		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Prêts et créances au coût amorti	18 706	-193	18 513	19 476	-199	19 277
Créances clients et autres débiteurs	83 516	-2 857	80 659	87 127	-3 122	84 005
<b>Total</b>	<b>102 222</b>	<b>-3 050</b>	<b>99 172</b>	<b>106 603</b>	<b>- 3 321</b>	<b>103 282</b>

Créances clients par antériorité d'échéances au 31/12/2007	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances non échues	55 519	43	55 476
Créances échues depuis moins de 3 mois	13 246	743	12 504
Créances échues depuis moins de 6 mois	4 725	54	4 672
Créances échues depuis moins d'1 an	4 839	304	4 534
Créances échues depuis moins de 2 ans	3 121	650	2 470
Créances échues depuis plus de 2 ans	2 066	1 063	1 003
<b>Total</b>	<b>83 516</b>	<b>2 857</b>	<b>80 659</b>

Créances clients par antériorité d'échéances au 31/12/2006	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances non échues	57 274	317	56 957
Créances échues depuis moins de 3 mois	13 764	746	13 018
Créances échues depuis moins de 6 mois	5 083	24	5 059
Créances échues depuis moins d'1 an	4 994	213	4 781
Créances échues depuis moins de 2 ans	3 872	410	3 462
Créances échues depuis plus de 2 ans	2 140	1 412	728
<b>Total</b>	<b>87 127</b>	<b>3 122</b>	<b>84 005</b>

Autres actifs financiers courants	31/12/2007	31/12/2006
Avances et acomptes versées aux fournisseurs	1 088	540
Etat et collectivités	12 467	13 790
Fournisseurs débiteurs	219	663
Personnel et organismes sociaux	444	446
Redevances à recevoir	358	324
Autres actifs courants	748	992
Charges constatées d'avance	2 159	1 490
<b>Total</b>	<b>17 483</b>	<b>18 245</b>

En 2006, la réduction des résultats taxables sur les bénéfices par rapport à 2005, s'était traduit en fin d'année par l'existence à l'actif du bilan, d'acomptes versés à récupérer pour 4,4 millions d'euros.

A l'inverse, en 2007, l'augmentation des résultats taxables limite à 0,6 millions d'euros les acomptes versés à récupérer en 2008.

**b. Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat**

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>		
Instruments en couverture de taux de la dette financière	254	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat hors dérivés</b>		
Valeurs mobilières	3 755	3 595
Disponibilités	6 132	8 560
<b>Total</b>	<b>10 141</b>	<b>12 155</b>

Le résultat des opérations de couverture de taux de la dette financière est un profit de 206 K euros en 2007 à comparer à 83 K euros en 2006.

Les valeurs mobilières sont constituées de SICAV monétaires et de Bons à Moyen Terme Négociables.

		<b>Sicav 1</b>	<b>Sicav 2</b>	<b>Sicav 3</b>	<b>B.M.T.N</b>	<b>Total</b>
<b>Solde 2005</b>	Nombre	10 224	12 091	-	21	
	Valeur	2 091	3 519	-	3 485	<b>9 095</b>
<b>Achats 2006</b>	Nombre	384 194	-	7	12	
	Valeur	79 485	-	1 670	1 925	<b>83 080</b>
<b>Ventes 2006</b>	Nombre	394 418	12 091		21	
	Valeur	81 576	3 519		3 485	<b>88 580</b>
<b>Solde 2006</b>	Nombre	-	-	7	12	
	Valeur	-	-	1 670	1 925	<b>3 595</b>
<b>31/12/2006</b>	Valeur	-	-	1 675	1 939	<b>3 614</b>
<b>Achats 2007</b>	Nombre	234 632	-	-	-	
	Valeur	49 960	-	-	-	<b>49 960</b>
<b>Ventes 2007</b>	Nombre	234 632	-	-	-	
	Valeur	49 960	-	-	-	<b>49 960</b>
<b>Solde 2007</b>	Nombre	-	-	7	12	
	Valeur	-	-	1 670	1 925	<b>3 595</b>
<b>31/12/2007</b>	Valeur	-	-	1 741	2 014	<b>3 755</b>

Le résultat enregistré sur la trésorerie et équivalents de trésorerie en 2007 s'établit à 195 K euros à comparer à 265 K euros en 2006.

#### **c. Actifs financiers donnés en garantie**

Suite à la mise en place d'un programme de titrisation de créances commerciales en 2004, le Groupe a cédé au 31 décembre 2007, des créances clients pour un montant de 25 500 K euros, ce qui lui a permis de bénéficier d'un financement de 13 974 K euros.

#### **d. Juste valeur des actifs financiers**

Les instruments de marché contractés pour les besoins de couverture de change et taux sont évaluées selon un principe de juste valeur de marché (Marked to Market). Les évaluations sont réalisées, d'une part par les établissements financiers avec qui Guerbet a contracté les instruments financiers, et d'autre part avec l'expertise d'un cabinet indépendant. Les provisions sont évaluées et ajustées en fonction des écarts de valeur constatés sur les instruments de marché d'une période à une autre.

Les valeurs mobilières sont évaluées à leur cours au 31 décembre.

## 2. Passifs financiers

	31 décembre 2007		31 décembre 2006	
	Courant	Non courant	Total	Total
Dettes financières	19 605	59 283	78 888	74 135
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-
Fournisseurs	37 130	-	37 130	32 513
Autres passifs	39 990	-	39 990	36 757
<b>TOTAL</b>	<b>96 725</b>	<b>59 283</b>	<b>156 008</b>	<b>143 405</b>

### a. Détail des dettes financières avec distinction de la partie non courante de ces dettes

		31/12/2007	31/12/2006
<b>Dettes non courantes</b>		<b>59 283</b>	<b>55 997</b>
dont :	Titrisation	13 974	13 920
	Réserve spéciale de participation	609	659
	Locations financement	183	1 027
	Crédits à moyen terme	30 000	25 277
	Autres emprunts	14 517	15 114
<b>Dettes courantes</b>		<b>19 605</b>	<b>18 138</b>
dont :	Locations financement	2 569	2 923
	Autres emprunts	6 269	9 913
	Concours bancaires	10 767	5 302
<b>Total passifs financiers</b>		<b>78 888</b>	<b>74 135</b>

Ces dettes donnent lieu, pour l'essentiel au versement d'intérêts à taux variables :

<b>Analyse par taux</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Taux variable(avant couverture)	97%	96%
Taux fixe	3%	4%
<b>Total par type de taux</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Les dettes financières sont libellées à 71,63 % en euros :

<b>Analyse par devise</b>	<b>31/12/2007</b>		<b>31/12/2006</b>	
Euro	56 511	71,63%	-	51 737 69,79%
Yen	164,93	11 423 14,48%	156,93	10 344 13,95%
Dollar US	1,472	6 149 7,80%	1,3170	3 445 4,65%
Won	1377,96	3 229 4,09%	1224,81	5 989 8,08%
Divers		1 576 2,00%	-	2 620 3,53%
<b>Total</b>	<b>78 888</b>	<b>100%</b>	<b>74 135</b>	<b>100%</b>

Parmi ces dettes financières, les locations financement présentent les échéances suivantes :

<b>Echéance des locations financement</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Echéances à moins d'un an	1 507	1 992
Echéances à plus d'un an et inférieure à 5 ans	1 245	1 958
Echéances à plus de 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>2 752</b>	<b>3 950</b>

#### **b. Autres passifs financiers**

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Dettes sociales	24 206	21 543
Dettes sur immobilisations	12 932	12 216
Subventions d'investissement	534	739
Clients créditeurs	297	117
Redevances	354	405
Commissions	964	1 246
Dettes diverses	703	491
<b>Total</b>	<b>39 990</b>	<b>36 757</b>

L'augmentation des dettes sociales résulte de l'accroissement de la participation des salariés contribue pour 1,7 millions d'euros et de charges sociales à payer pour 1 million d'euros.

### **3. Gestion du risque financier**

Conformément à sa politique de couverture des risques , Guerbet couvre les risques comptables principaux du bilan. A ce titre , sur l'exercice 2007 , Guerbet a prorogé les couvertures de change qui avaient été mises en place au cours de l'exercice 2006 sur le Réal brésilien (BRL) et la Livre turque (TRY) afin de couvrir ces risques devises qui représentent 67% du risque comptable groupe.

#### **a. Positions de couverture du risque de change prise par Guerbet au cours de l'exercice 2007**

Les deux tunnels d'option 'Export' ont été remplacés en 2007 par des couvertures à terme dont les échéances coïncident avec les remboursements des prêts Réal brésilien (BRL) et prêts en Livre turque (TRY). Guerbet a ainsi négocié pour 5,5 M € de couverture à terme sur le Réais Brésilien (dont 4,8 M€ non amortis au 31/12/07) et pour 3 M€ de couverture à terme sur la livre Turque (3 M€ non amortis au 31/12/07) .

## b. Analyse de l'exposition au risque de change au 31/12/07

Positions en Millions d'Euro :	USD	BRL	JPY	TRY	CHF	KRW	HKD	GBP	TWD	MXN	Total
Risque économique (*)	0,22	2,11		0,01	-0,69			0,28	0,20		2,13
Risque comptable (**)	-1,14	4,97	-0,22	3,93	0,73	0,02	1,65	0,18	0,00	1,16	11,28
<b>Position avant couverture</b>	<b>-0,92</b>	<b>7,08</b>	<b>-0,22</b>	<b>3,94</b>	<b>0,04</b>	<b>0,02</b>	<b>1,65</b>	<b>0,45</b>	<b>0,20</b>	<b>1,16</b>	<b>13,41</b>
Couvertures de change		-4,83		-2,99							-7,82
<b>Position de change nette</b>	<b>-0,92</b>	<b>2,25</b>	<b>-0,22</b>	<b>0,95</b>	<b>0,04</b>	<b>0,02</b>	<b>1,65</b>	<b>0,45</b>	<b>0,20</b>	<b>1,16</b>	<b>5,59</b>

(\*) Risque économique : Risque Hors Bilan tels que les budgets de ventes ayant un effet direct sur le compte de résultat

(\*\*) Risque comptable : Risque portant sur les éléments du bilan en devise ayant un effet direct sur le compte de résultat.

## Analyse de la sensibilité du résultat financier au risque de change comptable pour les principales devises

Les principales sensibilités concernent les devises qui ne sont pas couvertes au 31/12/07. Le tableau ci-dessous reprend l'impact sur le résultat financier d'une variation de 10% de ces devises contre Euro.

(En Milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
JPY	22	9
USD	114	6
HKD	165	5

## c. Risque de taux d'intérêt

Au cours des dernières années la dette à taux variable a pris une place plus importante que la dette à taux fixe dans le bilan consolidé de GUERBET afin d'accompagner la baisse des taux d'intérêt du marché interbancaire européen.

La stratégie de couverture du risque de taux du Groupe GUERBET porte sur 50% de la dette à taux variable.

## d. Positions de couverture du risque de taux prise par Guerbet au cours de l'exercice 2007

Au cours de l'exercice la dette nette du Groupe Guerbet est passée de 62 M€ à 69 M€. L'application de la stricte politique de couverture Groupe, conduit Guerbet à couvrir 50% de la dette à taux variable. Par conséquent Guerbet a négocié en 2007 une couverture de taux complémentaires afin de remplir son objectif de couverture, et ce, pour un montant de 5 M€.

#### e. Analyse de l'exposition à l'évolution des taux d'intérêt au 31/12/07

En milliers d'euros	A moins d'un an *	A plus d'un an	Total
Passifs financiers à taux fixes	-1 024	-1 468	-2 492
Passifs financiers à taux variables	-17 064	-59 331	-76 395
Actifs financiers à taux variables	9 886		9 886
Position nette avant gestion ***	-8 202	-60 799	-69 001
Hors-bilan **		33 170	33 170
Position nette après gestion :			
A taux fixes	-1 024	-1 468	-2 492
A taux variables	-7 178	-26 161	-33 339

\* Toutes échéances des actifs et passifs financiers à taux variables et échéances à moins d'un an des actifs et passifs financiers à taux fixes

\*\* Swaps de taux et Corridor (variables en fixes)

\*\*\* Somme des différences (actifs – passif) à taux fixes et (actifs – passif) à taux variables

Sur la base des prévisions de trésorerie du Groupe pour 2008, l'endettement moyen 2008 à taux variable, non couvert par des instruments financiers s'élèverait à environ 40 millions d'euros après couverture.

La majeure partie de l'endettement à taux variable fait l'objet de couvertures par SWAP de taux qui protègent le passif du bilan en cas de hausse des taux d'intérêts.

#### f. Analyse de la sensibilité du résultat financier au risque de taux d'intérêt après couverture au 31/12/07

Variations taux d'intérêt de :	(X %)	1%	2%	3%	4%	5%
Sensibilité au risque de taux d'intérêt	(€)	331 698	663 396	995 094	1 326 792	1 658 490

#### g. Risque de liquidité

L'objectif du groupe Guerbet est un allongement de la durée des ressources moyen et long terme. Au 31/12/07 la durée moyenne de la dette est de 4,5 années. Le pourcentage de crédits confirmés exigibles à plus d'un an est de 79.48%. Le pourcentage de crédits confirmés exigibles à plus de trois ans est de 65%.

#### IV) Informations sectorielles

Toute l'activité du Groupe s'effectue dans une branche d'activité unique, à savoir la recherche, le développement, la fabrication et la vente de produits de contraste pour l'imagerie médicale.

En conséquence, le Groupe ne présente qu'une information sectorielle par zone géographique de premier niveau et aucune information sectorielle de second niveau.

Les zones géographiques ont été identifiées en fonction de l'analyse des risques et de la rentabilité en deux sous-ensembles, correspondant à l'organisation interne du groupe et à des développements différents de Guerbet sur ces marchés :

- Les principaux marchés européens où le Groupe Guerbet a pu construire des relations clients pérennes et une position forte grâce à la présence de ses propres réseaux de visiteurs médicaux,

- Les autres marchés, où le groupe n'est présent directement par ses filiales de commercialisation que dans quelques pays (Brésil, Corée, Chine, USA ...). L'essentiel du chiffre d'affaires y est réalisé au travers d'accords de licence ou de distribution. Parmi ces autres marchés, le groupe s'intéresse en particulier aux Etats-Unis et au Japon qui représentent à eux seuls plus de la moitié du marché mondial.

A titre indicatif une information complémentaire de chiffre d'affaires par gamme de produits (Uro-Angio, IRM et divers) est fournie.

## 1. Informations géographiques

L'information sectorielle est fournie par localisation géographique des sociétés avec une information complémentaire sur la répartition par marché du chiffre d'affaires.

Les « Sociétés européennes » sont les pays européens où le Groupe est présent via ses propres réseaux de visiteurs médicaux, à savoir : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande Bretagne, Pays-Bas, Italie, Portugal, Suisse, Turquie.

Les frais de recherche développement et les fonctions support du groupe sont centralisées en France.

	<b>31/12/2007</b>			
	<b>Stés européennes (sur leurs marchés)</b>	<b>Autres</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Total</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>				
Marchés européens	229 753	8 911		238 664
Autres marchés		66 884		66 884
<b>Total</b>	<b>229 753</b>	<b>75 795</b>		<b>305 548</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>92 624</b>	<b>17 166</b>	<b>-73 207</b>	<b>36 583</b>
Autres produits et charges opérationnels			208	208
<b>Résultat opérationnel</b>				<b>36 791</b>
Coût de l'endettement financier net			-2 857	-2 857
Autres produits et charges financières			-237	-237
Charge d'impôt			-9 935	-9 935
<b>Résultat net</b>				<b>23 762</b>
dont: amortissements	-2 027	-1 637	-11 890	-15 554
dont: autres charges sans contrepartie de trésorerie	-365	-219	-257	-841
Actifs sectoriels	296 430	60 782		357 212
- dont immobilisations	139 039	19 415		158 454
Passifs sectoriels hors emprunts	107 621	10 488		118 109
Emprunts	51 922	16 226		68 148
Capitaux propres			170 955	170 955
Investissements sectoriels				
-dont incorporels	502	31		533
-dont corporels	37 961	1 211		39 172



31/12/2006				
	Stés européennes (sur leurs marchés)	Autres	Non affecté	Total
<b>Chiffre d'affaires</b>				
Marchés européens	214 044	7 939		221 983
Autres marchés		67 425		67 425
<b>Total</b>	<b>214 044</b>	<b>75 364</b>		<b>289 408</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>79 737</b>	<b>15 664</b>	<b>-65 081</b>	<b>30 320</b>
Autres produits et charges opérationnels			320	320
<b>Résultat opérationnel</b>				<b>30 640</b>
Coût de l'endettement financier net			-1 663	-1 663
Autres produits et charges financières			-2 084	-2 084
Charge d'impôt			-7 967	-7 967
<b>Résultat net</b>				<b>18 926</b>
dont: amortissements	-1 879	-1 297	-11 667	-14 843
dont: autres charges sans contrepartie de trésorerie	-195	-372	-201	-768
Actifs sectoriels	264 241	62 269		326 510
- dont immobilisations	114 686	20 662		135 348
Passifs sectoriels hors emprunts	90 891	14 584		105 475
Emprunts	49 895	18 955		68 850
Capitaux propres			152 136	152 136
Investissements sectoriels				
-dont incorporels	645	135		780
-dont corporels	30 760	930		31690

## 2 – Ventilation du chiffre d'affaires par gammes de produits

	31/12/2007	31/12/2006
Rayons X	61,7%	65,9%
IRM	28,8%	23,3%
Autres	9,5%	10,8%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100 %</b>

**V) Notes descriptives (en milliers d'euros)**

**Note 1 - Immobilisations incorporelles**

	31/12/06	Accrois.	Diminut.	Autres mouv.	Ecarts de conversion	31/12/07
Marques	8 448			4	-51	8 401
Brevets	13 099					13 099
AMM	5 508				-290	5 218
Relations commerciales	3 798				-200	3 598
Goodwills	10 777				-592	10 185
Logiciels	5 195	533	-33	-10	-1	5 684
Autres incorporels	359			-2		357
<b>Valeurs brutes</b>	<b>47 184</b>	<b>533</b>	<b>-33</b>	<b>-8</b>	<b>-1 134</b>	<b>46 542</b>
Amortissements	-11 033	-1 497	29	10	26	-12 465
Pertes de valeur	0					0
<b>Valeurs nettes</b>	<b>36 151</b>	<b>-964</b>	<b>-4</b>	<b>2</b>	<b>-1 108</b>	<b>34 077</b>

	31/12/05	Accrois.	Diminut.	Autres mouv.	Ecarts de conversion	31/12/06
Marques	8 453	3			-8	8 448
Brevets	13 099					13 099
AMM	6 048	141			-681	5 508
Relations commerciales	3 954			283	-439	3 798
Goodwills	10 997			4	-224	10 777
Logiciels	4 840	636	-31	-228	-22	5 195
Autres incorporels	549		-189	15	-16	359
<b>Valeurs brutes</b>	<b>47 940</b>	<b>780</b>	<b>-220</b>	<b>74</b>	<b>-1 390</b>	<b>47 184</b>
Amortissements	-10 186	-1 309	219	199	44	-11 033
Pertes de valeur						0
<b>Valeurs nettes</b>	<b>37 754</b>	<b>-529</b>	<b>-1</b>	<b>273</b>	<b>-1 346</b>	<b>36 151</b>

Les marques acquises sont constituées essentiellement de la gamme baryum pour le monde pour 7 476 K Euros en 1992 et de Magnescope pour le Japon pour 153 millions de yens (soit 963 K Euros après conversion au taux de clôture) en 2006.

Les brevets relatifs à la gamme baryum ont été acquis par le Groupe en 1992 pour 7 476 K Euros. En juin 2004, les brevets déposés par la société Medex ont été réévalués de 5 623 K Euros lors de l'acquisition de cette société.

En 2005, pour 600 millions de Yens, le Groupe a acquis auprès du précédent distributeur d'Imagenil (Oxilan) au Japon divers éléments incorporels permettant de préserver les relations commerciales existant avec la clientèle japonaise lors du transfert de la distribution à Terumo. Après conversion au taux de clôture et actualisation, ces incorporels ont été valorisés pour 3 598 K Euros au 31 décembre 2007.

La durée d'utilité de ces incorporels est considérée comme étant limitée à la durée du contrat de distribution signé avec Terumo, soit jusqu'au 31 août 2012.

Les fonds commerciaux (classés en goodwill) ont été acquis à d'anciens distributeurs du Groupe, lors de l'implantation de filiales commerciales dans divers pays. Ces fonds commerciaux étaient amortis sur 20 ans jusqu'au 31 décembre 2003, date du passage aux normes IFRS. La durée d'utilité de tous ces fonds étant actuellement jugée indéterminée, aucun amortissement n'est pratiqué depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Les logiciels sont amortis sur leur durée d'utilité qui est souvent proche de 3 ans.

## Note 2 - Immobilisations corporelles

### 2.1 – Analyse du poste par catégorie

	31/12/06	Accrois.	Diminut.	Autres mouv.	Ecart de conversion	31/12/07
Terrains	6 887				15	6 902
- dont location financements	185					2
Constructions	71 030	1 997	- 29	163	358	73 519
- dont location financements	4 468					2 501
Installations techniques, matériels et outillages	112 900	4 691	- 873	517	159	117 394
- dont location financements	7 778					7 408
Autres immobilisations corporelles	37 524	7 734	- 2 196	373	161	43 596
- dont location financements	2 706					2 850
Immobilisations en cours	26 520	24 373		- 1 053	34	49 874
Avances et acomptes	1 172	377				1 549
<b>Valeurs brutes</b>	<b>256 033</b>	<b>39 172</b>	<b>- 3 098</b>	<b>0</b>	<b>727</b>	<b>292 834</b>
Amortissements	- 157 727	- 13 917	2 696	25	- 421	-169 344
Pertes de valeur	-307				-3	-310
<b>Valeurs nettes</b>	<b>97 999</b>	<b>25 255</b>	<b>- 402</b>	<b>25</b>	<b>303</b>	<b>123 180</b>

	31/12/05	Accrois.	Diminut.	Autres mouv.	Ecarts de conversion	31/12/06
Terrains	6 400	491			-4	6 887
- dont location financements	185					185
Constructions	65 430	6617	-931	22	-108	71 030
- dont location financements	4 468					4 468
Installations techniques, matériels et outillages	108 190	8 380	-3 566	-56	-48	112 900
- dont location financements	7 778					7 778
Autres immobilisations corporelles	36 157	3 921	-2 295	3	-262	37 524
- dont location financements	3 279	70	-643			2 706
Immobilisations en cours	14 608	12 142	-125	-95	-10	26 520
Avances et acomptes	1 033	139				1 172
<b>Valeurs brutes</b>	<b>231 818</b>	<b>31 690</b>	<b>-6 917</b>	<b>-126</b>	<b>-432</b>	<b>256 033</b>
Amortissements	- 150 835	-13 534	6 396	-3	249	-157 727
Pertes de valeur	-307					-307
<b>Valeurs nettes</b>	<b>80 676</b>	<b>18 156</b>	<b>-521</b>	<b>-129</b>	<b>-183</b>	<b>97 999</b>

Le groupe a investi depuis 2005 notamment :

- dans le cadre des projets d'accroissement de capacité de ses usines d'Aulnay et de Lanester ;
- pour l'amélioration de la sécurité et la mise en conformité de l'ensemble de ses unités en France ;
- pour le transfert de production de principes actifs d'Aulnay à Lanester et à Marans.

## 2.2 – Ventilation des immobilisations corporelles nettes par zone monétaire

	31/12/2007 Cours de clôture	31/12/2007 Montant	31/12/2006 Cours de clôture	31/12/2006 Montant
Euro		117 588		92 756
Real	2.6156	5 019	2,8106	4 504
Autres devises		573		739
<b>Total</b>		<b>123 180</b>		<b>97 999</b>

## 2.3 – Réévaluations

L'ensemble immobilier à usage de bureaux de Villepinte a été réévalué à sa juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2004 selon l'option ouverte par la norme IFRS1 sur la première adoption des IFRS. Cette réévaluation a été basée sur l'estimation d'un cabinet d'expertise indépendant. La valeur des bâtiments a été estimée à 11,3 millions d'euros par application des 2 approches suivantes :

- capitalisation du revenu potentiel susceptible d'être généré par la location ;
- comparaison par rapport au marché, en se référant aux transactions récemment intervenues pour des locaux de même nature situés à proximité.

Compte tenu de la valeur comptable nette de ces bâtiments au 1<sup>er</sup> janvier 2004, soit 3,3 millions d'euros, la réévaluation a porté sur 8 millions d'euros dont 6,5 millions d'euros affectés aux constructions et 1,5 millions d'euros au terrain.

### Note 3 – Actifs financiers non courants

	31/12/2007			31/12/2006
	Brut	Prov.	Net	Net
- Dépôts et cautionnements	863		863	819
- Titres Boron Biological Inc	434	-390	44	44
- Prêts au personnel	148		148	192
- Autres actifs financiers non courants	210	-68	142	143
<b>Total</b>	<b>1 655</b>	<b>-458</b>	<b>1 197</b>	<b>1 198</b>

### Note 4 – Actifs et passifs d'impôts différés

	31/12/2006	Mouv. en résultat	Mouv. en cap. propres	Ecarts de conv. et divers	31/12/2007
Actifs d'impôts différés	3 672	1872		-83	5 461
Passifs d'impôts différés	- 6 055	1015	-140	-27	- 5 207
<b>Total</b>	<b>- 2 383</b>	<b>2 887</b>	<b>-140</b>	<b>-110</b>	<b>254</b>
Dont impôts différés résultant de :					
Activation des déficits fiscaux	1 649	2 142		-31	3 760
Décalages temporaires	5 507	75	-140	99	5 541
Retrait. provisions réglementées	- 1 763	-531		8	-2 286
Réév. des immobilisations corp.	- 3 457	109		12	-3 336
Diff. d'éval. / immo incorporelles	- 6 938	-671		-60	-7 669
Retrait. des marges sur stocks	3 679	1 448		1	5 128
Retrait. prov. sur risques filiales	- 440	325			-115
Locations financement	- 992	-156		26	-1 122
Autres	372	146		-165	353

	31/12/2005	Mouv. en résultat	Mouv. en cap. propres	Ecarts de conv. et divers	31/12/2006
Actifs d'impôts différés	2 314	259	1 252	- 153	3 672
Passifs d'impôts différés	- 7 111	591	295	170	- 6 055
<b>Total</b>	<b>- 4 797</b>	<b>850</b>	<b>1 547</b>	<b>17</b>	<b>- 2 383</b>
Dont impôts différés résultant de :					
Activation des déficits fiscaux	1 137	512			1 649
Décalages temporaires	3 315	645	1 547		5 507
Retrait. provisions réglementées	- 1 474	-289			- 1 763
Réév. des immobilisations corp.	- 3 541	84			- 3 457
Diff. d'éval. / immo incorporelles	- 7 093	155			- 6 938
Retrait. des marges sur stocks	4 031	-352			3 679
Retrait. prov. sur risques filiales	- 969	529			- 440
Locations financement	- 806	-186			- 992
Autres	603	-248		17	372

#### Note 5 – Stocks

	31/12/2007	31/12/2006
Matières premières et articles de conditionnement	8 920	9 740
Marchandises	10 540	10 090
Produits finis, intermédiaires et en-cours	67 722	54 006
Pièces détachées	1 570	1 450
<b>Valeur brute</b>	<b>88 752</b>	<b>75 286</b>
Provisions	-3 738	-2 201
<b>Valeur nette</b>	<b>85 014</b>	<b>73 085</b>

L'augmentation des stocks de 13,5 millions d'euros en valeur brute (17,9 %) excède celle des ventes (5,6%). Elle s'analyse pour 4,6 millions d'euros par la constitution de stocks en prévision de transferts de production et pour 5,7 millions d'euros par la reconstitution de stocks de principes actifs.

#### Note 6 – Clients et comptes rattachés

	31/12/2007	31/12/2006
Valeur brute	83 516	87 127
Provisions	-2 857	-3 122
<b>Valeur nette</b>	<b>80 659</b>	<b>84 005</b>

Les créances cédées dans le cadre de contrats de titrisation sont maintenues à l'actif du bilan dans la mesure où les risques d'irrecouvrabilité ne sont pas transférés au cessionnaire.  
Le poste client a été réduit de 4 % en 2007 dans un contexte d'accroissement des ventes de 5,6 %.

### Note 7 - Autres actifs financiers courants

Se reporter au chapitre III Instruments financiers

### Note 8 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2007	31/12/2006
Valeurs mobilières	3 755	3 595
Disponibilités	6 132	8 560
<b>Total</b>	<b>9 887</b>	<b>12 155</b>
Concours bancaires et soldes créditeurs de banques	-10 767	-5 302
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-880</b>	<b>6 853</b>

Le détail des valeurs mobilières est présenté au chapitre III de la présente annexe.

### Note 9 – Capitaux propres

Au 31 décembre 2007, le capital de la société mère est constitué de 3 004 569 actions de 4 euros de nominal. Le groupe détient 5 107 actions propres.

#### 9 - 1 Evolution du nombre d'actions de la société mère

<b>Nombre d'actions au 31 décembre 2005</b>	<b>2 968 994</b>
Augmentation par levée de stocks-options	16 524
<b>Nombre d'actions au 31 décembre 2006</b>	<b>2 985 518</b>
Augmentation par levée de stocks-options	19 051
<b>Nombre d'actions au 31 décembre 2007</b>	<b>3 004 569</b>

#### 9 - 2 Détail des capitaux propres

	31/12/2007	31/12/2006
Capital social de GUERBET	12 018	11 942
Primes d'émission, de fusion et de conversion d'obligations		
Convertibles de GUERBET	3 552	2 977
Réserves légales de GUERBET	1 194	1 188
Réserves consolidées	88 539	84 474
Report à nouveau de GUERBET	41 767	31 875
Résultat consolidé	23 762	18 926
Ecarts de conversion	123	754
<b>Total</b>	<b>170 955</b>	<b>152 136</b>

## Note 10 – Provisions

### 10 - 1 Mouvements

	31/12/2006	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Ecart de conversion et reclassement	Var. des hypothèses actuarielles et autres	31/12/2007
<b>Non courantes</b>						
Avantages différés du personnel (note 10.2)	12 762	546	-1 025	-20	-509	11 754
<b>Courantes</b>						
Obligation de réaliser une étude pédiatrique	350			-37		313
Litiges fiscaux	887	770	-782	50		925
Contrôle URSSAF	103		-103			0
Change	0	137	-123			14
Litiges commerciaux	362	163				525
Intérêts moratoires	69					69
Pertes prévisibles sur engagement d'achats	123	668	-355			436
Pertes sur retour de stock						
Risques divers	477	121	-245	-1		352
<b>Provisions courantes</b>	<b>2 371</b>	<b>1 859</b>	<b>-1 608</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>2 634</b>
<b>Total</b>	<b>15 133</b>	<b>2 405</b>	<b>-2 633</b>	<b>-8</b>	<b>-509</b>	<b>14 388</b>



	31/12/2005	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Ecarts de conversion et reclassement	Var. des hypothèses actuarielles et autres	31/12/2006
<b>Non courantes</b>						
Avantages différés du personnel (note 10.2)	7 655	1 041	- 426	- 7	4 499	12 762
<b>Courantes</b>						
Obligation de réaliser une étude pédiatrique	391			- 41		350
Litiges fiscaux	505	385		- 13	10	887
Contrôle URSSAF		103				103
Litiges commerciaux	362					362
Intérêts moratoires	69					69
Pertes prévisibles sur engagement d'achats	279		- 156			123
Pertes sur retour de stock	432		- 223	- 48	- 161	
Risques divers	857	438	- 776		- 42	477
<b>Provisions courantes</b>						
	2 895	926	- 1 155	- 102	- 193	2 371
<b>Total</b>	<b>10 550</b>	<b>1 967</b>	<b>- 1 581</b>	<b>- 109</b>	<b>4 306</b>	<b>15 133</b>

Les pertes prévisibles sur engagement d'achat, résultent d'un contrat avec un fournisseur aux termes duquel nous nous sommes engagés à acquérir des principes actifs jusqu'au 31/12/2008 à des prix fixés contractuellement (cf. note 27).

## 10 - 2 Avantages différés du personnel

### a) Description :

Les salariés du groupe bénéficient dans certains pays d'avantages différés tels que des indemnités de départ en retraite ou de fin de contrat de travail ainsi que d'avantages postérieurs à l'emploi tels que des compléments de retraite à prestations définies. Ces avantages sont provisionnés. Certains engagements sont couverts par des actifs financiers correspondant à des fonds investis auprès de tiers (actifs de régime).

Les primes versées dans le cadre de régimes de retraite à cotisations définies sont prises en charge de l'exercice.

### b) Evaluation et comptabilisation :

Les obligations du Groupe sont calculées en utilisant les hypothèses en vigueur dans les pays concernés. Le calcul de la provision pour avantages différés a été affiné depuis 2006 pour les indemnités de départ en retraite en France qui représentent 88 % de la provision totale.

Les écarts actuariels sont portés directement en capitaux propres ainsi que l'autorise la norme IAS 19.

c) Hypothèses actuarielles retenues pour la France et l'Allemagne représentant, 95 % des provisions et 100 % des actifs de régime :

	France		Allemagne	
	2007	2006	2007	2006
Taux d'actualisation	C	C	5,25 %	4,4 %
Rendement moyen attendu des actifs du régime	N/A	N/A	5,25 %	4,4 %
Evolution des salaires (1)	2,5 à 3,5 %	2,5 à 3,5 %	3 %	3 %
Inflation	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux de révision moyen des rentes	N/A	N/A	1,75 %	1,75 %
Taux de croissance moyen des dépenses médicales	N/A	N/A	N/A	N/A
Hypothèses de mortalité	T	T	T	T
Taux de rotation du personnel	S	S	S	S
Age de départ en retraite	E	E	65	65
Taux des charges sociales	47 %	47 %	V	V

(1) selon le statut pour la France.

C = courbe de taux 0-coupon de l'Institut des actuaires pour tenir compte des différentes maturités ;  
E = âge de départ estimé sur la base d'un âge moyen de début de carrière par catégorie de salarié et des annuités requises par la réglementation.  
S = tables de taux établies à partir de statistiques et selon les axes d'analyse tels que statut, sexe et âge du salarié, selon leur pertinence ;  
T = tables de mortalité par sexe  
V = variable en fonction de la rémunération.

L'application de taux de rotation statistiques différenciés selon les statuts et les âges, au lieu d'un taux de rotation unique représente la principale source des écarts actuariels en France en 2006.

Pour l'ensemble du groupe, les écarts actuariels ont été portés en diminution des capitaux propres au 31/12/2006 pour 4 449 Keuros avant impôts différés, soit 2 901 Keuros nets d'impôts et en augmentation des capitaux propres pour 368 Keuros en 2007.

<b>ENGAGEMENTS AU BILAN</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Valeur actualisée des engagements financés	2 623	3 006
Valeur actualisée des engagements non financés	11 449	12 121
<b>Sous-total : valeur actualisée des engagements</b>	<b>14 072</b>	<b>15 127</b>
Juste valeur des actifs des régimes	-2 318	-2 365
<b>Solde des engagements</b>	<b>11 754</b>	<b>12 762</b>
<b>Eléments non encore reconnus</b>		
Coûts des services passés non comptabilisés	-	-
Pertes ou (gains) nets actuariels non comptabilisés	-	-
Total des éléments non encore reconnus	-	-
<b>Passif net</b>	<b>11 754</b>	<b>12 762</b>
<b>Montants comptabilisés au bilan</b>		
Provisions pour avantages différés du personnel	11 754	12 762
Actifs financiers non courants	-	-
<b>Solde net du bilan (passif net)</b>	<b>11 754</b>	<b>12 762</b>

<b>CHARGES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Coûts des services de l'année	1 107	1 120
Coûts financiers	599	535
Rendement attendu des actifs des régimes	-52	-210
Prestations versées	-625	-766
Coût des services passés comptabilisés	-	-
Pertes ou gains actuariels comptabilisés	-	-
Effet des liquidations/réductions de services futurs	-	-
Changement de plafond des actifs	-20	-
<b>Total net des charges des régimes</b>	<b>1 009</b>	<b>679</b>

<b>VARIATION DES PASSIFS NETS SUR L'EXERCICE</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>Passifs nets en début de période</b>	<b>12 762</b>	<b>7 655</b>
Coûts des services de l'année	1 107	1 120
Coûts financiers	599	535
Cotisations patronales aux actifs de financement	-67	-211
Prestations versées	-2 119	-822
Gains et pertes actuariels	-509	4 449
Ecart de conversion en monnaies étrangères	-21	-8
Coût des services passés	-	-
Variations de périmètre	-	-
Réductions de services futurs	-	-
Liquidation de services futurs	-	-
Autres	2	44
<b>Passifs nets en fin de période</b>	<b>11 754</b>	<b>12 762</b>

<b>VARIATION DES ACTIFS DE COUVERTURE</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>Valeur de marché des fonds investis au 1<sup>er</sup> Janvier</b>	2 365	2 288
Rendement attendu des fonds	-	-
(Pertes) et gains actuariels	-	-
Ecart de conversion	-	-
Contributions de l'employeur	66	77
Contributions des salariés	-	-
Prestations payées	-113	-
Modification de périmètre	-	-
Réductions de régime	-	-
Liquidation de régime	-	-
<b>Valeur de marché des fonds investis au 31 décembre</b>	<b>2 318</b>	<b>2 365</b>

#### **Note 11 – Passifs financiers :**

Se reporter au chapitre III Instruments financiers

#### **Note 12 – Autres passifs**

Se reporter au chapitre III Instruments financiers

#### **Note 13 – Chiffre d'affaires**

Répartition géographique et par gammes de produits : se reporter aux informations sectorielles du chapitre IV.

#### **Note 14 – Autres produits de l'activité**

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Production vendue de services	459	367
Production immobilisée	83	27
Subvention d'exploitation	413	1 147
<b>Total</b>	<b>955</b>	<b>1 541</b>

#### **Note 15 – Charges de personnel**

##### **15 - 1 Détail des charges de personnel**

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Salaires et traitements	(57 628)	(56 890)
Charges sociales	(21 398)	(20 583)
Participation des salariés	(2 082)	(489)
Amortissement des paiements fondés sur actions	(628)	(1 038)
<b>Total</b>	<b>(81 736)</b>	<b>(79 000)</b>

## 15 - 2 Principales caractéristiques et paramètres d'évaluation de l'avantage consenti par le groupe au titre de paiements fondés sur actions

Pour évaluer la juste valeur des options accordées, la méthode binomiale est utilisée. Elle permet de valoriser des options pouvant être exercées à tout moment au cours de leur durée de vie.

La valeur de l'option ainsi définie est diminuée du coût de portage généré par l'interdiction de vendre les actions obtenues suite à l'exercice des options avant le 4<sup>ème</sup> anniversaire du plan.

Ce coût implicite est estimé par le prix d'une stratégie sans risque permettant au salarié de disposer du titre au moment de l'exercice de l'option. Cette stratégie consiste à acheter l'action au comptant en empruntant les fonds nécessaires et en contrepartie à vendre à terme le titre.

Le coût de cette stratégie est un coût financier correspondant au coût d'emprunt réduit des dividendes futurs.

### a) Caractéristiques des paiements fondés sur actions (options de souscription et d'achat d'actions octroyées depuis le 7/11/2002)

Date d'attribution	Nombre	Prix de l'action à la date d'attribution	Volatilité	Taux sans risque	Prix d'exercice	Durée de l'option
25/02/03	2 700 (1)	32,25	30 %	3,80 %	32,24	2 ans
23/09/03	17 200 (1)	39,16	30 %	3,70 %	37,16	2 ans
26/07/05	110 207 (2)	81,90	30 %	2,75 %	82,91	2 ou 3 ans
25/09/07	7 000 (1)	156,00	40 %	4,46 %	150,22	2 ans

(1) options de souscription d'actions

(2) dont 5 107 options d'achat à 3 ans et 105 100 options de souscription à 2 ans.

### b) Répartition de la comptabilisation de l'avantage par exercice

Date d'attribution des options	26.07.2005	25.09.2007	Total
2005	469		469
2006	1 038		1 038
2007	628		628
2008	20	320	340
2009		184	184
<b>Total</b>	<b>2 155</b>	<b>504</b>	<b>2 659</b>

### c) Incidence sur le bilan

L'avantage ci-dessus est comptabilisé chaque exercice en fonction du nombre d'options restant à lever en contre-partie des capitaux propres.

## 15 - 3 Effectif moyen pendant l'exercice \*

	31/12/2007	31/12/2006
Ouvriers, employés	411	393
Techniciens, agents de maîtrise, visiteurs médicaux	562	573
Cadres	280	280
<b>Total</b>	<b>1 253</b>	<b>1 246</b>

(\*) les effectifs incluent les salariés en CDI, CDD et les apprentis.

#### 15 - 4 Répartition géographique de l'effectif

	31/12/2007	31/12/2006
Europe	1 070	1 059
Amérique	143	144
Asie	40	43
<b>Total</b>	<b>1 253</b>	<b>1 246</b>

#### Note 16 – Charges externes

	31/12/2007	31/12/2006
Etudes et prestations de services	(14 143)	(12 699)
Matières et fournitures non stockées	(8 835)	(8 216)
Locations et charges locatives	(4 561)	(4 417)
Entretien et réparations	(6 320)	(6 539)
Assurances	(1 739)	(1 726)
Etudes et recherches	(3 513)	(3 585)
Personnel extérieur	(3 273)	(3 286)
Commissions et honoraires	(10 917)	(10 617)
Publicité et relations extérieures	(4 606)	(6 483)
Transport	(4 199)	(4 664)
Déplacements, missions et réceptions	(6 014)	(6 774)
Frais postaux et de télécommunication	(1 432)	(1 451)
Divers	(17484)	(15 758)
<b>Total</b>	<b>(87036)</b>	<b>(86 215)</b>

**Note 17 – Impôts et taxes**

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Taxes sur rémunérations	(1 984)	(2 008)
Taxes professionnelles ( France )	(4 006)	(5 098)
Taxe Inami ( Belgique )	(2 817)	(2 888)
Autres impôts et taxes	(5 161)	(4 139)
<b>Total</b>	<b>(13 968)</b>	<b>(14 133)</b>

**Note 18 – Dotations aux amortissements**

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Sur immobilisations incorporelles	(1 548)	(1 309)
Sur immobilisations corporelles	(14 006)	(13 534)
<b>Total</b>	<b>(15 554)</b>	<b>(14 843)</b>

**Note 19 – Autres produits et charges d'exploitation**

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Redevances versées	(1205)	(1 122)
Autres produits et charges divers	272	(284)
<b>Total</b>	<b>(933)</b>	<b>(1 406)</b>

**Note 20 – Autres produits et charges opérationnels**

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Résultat de cessions des immobilisations	143	-10
Subventions d'investissement	123	133
Autres produits et charges divers	-58	197
<b>Total</b>	<b>208</b>	<b>320</b>

**Note 21 – Coût de l'endettement financier brut**

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Location financement	-238	-331
Titrisation	-756	-520
Intérêts des emprunts et concours bancaires	-2 033	-1 368
Swaps d'intérêts	-48	155
<b>Total</b>	<b>-3 075</b>	<b>-2 064</b>

## Note 22 – Impôt sur les bénéfices

### 22-1 - Détail de la charge d'impôt

	31/12/2007	31/12/2006
Impôt courant	-12 822	-8 817
Impôt différé	2 887	850
<b>Total</b>	<b>-9 935</b>	<b>-7 967</b>

### 22-2 - Analyse de la charge d'impôt

	31/12/2007	31/12/2006
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidée (1)	- 11 603	- 9 260
Impact des différences de taux d'imposition	1 238	824
Impact des charges définitivement non déductibles ou non imposables	-1 974	-2 680
Impact des impôts différés sur déficits non reconnus et divers (2)	2 404	3 149
<b>Total</b>	<b>- 9 935</b>	<b>- 7 967</b>
(1) Taux d'imposition :	34,43 %	34,43%
(2) Dont crédits d'impôts :	1 884	1 634

## Note 23 – Frais de recherche et développement

Montants comptabilisés en charges :

	31/12/2007	31/12/2006
Frais directs	22 074	21 006
Frais indirects	4 662	4 119
<b>Total</b>	<b>26 736</b>	<b>25 125</b>

Les frais directs incluent les achats consommés de matières, les charges externes, les charges de personnel et les dotations aux amortissements.

## Note 24 – Subventions publiques

Les subventions suivantes ont été comptabilisées au compte de résultat :

Rubrique	Nature	31/12/2007	31/12/2006
Autres produits de l'activité	Aide à l'innovation	267	1 019
Autres produits de l'activité	Protection de l'eau	18	-
Autres produits de l'activité	Aides diverses	128	128
Autres produits opérationnels	Aides à l'investissement	178	133
<b>Total</b>		<b>591</b>	<b>1 280</b>



Dans le cadre du projet de recherche « Vistarem », le groupe a bénéficié d'une avance remboursable en cas de succès, octroyée par l'ANVAR pour un montant de 838 Keuros. Ce projet n'ayant pu aboutir et le remboursement n'ayant pas été réclamé par l'ANVAR après audit, l'avance a été portée en résultat en 2006.

Un dossier de demande d'aide pour le projet de recherche franco-allemand « Iseult » a été déposé auprès d'OSEO. Il est en attente d'approbation par la Commission Européenne. La convention d'aide prévoit un financement de la moitié des dépenses engagées dont 39 % sous forme d'avances remboursables et 61 % sous forme de subvention. Le montant des dépenses engagées au 31 décembre 2007 par Guerbet pour ce projet s'élevait à 7,8 millions d'euros. Un produit éventuel de 2,4 millions d'euros, qui pourrait être perçu pour les dépenses déjà engagées, n'a pas été comptabilisé. Il correspond au montant de la seule subvention (61 % de l'aide).

## Note 25 - Informations sur les opérations de stock-options

Le personnel de la société et de ses filiales bénéficie d'options de souscription d'actions et d'options d'achat d'actions. Au titre des opérations en cours au 31 décembre 2007, le personnel a la faculté de souscrire 134 679 actions à un prix moyen pondéré de 74,44 euros.

Sur les 134 679 actions, la part réservée aux mandataires sociaux représente 40 985 actions à un prix moyen pondéré de 63,82 euros.

### INFORMATIONS DETAILLEES SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT

PLANS D'OPTIONS	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6	Plan n° 7
Date d'Assemblée Générale	19.05.2001	19.05.2001	19.05.2001	16.11.2002	16.11.2002	16.11.2002	
Date du Conseil d'Administration	18.05.2001						
Date du Directoire		22.11.2001	26.08.2002	25.02.2003	23.09.2003	26.07.2005	25.09.2007
Nombre total d'options attribuées	7 500	25 000	37 700	3 900	19 200	106 950	7 000
dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les mandataires sociaux (1)	0	25 000	0	0	13 200	14 000	5 000
Nombre de mandataires concernés	0	4	0	0	3	6	1
Point de départ d'exercice des options	18.05.2001	22.11.2003 (8)	26.08.2004 (8)	25.02.2005 (8)	23.09.2005 (8)	26.07.2007 (8)	25.09.2007 (8)
Date d'expiration	17.05.2008	21.11.2008	25.08.2009	24.02.2010	22.09.2010	25.07.2012	24.09.2017
Prix de souscription	17,85 €	22,27 €	32,94 €	32,24 €	37,16 €	82,91 €	150,22 €
Nombre total d'options annulées depuis l'attribution	0	0	7 200	1 200	0	9 325	-
Nombre total d'actions souscrites depuis l'attribution	6 225 (2)	17 875 (3)	21 696 (4)	1 650 (5)	6 000 (6)	1 400 (7)	-
Nombre total d'options restantes	1 275	7 125	8 804	1 050	13 200	96 225	7 000

(1) Mandataires sociaux au sens de la loi N.R.E. et au moment de l'attribution

(2) 2 100 options exercées en 2003 + 3 450 options exercées en 2005 + 675 options exercées en 2006

(3) 5 000 options exercées en 2004 + 7 830 options exercées en 2005 + 5 045 options exercées en 2007

(4) 1 200 options exercées en 2004 + 4 080 options exercées en 2005 + 8 960 options exercées en 2006 + 7 456 options exercées en 2007

(5) 350 options exercées en 2006 + 1 300 options exercées en 2007

(6) 2 000 options exercées en 2005 + 4 000 options exercées en 2007

(7) 150 options exercées en 2006 (2 cas de dérogation à l'indisponibilité fiscale – art 91 ter du CGI )+ 1 250 options exercées en 2007 (1 cas de dérogation à l'indisponibilité fiscale)

(8) Ces plans comportent des clauses d'incessibilité des titres durant deux années

Au 31 décembre 2007, 134 679 options de souscription sont en cours de validité. Si toutes ces options étaient exercées, le nombre d'actions nouvelles à émettre serait de 134 679 et donnerait un nombre total de 3 139 248 actions. Ces actions nouvelles représenteraient une augmentation des fonds propres de 10 025 355 Euros.

Le résultat dilué net par action calculé pour tenir compte de l'effet dilutif des options de souscription d'action offertes au personnel ressort à 7,63 Euro pour l'exercice 2007.

## Options d'achat d'actions

Un plan d'options d'achat d'actions, mis en place par le Directoire dans sa séance du 26 juillet 2005, dont la date d'expiration est le 25 juillet 2012, est toujours en cours. Ce plan concerne un bénéficiaire, mandataire social, et porte sur l'attribution d'une option d'achat de 5 107 actions de la société Guerbet au prix d'achat de 82,91 Euros.

## Note 26 – Information relative aux parties liées

### 26 - 1 Relations avec les sociétés non consolidées

Toutes les sociétés significatives du groupe sont consolidées par intégration globale à 100 %. Les transactions entre ces sociétés sont éliminées.

### 26 - 2 Rémunérations et avantages consentis par le groupe aux principaux dirigeants et aux membres du Conseil de Surveillance

Les principaux dirigeants constituent le Directoire. ils ont perçu les rémunérations et bénéficié des avantages suivants **en euros** :

<b>Avantages court terme</b>	
Rémunérations brutes totales	<b>1 169 587</b>
dont avantages en nature	12 432
et part variable (1)	162 130
<b>Avantages post-emploi</b>	<b>41 230</b>
dont cotisations de retraite supplémentaires par capitalisation	44 329
dont provision pour indemnités de départ en retraite	- 3 099
<b>Paiements en actions (2)</b>	<b>120 080</b>

(1) La part variable dépend pour chacun de l'atteinte d'un certain nombre d'objectifs individuels au cours de l'année précédente. Elle est modulée en fonction de la performance de la société ou du groupe, au cours de cette même année, et est calculée sur la base du salaire de décembre 2006.

(2) Il s'agit de la charge comptabilisée au titre de l'exercice pour les stock-options qui leur ont été octroyées (cf. note 15.2).

Les membres du Conseil de Surveillance ont perçu 190 300 euros dont 138 400 euros de jetons de présence.

## Note 27 – Engagements hors bilan

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Avals et cautions	942	1 086

### Engagement vis-à-vis d'un fournisseur

La société Guerbet s'est engagée auprès d'un fournisseur à acquérir, de 2002 au 31/12/2008, 200 tonnes de principes actifs représentant une valeur de 33,6 millions de dollars. Au 31 décembre 2007, 17,6 tonnes restaient à acquérir pour une valeur de 2,7 millions de dollars, soit 1,9 millions d'euros au cours de clôture.

## Autres

Concernant la gestion du risque de taux, il existe 5 contrats d'échange de taux d'intérêts portant sur 35.4 M€ au 31.12.2007. Un contrat de swap a été négocié en 2007 pour un montant total 5 M€. Les transactions non amorties sont reprises selon le détail ci-dessous :

Date de mise en place	Date échéance	Type de contrat	Position Guerbet	Indices de référence	Taux du contrat	Devise	Notionnel
23/01/1998	01/02/2008	Swap	Achat	TAM	5,29%	€	3 048 980,34
03/02/2006	07/02/2011	Collar	Cap	Euribor 3 mois	4,47%	€	6 500 000,00
			Floor	Euribor 3 mois	2,70%		6 500 000,00
30/11/2006	04/12/2013	Swap	Achat	Euribor 3 mois	3,77%	€	12 857 142,86
03/02/2006	07/02/2011	Collar	Cap	Euribor 3 mois	4,00%	€	8.000 000,00
			Floor	Euribor 3 mois	2,70%	€	8.000 000,00
27/12/2007	27/12/2010	Swap	Achat	Euribor 1 mois	4,39%	€	5 000 000,00

Concernant la gestion du risque de change, il existe 9 contrats de couvertures non amortis au 31/12/07 pour 7,8 M € . Dix contrats de couverture à terme ont été négociés en 2007 sur le Réais Brésilien (dont 4,8 M€ non amortis au 31/12/07 suivant détail ci-dessous) et sur la livre Turque (dont 3 M€ non amortis au 31/12/07). Les transactions non amorties sont reprises selon le détail ci-dessous :

Date de mise en place	Échéance	Type	Spot de négociation	Strike	Montant en €	Montant en devises	Solde en devises
23/07/2007	01/01/2008	achat NDF	BRL	2,54 2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/04/2008	achat NDF	BRL	2,54 2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/07/2008	achat NDF	BRL	2,54 2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/10/2008	achat NDF	BRL	2,54 2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/01/2009	achat NDF	BRL	2,54 2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/04/2009	achat NDF	BRL	2,54 2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/07/2009	achat NDF	BRL	2,54 2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
24/10/2007	03/10/2008	Vente à terme	TRY	1,72 1,91	1 098 901	2 100 000	2 100 000
26/10/2007	30/10/2008	Vente à terme	TRY	1,71 1,90	1 892 844	3 600 000	3 600 000

Liste des covenants bancaires	Limite la plus stricte de l'ensemble des contrats	Situation de Guerbet au 31/12/2007
Dettes à long & moyen terme/Fonds propres	< 0,5	0,35
Dettes à long & moyen terme / MBA	< 2,5	1,49
Capitaux empruntés / Fonds propres	< 0,7	0,46
Capitaux empruntés / MBA	< 2,5	1,99
Capitaux empruntés / Résultat d'exploitation	< 5,0	2,14
Dettes nettes / Exc Brut d'exploitation	< 1,5	1,31
Dettes nettes / Fonds Propres	< 0,7	0,40
Dettes nettes/(RBE + Résultat financier)	< 4,0	2,05
Dettes nettes/ Résultat Opérationnel Courant	< 3,0	1,88
Fonds propres / Actifs immobilisés	> 0,8	1,04
Fonds propres / Total de bilan	> 0,3	0,48

#### Note 28 – Résultats par action et résultats dilués par action :

Résultat par action	31/12/2007	31/12/2006
Résultat net consolidé part du Groupe ( en Euros)	23 762 000	18 926 000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de l'exercice	2 990 457	2 985 518
	<b>7,91</b>	<b>6,34</b>

Résultat dilué par action	31/12/2007	31/12/2006
Résultat net consolidé part du Groupe (en Euros)	23 762 000	18 926 000
Economies annuelles de frais financiers nettes d'impôt, évaluées au taux du marché et résultant de la levée des options de souscription d'actions	197 209	194 806
Résultat net consolidé après dilution ( en Euros)	23 959 209	19 120 806
Nombre d'actions actuelles et futures	3 139 248	3 135 773
	<b>7,63</b>	<b>6,10</b>

#### Note 29 – Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est survenu depuis le 31 décembre 2007.

#### Note 30 – Affectation du résultat 2007

Le Directoire a arrêté les états financiers consolidés au 31 décembre 2007 lors de sa séance du 11 mars 2008. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires. Le Directoire proposera de distribuer un dividende net de 2,25 euros par action, à comparer à un dividende net de 2 euros par action en 2007. Le montant total des dividendes à distribuer s'élèvera à 7 511 K euros.

**Note 31 – Liste des sociétés consolidées**

<b>N° Siren</b>	<b>Société</b>	<b>Siège</b>	<b>% d'intérêt % de contrôle</b>
308 491 521	Guerbet SA	France	100 %
308 412 434	Simafex	France	100 %
332 789 346	SCI Kalb et Compagnie	France	100 %
	Codali	Belgique	100 %
	Laboratorios Farmaceuticos Guerbet SA	Espagne	100 %
	Martins & Fernandes	Portugal	100 %
	Guerbet AG	Suisse	100 %
	Guerbet Nederland BV	Pays-Bas	100 %
	Guerbet GmbH	Allemagne	100 %
	Guerbet AS	Turquie	100 %
	Guerbet Laboratories Ltd	Grande-Bretagne	100 %
	Guerbet Ges.m.b.H	Autriche	100 %
	Guerbet SpA	Italie	100 %
	Guerbet Produtos Radiologicos	Brésil	100 %
	Guerbet Mexicana	Mexique	100 %
	Guerbet Japan	Japon	100 %
	Guerbet Korea	Corée	100 %
	Guerbet Taiïwan Co.Ltd	Taiïwan	100 %
	Guerbet Asia Pacific Ltd	Hong Kong	100 %
	Guerbet LLC	USA	100 %
	Medex	France	100 %*

\* dont 40 % à acquérir en 2010 selon l'engagement réciproque entre Guerbet et un actionnaire minoritaire.

## 20.1.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Exercice clos le 31 décembre 2007**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société GUERBET relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note I. i) aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note I. i) donne une information appropriée.
- La société comptabilise des impôts différés sur déficits selon les modalités présentées dans la note I. v) aux états financiers. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à revoir les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. VERIFICATION SPECIFIQUE**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 mars 2008  
Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES  
Jean-Marc BASTIER

DELOITTE & ASSOCIES  
Christophe PERRAU



### 20.1.3 Comptes sociaux au 31 décembre 2007 – Etats Financiers

en milliers d'euros

ACTIF	NOTE	31.12. 07		31.12.06	
		Montants bruts	Amortis... ou provisions	Montants Nets	Montants nets
Brevets, marques et droits similaires		201	-	201	201
Autres immobilisations incorporelles		4 752	3 478	1 274	1 239
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>A</b>	<b>4 953</b>	<b>3 478</b>	<b>1 475</b>	<b>1 440</b>
Terrains		1 978	-	1 978	1 978
Constructions		45 464	30 298	15 167	15 537
Installations techniques, Matériel et outillage industriels		88 093	70 561	17 532	16 960
Autres immobilisations corporelles		26 834	19 535	7 298	3 739
Immobilisations en cours		35 675	-	35 675	21 406
Avances et acomptes		719	266	453	627
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>B</b>	<b>198 763</b>	<b>120 660</b>	<b>78 103</b>	<b>60 247</b>
Participations	<b>C</b>	51 324	8 481	42 843	37 570
Créances rattachées à des participations	<b>F</b>	9 639	300	9 339	11 428
Prêts	<b>D/F</b>	126	-	126	137
Autres immobilisations financières	<b>F</b>	8 897	-	8 897	8 847
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>69 986</b>	<b>8 781</b>	<b>61 205</b>	<b>57 982</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>273 702</b>	<b>132 919</b>	<b>140 783</b>	<b>119 668</b>
Stocks	<b>E</b>	57 046	2 139	54 907	53 708
Avances et acomptes		1 003	-	1 003	527
Clients et comptes rattachés	<b>F</b>	16 486	359	16 127	17 562
Autres créances d'exploitation	<b>F</b>	40 831	83	40 748	29 311
<b>TOTAL CREANCES D'EXPLOITATION</b>		<b>58 320</b>	<b>442</b>	<b>57 878</b>	<b>47 400</b>
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	<b>G</b>	6 112	-	6 112	4 629
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>		<b>121 478</b>	<b>2 581</b>	<b>118 897</b>	<b>105 738</b>
Charges constatées d'avance	<b>F</b>	799	-	799	449
Charges à répartir sur plusieurs exercices		-	-	-	-
Ecarts de conversion		2 329	-	2 329	1 743
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>398 308</b>	<b>135 500</b>	<b>262 808</b>	<b>227 598</b>

<b>PASSIF</b>	<b>NOTE</b>	<b>31.12.07</b>	<b>31.12.06</b>
Capital social		12 018	11 942
Primes d'émission		3 552	2 976
Réserve légale		1 194	1 188
Réserves réglementées		-	-
Autres réserves		52 015	52 015
Report à nouveau		41 767	31 876
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>22 027</b>	<b>15 859</b>
<b>SITUATION NETTE</b>		<b>132 573</b>	<b>115 856</b>
Provisions réglementées	I	5 768	4 293
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>H</b>	<b>138 341</b>	<b>120 149</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>J</b>	<b>14 056</b>	<b>14 298</b>
Emprunts obligataires convertibles		-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit hors concours bancaires courants		34 483	31 273
Concours bancaires courants et soldes créditeurs courants		10 583	5 228
Autres emprunts et dettes financières divers		609	659
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>		<b>45 675</b>	<b>37 160</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		29 898	25 549
Dettes fiscales et sociales		22 297	17 388
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 989	3 839
Autres dettes		5 053	8 036
<b>TOTAL DETTES D'EXPLOITATION ET DIVERSES</b>		<b>63 237</b>	<b>54 812</b>
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>K</b>	<b>108 912</b>	<b>91 972</b>
Produits constatés d'avance	K	76	13
Ecart de conversion		1 423	1 166
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>262 808</b>	<b>227 598</b>

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>NOTE</b>	<b>Exercice 2007</b>	<b>Exercice 2006</b>
Produits vendus en France		91 275	85 336
Produits vendus à l'étranger		140 886	118 493
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES PRODUITS</b>	<b>M</b>	<b>232 161</b>	<b>203 829</b>
Services et produits divers		777	436
Droits et redevances		726	766
Production immobilisée		-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges		1 663	327
Transferts de charges		-	-
Subventions d'exploitation	<b>N</b>	396	1 098
<b>TOTAL D'EXPLOITATION</b>	<b>PRODUITS</b>	<b>235 723</b>	<b>206 456</b>
Achats stockés de marchandises matières premières et autres approvisionnements		(79 409)	(78 912)
+ Stock Initial		(55 065)	(44 900)
- Stock Final		57 046	55 065
<b>CONSOMMATIONS L'EXERCICE</b>	<b>DE</b>	<b>(77 428)</b>	<b>(68 746)</b>
Achats non stockés, autres services et charges extérieures		(66 447)	(58 754)
Impôts, taxes et assimilés		(9 625)	(9 745)
Salaires et traitements		(36 660)	(35 393)
Charges sociales		(15 231)	(14 381)
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>		<b>(51 891)</b>	<b>(49 774)</b>
Amortissements		(8 411)	(7 917)
Provisions		(1 567)	(5 891)
<b>TOTAL D'EXPLOITATION</b>	<b>CHARGES</b>	<b>(215 369)</b>	<b>(200 827)</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>20 354</b>	<b>5 629</b>

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>NOTE</b>	<b>Exercice 2007</b>	<b>Exercice 2006</b>
Reprises sur provisions et transferts de charges		8 036	7 640
Intérêts et produits assimilés		8 633	18 131
Différences positives de change		1 526	1 617
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>18 195</b>	<b>27 388</b>
Amortissements et provisions		(4 595)	(4 652)
Intérêts et charges assimilées		(2 847)	(9 236)
Différences négatives de change		(1 052)	(1 794)
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>		<b>(8 494)</b>	<b>(15 682)</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>O</b>	<b>9 701</b>	<b>11 706</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>30 055</b>	<b>17 335</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		53	14
Produits exceptionnels sur opérations en capital		97	80
Reprises sur amortissements et provisions		1 479	61
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>1 629</b>	<b>155</b>
Charges sur opérations de gestion		(18)	(27)
Charges sur opérations en capital		(352)	(139)
Amortissements et provisions		(2 650)	(1 226)
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>(3 020)</b>	<b>(1 393)</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>P</b>	<b>(1 391)</b>	<b>(1 238)</b>
Participation des salariés		(1 892)	(357)
Impôts sur les bénéfices	<b>Q</b>	(4 745)	119
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>22 027</b>	<b>15 859</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<b>en millions d'euros</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Marge brute d'autofinancement	29,34	26,35
(Augmentation) diminution des stocks	(1,98)	(10,17)
(Augmentation) diminution du poste clients et comptes rattachés	0,76	(2,64)
Augmentation (diminution) du poste fournisseurs et comptes rattachés	4,32	2,82
Augmentation / diminution des autres actifs et passifs à court terme	(8,17)	(18,59)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation (A)</b>	<b>24,27</b>	<b>(2,23)</b>
Investissements liés à l'exploitation	(26,35)	(25,94)
Cessions d'immobilisations liées à l'exploitation	0,10	0,08
Diminution (augmentation) des immobilisations financières	0,27	10,92
<b>Flux de trésorerie affecté aux investissements (B)</b>	<b>(25,98)</b>	<b>(14,94)</b>
Augmentation de capital	0,65	0,48
Diminution du Report à Nouveau	-	-
Dividendes versés	(5,96)	(5,87)
Nouveaux emprunts à long terme	14,14	28,23
Remboursement d'emprunts	(10,99)	(12,41)
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement (C)</b>	<b>(2,16)</b>	<b>10,43</b>
<b>Variation nette de la trésorerie (A) + (B) + (C)</b>	<b>(3,87)</b>	<b>(6,74)</b>
<b>Trésorerie initiale</b>	<b>(0,60)</b>	<b>6,14</b>
<b>Trésorerie finale</b>	<b>(4,47)</b>	<b>(0,60)</b>

## **ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DE GUERBET DE L'EXERCICE 2007**

en milliers d'euros

### ***Introduction***

Le bilan est établi avant répartition : les dividendes dont le versement est proposé à l'Assemblée ne figurent donc pas dans les dettes.

### ***Règles et méthodes comptables***

Les comptes sont établis suivant les principes généraux conformément aux dispositions du Plan Comptable Général 1999 (Règl CRC 99-03).

Les nouvelles dispositions relatives à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs correspondant au règlement CRC 2004-06, sont appliquées depuis le 01 janvier 2004.

L'entrée en vigueur en 2005 des règlements CRC 2003-07 et 2002-10 relatifs à l'amortissement et la dépréciation des actifs n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes de l'exercice 2005.

#### **a) Estimations et jugements**

Pour l'établissement des états financiers, la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction de la société portent notamment sur l'évaluation des titres de participation.

#### **b) Immobilisations incorporelles**

- **Brevets et autorisation de mise sur le marché (AMM)**

Les brevets sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Les frais afférents aux brevets et AMM sont enregistrés en charges.

Les brevets sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité.

- **Marques**

Les marques acquises sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Conformément aux règlements n°2002-10 et 2004-06 sur les actifs pris par le Comité de Réglementation Comptable, les frais de dépôt et de renouvellement des marques sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les marques ne donnent lieu à aucun amortissement.

- **Droits commerciaux**

Les droits commerciaux ont été acquis moyennant le paiement d'une redevance calculée sur un chiffre d'affaires pendant une certaine durée.

Ils ont été comptabilisés à l'origine sur la base d'une estimation des redevances à verser, et amortis sur 5 ans.

- **Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche sont enregistrés en charges au titre de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement s'il est possible de démontrer l'ensemble des critères ci-après :

- intention et capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à la société ;
- coût de cet actif évaluable avec fiabilité.

Ces critères n'étant pas actuellement tous réunis, les frais de développement sont enregistrés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

- **Autres immobilisations incorporelles**

Les autres immobilisations incorporelles comprennent, pour l'essentiel, des logiciels. Ces logiciels sont amortis sur 3 ans. Bénéficiant des possibilités d'amortissements sur 12 mois offertes par la législation fiscale pour les logiciels, des amortissements dérogatoires ont été constatés. Ils représentent la quote-part d'amortissement supplémentaire par rapport aux amortissements économiques.

### **c) Immobilisations corporelles**

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilité selon le mode linéaire, ce qui correspond en moyenne aux durées suivantes :

- Constructions : 20 ans.
- Aménagements, agencements : 10 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : 5 à 10 ans.
- Autres immobilisations corporelles : 5 à 10 ans.

Pour toutes les acquisitions antérieures et ce jusqu'au 31 décembre 1997, puis à nouveau à partir du 1er janvier 2002, toutes les possibilités offertes par la législation fiscale en matière d'amortissements dégressifs et exceptionnels sont utilisées. Le différentiel entre les amortissements dégressifs et linéaires est considéré comme dérogatoire.

Les immobilisations corporelles peuvent faire l'objet de dépréciations éventuelles en fonction de l'utilisation des biens par Guerbet.

### **d) Immobilisations financières**

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et éventuellement dépréciés en fonction de leur valeur d'utilité. Les principaux critères retenus sont la quote-part de situation nette, l'évolution du chiffre d'affaires et la rentabilité durable.

Les autres immobilisations financières figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure.

### **e) Stocks et en cours**

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au coût d'entrée moyen pondéré. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à ce coût, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Des provisions sont également constituées sur les stocks qui présentent un faible taux de rotation.

Les stocks de produits en cours et finis sont valorisés au coût de revient incorporant les frais directs et indirects de production, à l'exclusion des frais de siège, financiers ou commerciaux. Une provision pour dépréciation est constituée en fonction du taux de rotation des stocks et lorsque les produits risquent de ne pas être vendus avant péremption ou d'être vendus à perte.

#### **f) Clients et comptes rattachés**

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles sont dépréciées, le cas échéant, en fonction des risques grevant leur recouvrabilité.

La société a recours à la titrisation de créances. Cette opération consiste pour une entreprise à céder des créances qu'elle détient sur sa clientèle à une entité (spécifiquement créée pour l'occasion) qui finance l'acquisition de ces créances par l'émission de titres sur les marchés de capitaux.

Comptablement, la titrisation s'analyse comme une cession de créances :

- les créances cédées disparaissent du bilan du cédant,
- l'ensemble des frais entraînés par l'opération constitue des charges de l'exercice au cours duquel a lieu l'opération

#### **g) Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire de ces titres, déterminée sur la base de leur valeur probable de négociation, c'est-à-dire leur valeur liquidative à la clôture de l'exercice, est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### **h) Instruments financiers**

Les primes payées dans le cadre des options de taux d'intérêt sont inscrites à l'actif du bilan lors de l'acquisition de l'option et rapportées au compte de résultat prorata temporis sur la durée du contrat. Les charges éventuelles sur la variation du taux d'intérêt sont provisionnées.

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux qui découlent de son activité industrielle et commerciale, Guerbet utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés. La politique de Guerbet est de ne pas opérer sur les marchés à des fins spéculatives.

#### **i) Conversion des éléments en devises**

GUERBET centralise la gestion des risques de change de ses filiales françaises.

Les dettes et les créances libellées en devises, hors de la zone euro, sont converties au taux en vigueur au 31 décembre. Les différences de change latentes dégagées à cette occasion sont comptabilisées au bilan dans les écarts de conversion. Guerbet couvre ses risques de change par des contrats à terme ou des options sur devises. Les provisions éventuelles pour perte de change tiennent compte de ces couvertures.

Les résultats sur opérations d'options en devises sont comptabilisés à l'échéance de l'option dans la mesure où elles couvrent des opérations commerciales postérieures à la clôture de l'exercice. La prime payée est inscrite à l'actif du bilan jusqu'à l'échéance de l'option.

#### **j) Provisions réglementées**

Selon les dispositions légales, les provisions réglementées sont constituées :

- de provisions pour investissement ( en liaison avec la participation des salariés),
- de provisions pour amortissements dérogatoires.

Les amortissements dérogatoires sont calculés selon la méthodologie explicitée en b) et c) pour les immobilisations incorporelles et corporelles.



### k) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges constatées correspondent aux passifs répondant aux critères suivants :

- le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise,
- l'incidence économique est négative pour la société, c'est-à-dire que ce passif s'analyse comme une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### l) Engagements d'indemnités de départ en retraite

Les engagements d'indemnités de départ en retraite sont comptabilisés en provisions pour risques. S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Celle-ci consiste à se baser sur les indemnités qui seront versées aux salariés au moment probable de leur départ en retraite en tenant compte de la pyramide des âges, du taux de rotation du personnel et du taux de survie déterminé à partir des tableaux officiels par tranche d'âge. Les montants obtenus sont revalorisés en fonction d'hypothèses d'inflation et de promotion et actualisés pour tenir compte de la date à laquelle les indemnités seront effectivement versées.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont portés en totalité en résultat. Ces évaluations sont réalisées une fois par an, pour tous les régimes.

### m) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des avantages et des risques liés à la propriété des biens.

### n) Subventions d'investissement

Selon la possibilité qu'offre le PCG, la reprise des subventions d'investissement qui finance une immobilisation amortissable, s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'acquisition acquise ou créée au moyen de la subvention.

## Note A - Immobilisations incorporelles

### 1 - Valeurs brutes

	2007	2006
<b>Immobilisations incorporelles au 1er janvier</b>	<b>4 489</b>	<b>11 715</b>
Augmentations	954	632
Diminutions	(490)	(7 858)
<b>Immobilisations incorporelles au 31 décembre</b>	<b>4 953</b>	<b>4 489</b>

En 2007, l'augmentation et la diminution des valeurs brutes correspondent pour l'essentiel à des acquisitions de logiciels.

## 2- Amortissements et provisions

	2007	2006
<b>Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles au 1er janvier</b>	<b>3 049</b>	<b>10 452</b>
Dotations	461	455
Reprises	(32)	(7 858)
<b>Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles au 31 décembre</b>	<b>3 478</b>	<b>3 049</b>

### Note B - Immobilisations corporelles

#### 1 - Valeurs brutes

	31/12/06	Augmentations 2007	Diminutions 2007	31/12/07
Terrains	1 978	-	-	1 978
Constructions	43 496	1 997	29	45 464
Installations techniques, matériel et outillage industriels	83 871	4 650	428	88 093
Autres immobilisations corporelles	22 031	5 115	312	26 834
Immobilisations corporelles En cours	21 406	14 269	-	35 675
Avances et acomptes	892	-	173	719
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>173 674</b>	<b>26 031</b>	<b>942</b>	<b>198 763</b>

	31/12/05	Augmentations 2006	Diminutions 2006	31/12/06
Terrains	1 487	491	-	1 978
Constructions	37 841	6 586	931	43 496
Installations techniques, matériel et outillage industriels	79 115	8 317	3 560	83 871
Autres immobilisations corporelles	20 488	1 913	371	22 031
Immobilisations corporelles En cours	13 269	8 137	-	21 406
Avances et acomptes	1 033	-	141	892
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>153 233</b>	<b>25 444</b>	<b>5 003</b>	<b>173 674</b>

L'augmentation nette des immobilisations corporelles en cours de 14,3 M€ en 2007 et de 8,2 M€ en 2006 correspond :

- aux projets d'accroissement de capacité de nos usines d'Aulnay et de Lanester ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité et de la mise en conformité de ces sites,
- au transfert de production de principes actifs d'Aulnay à Lanester.

## 2- Amortissements

	2007	2006
<b>Amortissements sur immobilisations corporelles au 1er janvier</b>	<b>113 162</b>	<b>110 438</b>
Dotations	7 951	7 462
Reprises	(719)	(4 738)
<b>Amortissements sur immobilisations corporelles au 31 décembre</b>	<b>120 394</b>	<b>113 162</b>

Les provisions sur immobilisations non incluses dans le tableau ci-dessus se montent à 266K€ au 31/12/2007 et portent sur les avances et acomptes sur immobilisations. Elles représentaient le même montant au 31/12/2006.

### Note C - Participations

	2007	2006
Valeur brute des titres de participation	51 324	49 413
Provisions pour dépréciation des titres de participation	(8 481)	(11 843)
Valeur nette des titres de participation	42 843	37 570

Ces montants correspondent aux titres détenus au 31 décembre. Les informations financières par filiales et autres participations sont détaillées dans le tableau « liste des filiales et participations ».

En 2007, la variation de la valeur brute des titres de participation provient principalement de l'augmentation du capital de Guerbet Japan (+1,9M€).

### Note D - Prêts

	2007	2006
Prêts	126	137

La diminution marginale porte sur des prêts au personnel.

## Note E - Stocks

	2007	2006
<b>Matières premières, approvisionnements</b>		
Montant brut	11 034	11 984
Provisions	(430)	(331)
<b>Montant net</b>	<b>10 604</b>	<b>11 653</b>
<b>Produits intermédiaires et finis</b>		
Montant brut	39 019	35 807
Provisions	(1 491)	(929)
<b>Montant net</b>	<b>37 528</b>	<b>34 878</b>
<b>Marchandises</b>		
Montant brut	6 994	7 274
Provisions	(219)	(97)
<b>Montant net</b>	<b>6 775</b>	<b>7 177</b>
<b>Montant net total</b>	<b>54 907</b>	<b>53 708</b>

## Note F - Etat des échéances des créances

	2007			2006
	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Créances rattachées à des participations	9 639	7 450	2 189	11 859
Prêts	126	-	126	137
Autres immobilisations financières (1)	8 897	-	8 897	8 847
Clients douteux ou litigieux	407	407	-	479
Autres créances clients (2)	6 890	6 890	-	9 104
Effets à l'encaissement	9 189	9 189	-	8 406
Personnel et comptes rattachés	113	113	-	203
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	22	22	-	20
Etat, impôt sur les bénéfices	-	-	-	3 212
Etat, taxe sur la valeur ajoutée	4 520	4 520	-	4 487
Etat, autres impôts et taxes	1 221	1 221	-	-
Etat, créances diverses	-	-	-	-
Groupe et associés (3)	34 502	34 502	-	21 358
Débiteurs divers	452	452	-	932
Charges constatées d'avance	799	789	10	449
<b>Total général</b>	<b>76 777</b>	<b>65 555</b>	<b>11 222</b>	<b>69 493</b>

Titrisation :

- (1) Un programme de titrisation de créances commerciales a été mis en place dans le groupe Guerbet au cours de l'exercice 2004. Guerbet a déposé à ce titre une garantie de 8 500 K€ auprès de l'organisme cessionnaire des créances.

- (2) L'encours Client est diminué du montant des cessions de créances acquises par le programme du cessionnaire.  
 Au 31 décembre 2007, le montant des créances cédées est de 9 514 K€. Le risque réel relatif au recouvrement des créances n'est pas transféré totalement au cessionnaire.
- (3) L'augmentation du poste Groupe et associés provient essentiellement du netting et du cash pooling de nos filiales.

#### Note G – Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les VMP sont, en partie, constituées de 5 107 actions propres pour une valeur brute de 170 K€. En 2007, aucun mouvement d'actions propres n'a été enregistré.

La valeur de marché de l'action Guerbet est de 140,00 Euros au 31 décembre 2007, soit une valorisation globale en prix de marché de 715 K€. Par conséquent, aucune provision n'est constatée au 31/12/2007.

Les autres VMP sont constituées de SICAV monétaires et de Bons à Moyen Terme Négociables, dont la valeur brute globale est de 3 595 K€ au 31 décembre 2007 :

		Sicav 1	Sicav 2	Sicav 35	B.M.T.N	Total
<b>Solde 2005</b>	Nombre	10 224	12 091	-	21	
	Valeur	2 091	3 519	-	3 485	<b>9 095</b>
<b>Achats 2006</b>	Nombre	384 194	-	7	12	
	Valeur	79 485	-	1 670	1 925	<b>83 080</b>
<b>Ventes 2006</b>	Nombre	394 418	12 091		21	
	Valeur	81 576	3 519		3 485	<b>88 580</b>
<b>Solde 2006</b>	Nombre	-	-	7	12	
	Valeur	-	-	1 670	1 925	<b>3 595</b>
<b>31/12/2006</b>	Valeur	-	-	1 675	1 939	<b>3 614</b>
<b>Achats 2007</b>	Nombre	234 632	-	-	-	
	Valeur	49 960	-	-	-	<b>49 960</b>
<b>Ventes 2007</b>	Nombre	234 632	-	-	-	
	Valeur	49 960	-	-	-	<b>49 960</b>
<b>Solde 2007</b>	Nombre	-	-	7	12	
	Valeur	-	-	1 670	1 925	<b>3 595</b>
<b>31/12/2007</b>	Valeur	-	-	1 741	2 014	<b>3 755</b>

La valorisation globale en prix de marché de ces SICAV monétaires et de ces B.M.T.N. est de 3 755 K€. Par conséquent, aucune provision n'est constatée au 31/12/2007.

## Note H - Capitaux propres

Les capitaux propres de Guerbet ont évolué comme suit :

	2007	2006
<b>Capitaux propres au début de l'exercice</b>	<b>120 149</b>	<b>108 520</b>
Dividendes distribués	(5 971)	(5 937)
Dividendes portés en report à nouveau	10	65
Augmentation capital social et prime d'émission	652	477
Diminution report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	22 027	15 859
Provisions réglementées	1 474	1 165
<b>Capitaux propres à la fin de l'exercice</b>	<b>138 341</b>	<b>120 149</b>

Les actions de Guerbet ont évolué comme suit :

	2007
<b>Nombre d'actions au début de l'exercice</b>	<b>2 985 518</b>
Augmentation par levée de stocks-options (1)	19 051
<b>Nombre d'actions à la fin de l'exercice</b>	<b>3 004 569</b>

(1) Voir note U – Options de souscription et d'achats d'actions

## Note I - Provisions réglementées

	31/12/05	Dotations 2006	Reprises 2006	31/12/06	Dotations 2007	Reprises 2007	31/12/07
Provision pour investissement	516	-	-	516	-	274	242
Provision pour amortissements dérogatoires	2 612	1 226	61	3 777	2 650	901	5 526
<b>Total</b>	<b>3 128</b>	<b>1 226</b>	<b>61</b>	<b>4 293</b>	<b>2 650</b>	<b>1 175</b>	<b>5 768</b>

## Note J - Provisions pour risques et charges

	31/12/05	Dot. 2006	Reprises 2006 (provision utilisée/ reclassée)	Reprises 2006 (provision non utilisée)	31/12/06	Dot. 2007	Reprises 2007 (provision utilisée/ reclassée)	Reprises 2007 (provision non utilisée)	31/12/07
Indemnités de départ en retraite (1)	6 521	4 012		-	10 533	-	682		9 851
Entreprises liées (2)	2 814	-	2 814	-	-	-	-	-	-
Couvertures de taux	123	55	123	-	55	37	55	-	37
Risque de change	524	1 743	524	-	1 743	2 329	1 743	-	2 329
Clients	362			-	362	162	-	-	524
Engagement d'achat de principes actifs	-	1 047		-	1 047	-	355	-	692
Autres	305	323	70	-	558	522	248	209	623
<b>Total</b>	<b>10 649</b>	<b>7 180</b>	<b>3 531</b>	<b>-</b>	<b>14 298</b>	<b>3 050</b>	<b>3 083</b>	<b>209-</b>	<b>14 056</b>

(1) Les principales hypothèses actuarielles appliquées pour l'évaluation de la provision des indemnités de départ en retraite, sont les suivantes :

Taux d'actualisation financière :

En 2006 et en 2007, courbe de taux 0-coupon de l'Institut des actuaires pour tenir compte des différentes maturités

En 2005, taux uniforme de 4,1%.

Taux de rotation :

En 2006 et en 2007, application de tables de taux établies à partir des statistiques des 6 dernières années et selon les axes d'analyse suivants : statut et âge du salarié ;

En 2005, taux uniforme de rotation de 3 %.

Application de taux de rotation statistiques différenciés selon les statuts et les âges, au lieu d'un taux de rotation unique contribue à hauteur de 70 % à ces écarts actuariels.

Taux d'augmentation des salaires :

Entre 2,5% et 3,5% selon les statuts

Taux de mortalité

Application de la table I.N.S.E.E.

(1) dont 406 KE de provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2007 pour les mandataires sociaux. L'entreprise n'a pas d'engagements en matière de pensions, de compléments de retraite ou d'avantages similaires pour son personnel et ses mandataires sociaux.

(2) Pour les entreprises liées, une analyse est faite à chaque fin d'exercice afin de comparer la valeur nette comptable des titres de participation par rapport à la situation nette retraitée des amortissements des fonds de commerce. Les provisions pour risques et charges concernant les entreprises liées sont destinées à couvrir la quote-part de situation nette négative retraitée détenue.

**Note K - Etat des échéances des dettes**

	2007				2006
	Montant Brut	1 an au plus	+ d'un an - 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	10 583	10 583	-	-	5 228
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	34 483	987	3 016	30 480	31 273
Emprunts et dettes financières diverses	609	63	546	-	659
Fournisseurs et comptes rattachés	29 898	29 898	-	-	25 549
Personnel et comptes rattachés	13 022	11 130	-	1 892	11 388
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	6 271	6 271	-	-	5 291
Etat : impôt sur les bénéfices	2 961	2 961	-	-	-
Etat : TVA	-	-	-	-	-
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	42	42	-	-	709
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 989	5 989	-	-	3 839
Groupe et associés	3 635	3 635	-	-	5 670
Autres dettes	1 418	1 418	-	-	2 365
Produits constatés d'avance	77	77	-	-	14
	<b>108 988</b>	<b>73 054</b>	<b>3 562</b>	<b>32 372</b>	<b>91 985</b>



**Note L - Produits à recevoir et charges à payer**

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>Produits à recevoir</b>		
Créances rattachées à des participations	91	123
Clients et comptes rattachés	28	4
Autres créances	448	524
Banques, établissements financiers	14	1
<b>Total</b>	<b>581</b>	<b>652</b>

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>Charges à payer</b>		
Emprunts et dettes financières	225	185
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 208	8 507
Dettes fiscales et sociales	15 400	13 440
Autres dettes	1 281	1 878
Intérêts courus sur découvert	108	88
<b>Total</b>	<b>29 222</b>	<b>24 098</b>

**Note M -Chiffre d'affaires produits**

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
France avec DOM-TOM	92 096	86 483
Europe hors France	94 790	75 329
<b>Europe avec France</b>	<b>186 886</b>	<b>161 812</b>
Asie	12 422	11 875
Amérique Latine	14 381	14 275
Amérique du Nord	7 135	5 372
Autres pays	11 337	10 495
<b>Total</b>	<b>232 161</b>	<b>203 829</b>

**Note N –Subvention d'exploitation**

Un dossier de demande d'aide pour le projet de recherche franco-allemand « Iseult » a été déposé auprès d'OSEO. Il est en attente d'approbation par la Commission Européenne. La convention d'aide prévoit un financement de la moitié des dépenses engagées dont 39 % sous forme d'avances remboursables et 61 % sous forme de subvention. Le montant des dépenses engagées au 31 décembre 2007 par Guerbet pour ce projet s'élevait à 7,8 millions d'euros. Un produit éventuel de 2,4 millions d'euros, qui pourrait être perçu pour les dépenses déjà engagées, n'a pas été comptabilisé. Il correspond au montant de la seule subvention (61 % de l'aide).

## Note O - Résultat financier

	2007	2006
Dividendes	6 577	16 091
Intérêts	(551)	(67)
Résultat de change	(145)	(1 489)
Provision nette sur titre de participation	4 003	4 142
Abandon de créances (1)	(260)	(7 248)
Autres	77	277
<b>Total</b>	<b>9 701</b>	<b>11 706</b>

(1) Voir note T – Entreprises liées

## Note P - Résultat exceptionnel

	2007	2006
Analyse du résultat exceptionnel		
Reprise frais de restructuration	-	-
Reprise nette sur provisions réglementées	(1 475)	(1 165)
Charge nette sur immobilisations	47	(44)
Autres	37	(29)
<b>Total</b>	<b>(1 391)</b>	<b>(1 238)</b>

## Note Q - Impôts sur les bénéfices

Depuis 1988, le Groupe a opté pour l'intégration fiscale. Les sociétés suivantes font partie du périmètre de l'intégration fiscale : GUERBET et SIMAFEX.

Les charges d'impôt sont supportées comptablement par les Sociétés intégrées (filiales et mère) comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les économies réalisées par le Groupe d'intégration fiscale non liées aux déficits (rectifications liées à certaines opérations intra-groupe) sont conservées chez la Société mère et constatées chez celle-ci en produits. Les crédits d'impôt recherche, formation, apprentissage et famille sont réalloués aux sociétés qui les ont générés. Les économies d'impôt résultant des déficits fiscaux des filiales leur seront réallouées par imputation sur leurs bénéfices fiscaux ultérieurs.

Le bénéfice fiscal d'ensemble au taux normal du groupe d'intégration fiscale s'élève pour l'année 2007 à 23,30 M€.

La charge d'impôt du groupe d'intégration fiscale s'élève à 5,84 M€ après imputation des crédits d'impôt dont celui du crédit d'impôt recherche pour 1,8 M€. Cette charge d'impôt due par le Groupe d'intégration fiscale étant supérieure aux acomptes versés, la dette sur l'état est inscrite en «dettes fiscales et sociales» pour 2,96 M€.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat s'analyse ainsi :

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Charge d'impôt du groupe	(5 836)	(1 616)
Charge d'impôt en provenance des filiales Intégrées	1 226	1 887
Economie d'impôt réallouée aux filiales Intégrées	(135)	(152)
Autre charge d'impôt		
<b>Charge d'impôt de la société tête de groupe</b>	<b>(4 745)</b>	<b>119</b>

En l'absence d'intégration fiscale, la charge d'impôt, hors crédits d'impôt, aurait été de 6,80 M€ en 2007 et de 1,4 M€ en 2006.

La charge d'impôt de la société tête de groupe se répartit ainsi :

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
I.S. sur résultat courant	5 492	723
I.S. sur résultat exceptionnel	(747)	(842)
<b>Charge d'impôt de la société tête de groupe</b>	<b>(4 745)</b>	<b>119</b>

#### **Charges non déductibles visées à l'article 39-4 du CGI**

Pour l'exercice 2007, les charges de ce type supportées par GUERBET correspondent à des amortissements de voitures de tourisme pour un montant de 102 K€.

#### **Note R - Situation fiscale latente**

La situation fiscale latente de GUERBET a été calculée sur la base de l'intégration fiscale à compter de l'exercice 1988. De ce fait, les impôts payés d'avance résultant du décalage entre la comptabilisation de certains produits et charges et leur incorporation dans le résultat fiscal, et les impôts à payer sur des éléments de capitaux propres (provisions réglementées) ont été déterminés pour l'ensemble des sociétés intégrées fiscalement.

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Impôts nets latents sur différences temporaires (impôts payés d'avance) (1)	5 333	5 011
Impôts latents sur capitaux propres (impôts à payer)	2 287	1 762

Ces impôts latents ont été calculés au taux de 33 1/3 % majoré de la contribution sociale.

(1) dont 238 KE d'impôt payé d'avance sur engagement d'achat de principes actifs en 2007

**Note S - Effet de l'application des règles fiscales sur le résultat de l'Exercice**

Afin de bénéficier de certaines dispositions fiscales, la Société est tenue de comptabiliser au compte de résultat (résultat exceptionnel) des écritures qui ne présentent pas le caractère de charges ou de produits comptables.

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Résultat avant impôts	26 772	15 740
Dotation ou reprise nette de provisions réglementées et d'amortissements dérogatoires	(1 475)	(1 165)
Résultat corrigé avant impôts	28 247	16 905

**Note T - Entreprises liées**

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>Immobilisations financières</b>		
Participations	50 777	48 563
Créances rattachées à des participations	9 584	11 797
<b>Clients</b>	41	1 095
<b>Créances</b>		
Autres créances	260	-
Comptes courants financiers	34 502	21 290
<b>Provisions pour risques et charges</b>	-	-
<b>Dettes</b>		
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Dettes fournisseurs	209	699
Dettes sur immobilisations	72	72
Autres dettes	188	901
Comptes courants financiers	3 636	5 701
<b>Produits d'exploitation</b>		
Vente de biens	116 882	94 665
Prestations de services	661	404
Autres produits	-	-
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises et matières premières	(18 027)	(21 389)
Achats non stockés, autres services	(4 144)	(2 229)
Impôts et taxes	-	-
<b>Produits financiers</b>		
Dividendes	6 579	16 091
Autres intérêts et produits assimilés	1 783	1 438
Reprises sur provisions et transferts de charges	6 232	6 993
Différences positives de change	-	50
<b>Charges financières</b>		
Dotations sur amortissements et provisions	2 229	(2 851)
Intérêts et charges assimilées	(290)	(496)
Abandons de créances	(260)	(7 248)
Différences négatives de change	-	(90)
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Dotations sur amortissements et provisions	-	-
Abandons de créances	-	-

**Abandons de créances consentis aux entreprises liées et mis en œuvre au cours de l'exercice 2007 :**

- au profit de GUERBET MEXICANA pour un montant de 260 000 Euros,

## Note U – Options de souscription et d'achat d'actions

Le personnel de la société et de ses filiales bénéficie d'options de souscription d'actions et d'options d'achat d'actions. Au titre des opérations en cours au 31 décembre 2007, le personnel a la faculté de souscrire 134 679 actions à un prix moyen pondéré de 74,44 euros.

Sur les 134 679 actions, la part réservée aux mandataires sociaux représente 40 985 actions à un prix moyen pondéré de 63,82 euros.

### INFORMATIONS DETAILLEES SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT

PLANS D'OPTIONS	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6	Plan n° 7
Date d'Assemblée Générale	19.05.2001	19.05.2001	19.05.2001	16.11.2002	16.11.2002	16.11.2002	
Date du Conseil d'Administration	18.05.2001						
Date du Directoire		22.11.2001	26.08.2002	25.02.2003	23.09.2003	26.07.2005	25.09.2007
Nombre total d'options attribuées	7 500	25 000	37 700	3 900	19 200	106 950	7 000
dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les mandataires sociaux (1)	0	25 000	0	0	13 200	14 000	5 000
Nombre de mandataires concernés	0	4	0	0	3	6	1
Point de départ d'exercice des options	18.05.2001	22.11.2003 (8)	26.08.2004 (8)	25.02.2005 (8)	23.09.2005 (8)	26.07.2007 (8)	25.09.2007 (8)
Date d'expiration	17.05.2008	21.11.2008	25.08.2009	24.02.2010	22.09.2010	25.07.2012	24.09.2017
Prix de souscription	17,85 €	22,27 €	32,94 €	32,24 €	37,16 €	82,91 €	150,22 €
Nombre total d'options annulées depuis l'attribution	0	0	7 200	1 200	0	9 325	-
Nombre total d'actions souscrites depuis l'attribution	6 225 (2)	17 875 (3)	21 696 (4)	1 650 (5)	6 000 (6)	1 400 (7)	-
Nombre total d'options restantes	1 275	7 125	8 804	1 050	13 200	96 225	7 000

(1) Mandataires sociaux au sens de la loi N.R.E. et au moment de l'attribution

(2) 2 100 options exercées en 2003 + 3 450 options exercées en 2005 + 675 options exercées en 2006

(3) 5 000 options exercées en 2004 + 7 830 options exercées en 2005 + 5 045 options exercées en 2007

(4) 1 200 options exercées en 2004 + 4 080 options exercées en 2005 + 8 960 options exercées en 2006 + 7 456 options exercées en 2007

(5) 350 options exercées en 2006 + 1 300 options exercées en 2007

(6) 2 000 options exercées en 2005 + 4 000 options exercées en 2007

(7) 150 options exercées en 2006 (2 cas de dérogation à l'indisponibilité fiscale – art 91 ter du CGI) + 1 250 options exercées en 2007 (1 cas de dérogation à l'indisponibilité fiscale)

(8) Ces plans comportent des clauses d'incessibilité des titres durant deux années

Au 31 décembre 2007, 134 679 options de souscription sont en cours de validité. Si toutes ces options étaient exercées, le nombre d'actions nouvelles à émettre serait de 134 679 et donnerait un nombre total de 3 139 248 actions. Ces actions nouvelles représenteraient une augmentation des fonds propres de 10 025 355 Euros.

Le résultat dilué net par action calculé pour tenir compte de l'effet dilutif des options de souscription d'action offertes au personnel ressort à 7,15 Euro pour l'exercice 2007.

### Options d'achat d'actions

Un plan d'options d'achat d'actions, mis en place par le Directoire dans sa séance du 26 juillet 2005, dont la date d'expiration est le 25 juillet 2012, est toujours en cours. Ce plan concerne un bénéficiaire, mandataire social, et porte sur l'attribution d'une option d'achat de 5.107 actions de la société Guerbet au prix d'achat de 82,91 Euros.

### Note V - Eléments susceptibles d'engendrer des risques de marché

La juste valeur des instruments de trésorerie est de 0,25M€ pour les couvertures de taux et de – 0,03M€ pour les couvertures de change.

Concernant la gestion du risque de taux, il existe 5 contrats d'échange de taux d'intérêts portant sur 35,4 M€ au 31.12.2007. Un contrat de swap a été négocié en 2007 pour un montant total 5 M€. Les transactions non amorties sont reprises selon le détail ci-dessous :

Date de mise en place	Date échéance	Type de contrat	Position Guerbet	Indices de référence	Taux du contrat	Devise	Notionnel
23/01/1998	01/02/2008	Swap	Achat	TAM	5,29%	€	3 048 980,34
03/02/2006	07/02/2011	Collar	Cap	Euribor 3 mois	4,00%	€	6 500 000,00
			Floor	Euribor 3 mois	2,70%		6 500 000,00
30/11/2006	04/12/2013	Swap	Achat	Euribor 3 mois	3,77%	€	12 857 000,86
03/02/2006	07/02/2011	Collar	Cap	Euribor 3 mois	4,47%	€	8 000 000,00
			Floor	Euribor 3 mois	2,70%	€	8 000 000,00
27/12/2007	27/12/2010	Swap	Achat	Euribor 1 mois	4,39%	€	5 000 000,00

Concernant la gestion du risque de change, il existe 9 contrats de couvertures non amortis au 31/12/07 pour 7,8 M €. Dix contrats de couverture à terme ont été négociés en 2007, sur le Réais Brésilien (dont 4,8 M€ non amortis au 31/12/07 suivant détail ci-dessous) et sur la livre Turque (dont 3 M€ non amortis au 31/12/07). Les transactions non amorties sont reprises selon le détail ci-dessous :

Date de mise en place	Échéance	Type	Spot de négociation	Strike	Montant en €	Montant en devises	Solde en devises	
23/07/2007	01/01/2008	achat NDF	BRL	2,54	2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/04/2008	achat NDF	BRL	2,54	2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/07/2008	achat NDF	BRL	2,54	2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/10/2008	achat NDF	BRL	2,54	2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/01/2009	achat NDF	BRL	2,54	2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/04/2009	achat NDF	BRL	2,54	2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
23/07/2007	01/07/2009	achat NDF	BRL	2,54	2,69	691 398	1 859 861	1 859 861
24/10/2007	03/10/2008	Vente à terme	TRY	1,72	1,91	1 098 901	2 100 000	2 100 000
26/10/2007	30/10/2008	Vente à terme	TRY	1,71	1,90	1 892 844	3 600 000	3 600 000

#### Note W - Rémunérations allouées aux mandataires sociaux

	2007	2006
Rémunérations allouées aux mandataires sociaux	493	522

Il s'agit des rémunérations perçues au titre de leur fonction de mandataires sociaux et au titre de leur fonction salariée.

#### Note X - Effectif moyen employé pendant l'exercice

	2007	2006
Ouvriers, employés	178	168
Techniciens, agents de maîtrise	399	393
Cadres	202	205
<b>Effectif moyen</b>	<b>779</b>	<b>766</b>



**Note Y - Engagements hors bilan :****Engagements donnés :**

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Avals et cautions et autres engagements donnés aux tiers pour le compte des entreprises liées	10 133	20 976
Avals et cautions donnés aux tiers et autres engagements	181	169
Créances cédées dans le cadre de la titrisation	9 514	9 107
Engagements de crédit bail immobilier et mobilier	986	2 527
• dont redevances à moins d'un an:	883	1 541
• dont redevances entre un et cinq ans	103	986
• dont redevances à plus de cinq ans	-	-
Dettes assorties de garanties	-	-
<b>Total</b>	<b>20 814</b>	<b>32 779</b>

	<b>Redevances de crédit-bail payées en 2007</b>	<b>Redevances payées cumulées au 31 Décembre 2007</b>
Sur crédits-bails immobiliers	185	1 907
Sur crédits-bails mobiliers	1 356	8 577
<b>Total</b>	<b>1 541</b>	<b>10 484</b>

L'immeuble de Gonesse a fait l'objet d'un crédit-bail sur 15 ans dont la levée d'option d'achat a été réalisée en 2007 pour un prix de cession de 0,15 Euro.

Un bâtiment de Lanester fait l'objet d'un crédit-bail sur 8 ans.

Les éléments financiers afférents aux biens mobiliers et immobiliers en crédits-bails sont les suivants :

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Valeur des biens mobiliers et immobiliers	9 255	11 802
Dotations aux amortissements si les biens avaient été acquis par l'Entreprise	941	1 126
Valeurs résiduelles des biens en fin de contrat	0,3€	0,5€

Pour 2007, le détail de ces biens en crédits-bails par nature se présente comme suit :

<b>Poste du Bilan</b>	<b>Coût d'entrée</b>	<b>Dotations aux amortissements de l'exercice</b>	<b>Dotations aux amortissements cumulés</b>	<b>Valeur nette</b>
Terrain	2	-	-	2
Bâtiment	1 845	94	681	1 164
Installat. techniques matériel et outillage	7 408	847	5 077	2 331
<b>Total</b>	<b>9 255</b>	<b>941</b>	<b>5 758</b>	<b>3 497</b>

Enfin, la société Guerbet s'était engagée en 2002 à acquérir, avant le 31 décembre 2008, 200 tonnes de principes actifs à acquérir auprès d'un fournisseur, représentant une valeur de 33,6 millions de dollars. Au 31 décembre 2007, 17,6 tonnes restaient à acquérir pour une valeur de 2,7 millions de dollars, soit 1,9 M€ au cours de clôture de l'exercice.

#### **Note Z - Autres informations**

1. Le nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du Droit Individuel à la Formation, s'élève à 52 775 heures. Le nombre d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande représente 52 133 heures.
2. Les coûts de développements, qui ne sont pas activés, sont comptabilisés en charges pour 21 807KE au titre de l'exercice 2007.

#### **Note Z bis - Evénements postérieurs à la clôture**

Il n'existe aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice 2007

## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

En milliers d'euros

INFORMATIONS FINANCIERES											
Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation	Capital	Capitaux propres hors capital et résultat	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances accordés	Cautions et avals	Chiffre d'affaires Produits	Dividendes	Résultat dernier exercice clos	
<b>A – TITRES DONT LA VALEUR BRUTE EXCEDE 1 % DU CAPITAL DE GUERBET</b>											
<b>FILIALES</b>											
SIMAFEX (France)	1 280	7 119	100,00	1 224	1 224	6 303		17 504	1 778	2 257	
MEDEX (France)	180	1 446	60,00	3 000	2 071	835		2 165		-931	
S.C.I. KALB (France)	63		99,76	615	163	104		120		100	
GUERBET PRODUTOS RADIOLOGICOS (Brésil)	11 567	-3 179	100,00	11 197	11 197	5 041	340	27 765		4 226	
CODALI (Belgique)	541	2 853	99,56	379	379	1 699		33 222	682	1 784	
MARTINS & FERNANDES (Portugal)	410	-18	99,73	1 223	42	1 077	200	3 343		-349	
GUERBET A.G. (Suisse)	302	174	99,60	304	304	835		12 728	1 809	1 342	
GUERBET G.M.B.H. (Allemagne)	511	11 811	100,00	19 962	19 962			39 133	1 240	3 577	
GUERBET A.S. (Turquie)	37	-455	99,99	283		3 403	329	5 372		-192	
LABORATORIOS FARMACEUTICOS GUERBET (Espagne)	781	782	100,00	790	790	4 613		7 591		-5	
GUERBET AUSTRIA G.M.B.H. (Autriche)	73	775	99,75	146	146			3 887		325	
GUERBET KOREA LTD (Corée)	5 910	-5 619	100,00	6 683	3 686	20	3 229	7 692		243	
GUERBET TAIWAN (Taiwan)	147	-241	100,00	191	191	2	550	1 877		101	
GUERBET SPA (Italie)	500	3 768	100,00	500	500	10 731	1 300	19 311		448	
GUERBET LLC (USA)	1 087	-866	100,00	1 624	389	4 501	119	3 847		167	
GUERBET MEXICANA (Mexique)	544	-317	100,00	600	503	1 156	1 059	2 450		276	
GUERBET JAPAN KK (Japon)	1 031	459	100,00	1 951	1 034	67		7 854		-455	
<b>PARTICIPATIONS</b>											
BORON BIOLOGICALS INC. (Etats-Unis)	N.C.	N.C.		434	44	55		N.C.		N.C.	
<b>B – TITRES DONT LA VALEUR BRUTE N'EXCEDE PAS 1 % DU CAPITAL DE GUERBET</b>											
<b>FILIALES</b>											
GUERBET NEDERLAND B.V. (Pays Bas)	91	667	100,00	92	92	248		6 402		512	
GUERBET LABORATORIES LTD (Angleterre)	13	134	100,00	13	13	1 011	507	2 401		-105	
GUERBET ASIE PACIFIQUE (Hong Kong)	N.S.	3 148	100,00	N.S.	N.S.	1 644		12 952	1 068	772	
<b>PARTICIPATIONS</b>											
Participations dans les sociétés françaises	N.S.	N.S.		113	113					N.S.	
				<b>Filiales</b>				<b>Participations</b>			
<b>Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations</b>	<b>Françaises</b>			<b>Etrangères</b>			<b>Françaises</b>		<b>Etrangères</b>		
<b>Valeur comptable des titres détenus :</b>											
- brute :	4 839			45 938			113		434		
- nette :	3 458			39 228			113		44		
Montant des prêts et avances accordés	7 242			36 048			-		55		
Montant des cautions et avals donnés	-			7 633			-		-		
Montant des dividendes encaissés	1 778			4 799			-		-		

Dans un objectif de cohérence, les capitaux propres et les résultats des filiales sont présentés en normes IFRS. Pour les filiales en dehors de la zone Euro, le capital, les capitaux propres et le résultat ont été convertis au taux de clôture au 31 décembre 2007.

#### 20.1.4 Rapport général des commissaires aux comptes

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**Comptes Annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2007**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société GUERBET, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La société évalue annuellement la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières et participations selon la méthode décrite dans la note d) de l'annexe aux comptes annuels relative aux règles et méthodes comptables. Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

#### **III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 mars 2008  
Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Marc BASTIER

Christophe PERRAU

## 20.1.5 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

### RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET LES ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2007

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

#### Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### Convention de participation aux dépenses marketing des filiales

Le conseil de surveillance de votre société a autorisé dans sa séance du 25 mai 2007 des participations aux dépenses marketing des filiales suivantes :

Filiale	Montant en K€	Dirigeants concernés
Guerbet LLC (filiale USA)	Frais Oxilan : 858 K€	Monsieur Philippe DECAZES
Guerbet Japan	Frais Imagenil : 1 164 K€	Messieurs Philippe DECAZES, Philippe BARTHELET et Bruno BONNEMAIN

#### Convention d'abandon de compte courant

Le conseil de surveillance de votre société a autorisé dans sa séance du 25 Mai 2007 un abandon de compte courant au profit de la filiale suivante :

Filiale	Montant en K€	Dirigeants concernés
Guerbet Mexique	Abandon de compte courant : 858 K€	Aucun dirigeant commun

**Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice**

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de des conventions et des engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

**Contrat de travail**

Le contrat de travail de M. Dominique MEYER, membre du Directoire de GUERBET SA et Directeur Industriel de GUERBET SA a poursuivi ses effets au cours de l'exercice 2007.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 mars 2008  
Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

Jean-Marc BASTIER

DELOITTE & ASSOCIES

Christophe PERRAU

**20.2 Informations financières proforma**

NEANT

**20.3 Indication de la source d'information lorsque les états ne sont pas visés par les commissaires aux comptes**

NEANT

**20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles**

NEANT

**20.5 Date des dernières informations financières**

Les dernières informations financières concernent les comptes consolidés au 31 décembre 2007.

**20.6 Informations financières intermédiaires et autres**

NEANT



## 21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 21.1 Capital social

Au 31 décembre 2007, le montant du capital social était de 12 018 276 €, divisé en 3 004 569 actions ordinaires d'une valeur nominale de 4 € chacun, de même catégorie, entièrement libérées.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, 3 280 actions ont été créées suite à la levée d'options de souscription d'actions. Ainsi le capital s'élève, à la date du 10 mars 2008, date de la dernière levée, à 12 031 396 € divisé en 3 007 849 actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dans les cas où la forme nominative est imposée par la législation en vigueur.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte dans les conditions et selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### 21.1.1 Evolution du capital au cours des cinq dernières années jusqu'à ce jour

Dates Directoire	Opérations d'augmentation de capital	Nominal Opération	Prime d'émission	Nombre de titres créés	Nominal	Capital social cumulé	Nombre d'actions cumulées
25.02.03	par levée d'options de souscription d'actions (1)	6 000 €	28 380 €	1 500	4 €	11 546 892 €	2 886 723
06.01.04	par levée d'options de souscription d'actions (2)	30 800 €	135 037 €	7 700	4 €	11 577 692 €	2 894 423
04.01.05	par levée d'options de souscription d'actions (3)	185 252 €	797 416 €	46 313	4 €	11 762 944 €	2 940 736
26.07.05	par levée d'options de souscription d'actions (4)	18 688 €	74 186 €	4 672	4 €	11 781 632 €	2 945 408
03.01.06	par levée d'options de souscription d'actions (5)	94 344 €	507 236 €	23 586	4 €	11 875 976 €	2 968 994
11.07.06	par levée d'options de souscription d'actions (6)	25 300 €	136 192 €	6 325	4 €	11 901 276 €	2 975 319
04.01.07	par levée d'options de souscription d'actions (7)	40 796 €	275 059 €	10 199	4 €	11 942 072 €	2 985 518
03.01.08	par levée d'options de souscription d'actions (8)	76 204 €	575 938 €	19 051	4 €	12 018 276 €	30044569
à constater	levée d'options de souscription d'actions durant l'ex. 2008 (9)	13 120 €	86 765 €	3 280	4 €	13 120 000 €	3007 849

- (1) 1 500 options de souscription d'actions consenties, au prix unitaire de 22,92 €, par le Conseil d'Administration du 22 octobre 1999, sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 1995.
- (2) 5 600 options de souscription d'actions consenties, au prix unitaire de 22,92 €, par le Conseil d'Administration du 22 octobre 1999, sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 1995 et 2 100 options de souscription d'actions consenties, au prix unitaire de 17,85 €, par le Conseil d'Administration du 18 mai 2001 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001.
- (3) 15 000 options de souscription d'actions, consenties au prix unitaire de 17,08 €, par le Conseil d'Administration du 19 mars 1999 + 25 113 consenties au prix unitaire de 22,92 € par le Conseil d'Administration du 22 octobre 1999 (les deux plans sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 1995) et 5 000 options de souscription d'actions, consenties au prix unitaire de 22,27 €, par le Directoire du 22 novembre 2001 + 1 200 consenties au prix unitaire de 32,94 € par le Directoire du 26 août 2002 (les deux plans sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001).

- (4) Ces 4 672 options de souscription d'actions ont été levées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2005 par 5 bénéficiaires : 3.000 options au prix unitaire de 17,85 € (consenties par le Conseil d'Administration du 18 mai 2001 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001) ; 1.572 options au prix de 22,92 € (consenties par le Conseil d'Administration du 22 octobre 1999, sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 1995) et 100 options au prix unitaire de 32,94 € (consenties par le Directoire du 26 août 2002 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001).
- (5) Ces 23 586 options de souscription d'actions ont été levées au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2005 par 33 bénéficiaires : 450 options au prix unitaire de 17,85 € (consenties par le Conseil d'Administration du 18 mai 2001 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001) ; 7 830 options au prix de 22,27 € (consenties par le Directoire du 22 novembre 2001 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001) ; 9 326 options au prix de 22,92 € (consenties par le Conseil d'Administration du 22 octobre 1999, sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 1995) et 3 980 options au prix unitaire de 32,94 € (consenties par le Directoire du 26 août 2002 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001) et 2 000 options au prix unitaire de 37,16 € (consenties par le Directoire du 23 septembre 2003 sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 16 novembre 2002).
- (6) Ces 6 325 options de souscription d'actions ont été levées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006 par 9 bénéficiaires : 5 050 options au prix unitaire de 22,92 € (consenties par le Conseil d'Administration du 22 octobre 1999, sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 1995) et 1 200 options au prix unitaire de 32,94 € (consenties par le Directoire du 26 août 2002 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001) et 75 options au prix unitaire de 82,91 € (consenties par le Directoire du 26 juillet 2005 sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 16 novembre 2002).
- (7) Ces 10 199 options de souscription d'actions ont été levées au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2006 par 49 bénéficiaires : 675 options au prix unitaire de 17,85 € (consenties par le Conseil d'Administration du 18 mai 2001 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001) ; 1 339 options au prix de 22,92 € (consenties par le Conseil d'Administration du 22 octobre 1999, sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 1995) ; 350 options au prix unitaire de 32,24 € (consenties par le Directoire du 25 février 2003 sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 16 novembre 2002) ; 7 760 options au prix unitaire de 32,94 € (consenties par le Directoire du 26 août 2002 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001) et 75 options au prix unitaire de 82,91 € (consenties par le Directoire du 26 juillet 2005 sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 16 novembre 2002).
- (8) Ces 19 051 options ont été levées au cours de l'exercice 2007 par 62 bénéficiaires : 5 045 options au prix unitaire de 22,27€ (consenties par le Directoire du 22 novembre 2001 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001) ; 7 456 options au prix de 32,94 € (consenties par le Directoire du 26 août 2002 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2001) ; 1 300 options au prix de 32,24 € (consenties par le Directoire du 25 février 2003 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 novembre 2002) ; 4000 options au prix unitaire de 37,16 € (consenties par le Directoire du 23 septembre 2003 sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 16 novembre 2002) et 1 250 options au prix unitaire de 82,91 € (consenties par le Directoire du 26 juillet 2005 sur autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 16 novembre 2002).
- (9) Il s'agit de levées d'options de souscription d'actions par 6 bénéficiaires. Ces 3 280 actions nouvelles seront constatées au plus tard et ce, conformément à l'article L. 225-178 du Code de Commerce, lors de la première réunion du Directoire qui suivra la clôture de l'exercice 2008.

Il est à noter que la valeur du titre sur le marché n'a pas été affectée par les levées-ventes importantes de stock-options qui ont eu lieu au cours de l'année 2007.

### 21.1.2 Dividendes

#### Au titre de l'exercice 2007 :

Le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2007 s'élève à 22 026 974,65 €, soit compte tenu du report à nouveau bénéficiaire de 41 767 107,98 € et de la dotation à la réserve légale de 7 620,40 €, un bénéfice distribuable de 63 786 462,23 €.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale du 23 mai 2008 la distribution d'un dividende de 2,25 € par action.

**Dividendes distribués au titre des 5 derniers exercices :**

Le tableau suivant indique le montant du dividende mis en paiement au titre des cinq derniers exercices et, le cas échéant, celui de l'avoir fiscal correspondant.

<b>Exercice</b>	<b>Net par action</b>	<b>Avoir fiscal</b>	<b>Revenu brut par action</b>
<b>2002</b>	0,60 €	0,30 € *	0,90 €
		0,06 € *	0,66 €
<b>2003</b>	0,75 €	0,375 € *	1,125 €
		0,075 € *	0,825 €
<b>2004</b>	1,50 €	suppression de l'avoir fiscal	
<b>2005</b>	2,00 €	suppression de l'avoir fiscal	
<b>2006</b>	2,00 €	suppression de l'avoir fiscal	

\* Taux de 50% applicable aux personnes physiques et aux personnes morales dans une relation mère-filiale et taux de 10% applicable aux autres personnes morales.

**Politique de distribution :**

Pour les exercices futurs, la politique de distribution de dividendes dépendra des résultats et de l'appréciation des moyens nécessaires pour assurer le développement du Groupe.

Depuis son introduction en bourse (1986), le Groupe a toujours procédé à une distribution de dividendes.

**Remarques :**

Les dividendes se prescrivent par cinq ans à compter de leur mise en paiement.

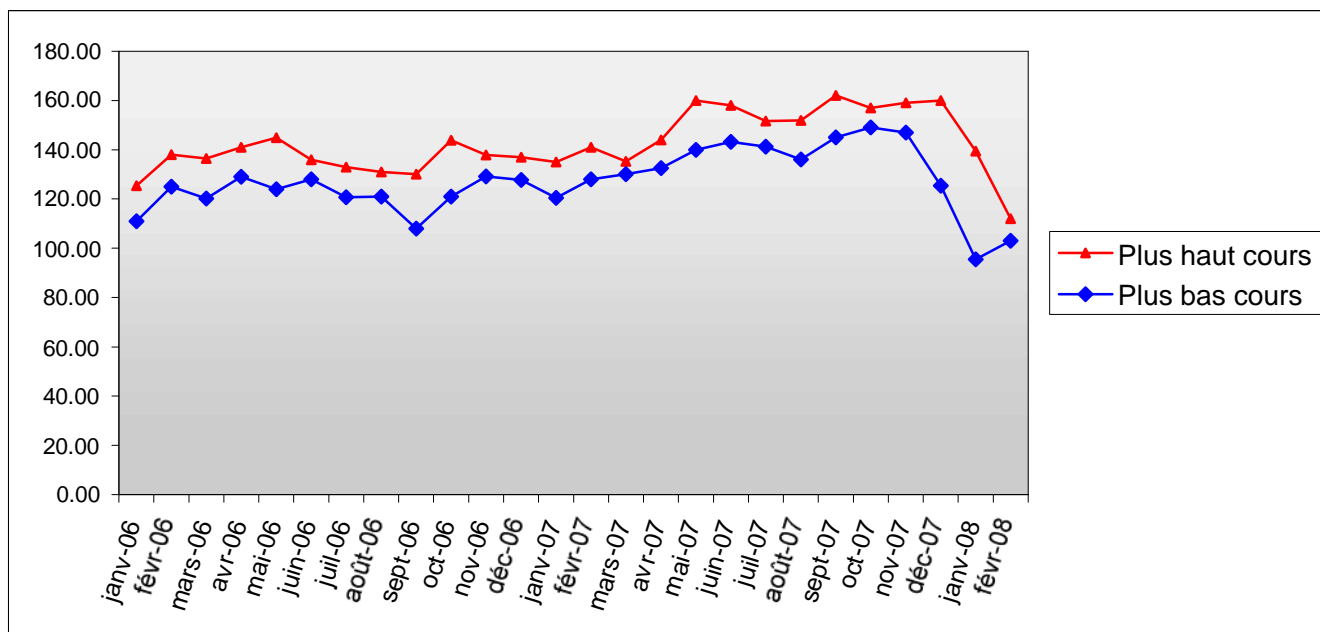
Les dividendes non touchés sont reversés à la recette des impôts.

Un premier dividende est prévu statutairement à hauteur de 6% du montant libéré non amorti des actions.

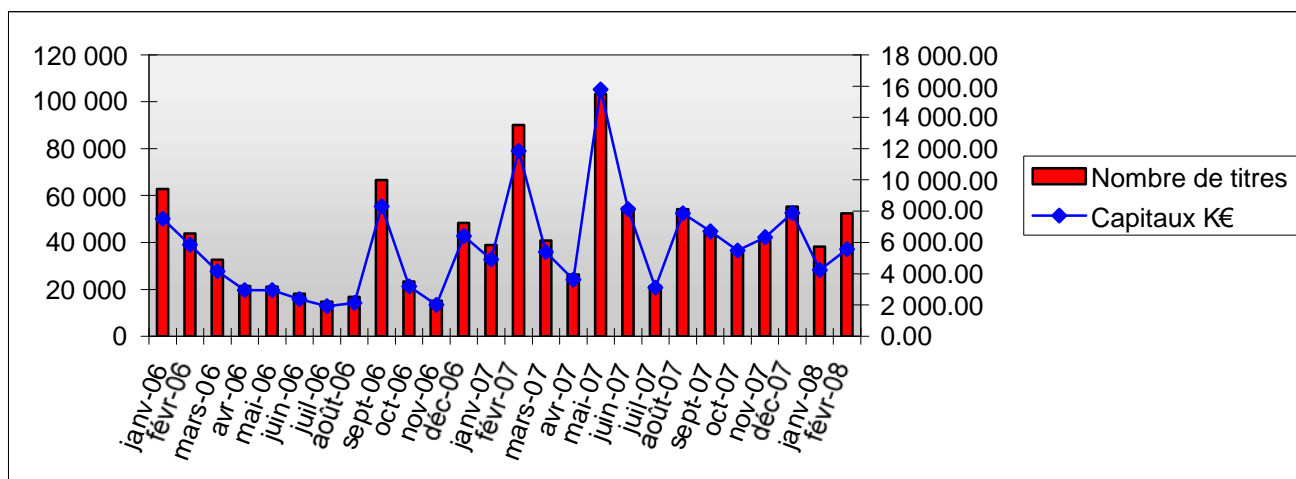
### 21.1.3 Statistiques sur le marché de l'action

Les actions Guerbet sont cotées sur l'Eurolist d'Euronext Paris en continu non SRD sous le code ISIN FR0000032526.

#### Cours de l'action



#### Statistiques en volume et en valeur



Source : Euronext Paris / GL Trade

Sur la base du cours d'ouverture à la date du 29 février 2008, soit 105,00 €, la capitalisation boursière de la Société est de 315 millions d'euros.

## 21.1.4 Capital souscrit, non libéré, augmentation de capital

NEANT

## 21.1.5 Capital potentiel, options de souscription d'actions

A la date du 10 mars 2008

PLANS D'OPTIONS	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6	Plan n° 7
Date d'Assemblée Générale	19.05.2001	19.05.2001	19.05.2001	16.11.2002	16.11.2002	16.11.2002	18.05.2006
Date du Conseil d'Administration	18.05.2001						
Date du Directoire		22.11.2001	26.08.2002	25.02.2003	23.09.2003	26.07.2005	25.09.2007
Nombre total d'options attribuées	7 500	25 000	37 700	3 900	19 200	106 950	7 000
dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les mandataires sociaux (1)	0	25 000	0	0	13 200	14 000	5 000
Nombre de mandataires concernés	0	4	0	0	3	6	1 (9)
Point de départ d'exercice des options	18.05.2001	22.11.2003 (8)	26.08.2004 (8)	25.02.2005 (8)	23.09.2005 (8)	26.07.2007 (8)	25.09.2009 (8)
Date d'expiration	17.05.2008	21.11.2008	25.08.2009	24.02.2010	22.09.2010	25.07.2012	24.09.2017
Prix de souscription	17,85 €	22,27 €	32,94 €	32,24 €	37,16 €	82,91 €	150,22 €
Nombre total d'options annulées depuis l'attribution	0	0	7 200	1 200	0	9 675	0
Nombre total d'actions souscrites depuis l'attribution	6 225 (2)	20 630 (3)	21 796 (4)	1 650 (5)	6 000 (6)	1 825 (7)	0
Nombre total d'options restantes	1 275	4 370	8 704	1 050	13 200	95 450	7 000

(1) Mandataires sociaux au sens de la loi N.R.E. et au moment de l'attribution des options

(2) 2 100 options exercées en 2003 + 3 450 options exercées en 2005 + 675 options exercées en 2006

(3) 5 000 options exercées en 2004 + 7 830 options exercées en 2005 + 5 045 options exercées en 2007 + 2 755 options exercées en 2008

(4) 1 200 options exercées en 2004 + 4 080 options exercées en 2005 + 8 960 options exercées en 2006 + 7 456 options exercées en 2007 + 100 options exercées en 2008

(5) 350 options exercées en 2006 + 1 300 options exercées en 2007

(6) 2 000 options exercées en 2005 + 4 000 options exercées en 2007

(7) 150 options exercées en 2006 (2 cas de dérogation à l'indisponibilité fiscale - article 91 ter du C.G.I.) et 1 250 options exercées en 2007 (dont 1 cas de dérogation) et 425 options exercées en 2008 (dont 1 cas de dérogation)

(8) Ces plans comportent des clauses d'incessibilité des titres durant deux années

(9) En application de la Loi du 30 décembre 2006, le Conseil de Surveillance a décidé, concernant l'attribution faite au membre du Directoire, de maintenir les mêmes règles que celles applicables aux stock-options attribuées aux membres du Directoire antérieurement à ladite Loi. Par conséquent, le bénéficiaire de ce Plan aura la possibilité de lever ses options à partir de la 3<sup>ème</sup> année d'attribution et de vendre la totalité des actions issues de cette attribution à partir de la 5<sup>ème</sup> année à compter de celle-ci.

A la date du 10 mars 2008, 131 049 options de souscription sont en cours de validité. Si toutes ces options étaient exercées, le nombre d'actions nouvelles à émettre serait de 131 049 et donnerait un nombre total de 3 138 898 actions soit une dilution potentielle de près de 4,36 % du capital actuel. Ces actions nouvelles représenteraient une augmentation des fonds propres de 9 896 452 Euros.

### **Options d'achat d'actions**

Un plan d'options d'achat d'actions, mis en place par le Directoire dans sa séance du 26 juillet 2005, dont la date d'expiration est le 25 juillet 2012, est toujours en cours. Ce plan concerne un bénéficiaire, mandataire social, et porte sur l'attribution d'une option d'achat de 5 107 actions de la société Guerbet au prix d'achat de 82,91 Euros.

## **21.2 Actes constitutifs et statuts**

### **21.2.1 Droits, privilèges attachés aux catégories d'actions**

Cf chapitre 18 Principaux actionnaires

## **22 CONTRATS IMPORTANTS DE L'ANNEE**

Dans l'année suivant la date de parution du Document de référence 2006 un contrat d'approvisionnement a été revu concernant le cycle de fabrication de Xenetix.

Afin d'améliorer notre compétitivité, notre fournisseur suédois CAMBREX, a proposé à Guerbet de délocaliser la fabrication de l'ANI en Inde, chez leur partenaire ELPPE. L'ANI (acide 5-Nitroisophtalique) est une des nos matières principales entrant dans la chaîne de fabrication du 607 (principe actif du Xenetix).

Grâce à un travail collectif entre les équipes de Guerbet (Développement Pharmaceutique, Qualité et Achats), Cambrex et Elppe, ce nouveau site de fabrication vient de recevoir son agrément.

## **23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS**

NEANT

## 24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Tous les documents mis à la disposition des actionnaires dans les conditions légales peuvent être consultés au siège social, 15 rue des Vanesses à Villepinte (93420).

Les rapports documents de référence et comptes consolidés de Guerbet des trois derniers exercices sont disponibles sur le site internet [www.guerbet.com](http://www.guerbet.com), rubrique « Investisseurs » puis « Rapports ».

### CALENDRIER DE LA COMMUNICATION ET DES PUBLICATIONS DE GUERBET SUR 2007

Le tableau ci-dessous détaille l'ensemble des informations publiées ou rendues publiques entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 28 février 2008 :

Evènement	Date d'arrêté	Date de publication	Support
Publication du chiffre d'affaires du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2006	-	14/02/07	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Présentation des comptes consolidés - exercice 2006	12/03/07	13/03/07	Réunions d'analystes et de journalistes
Avis préalable de réunion valant avis de convocation avec texte des résolutions (A.G. annuelle 2007)	12/03/07	20/04/07	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Publication des comptes sociaux et consolidés 2006 provisoires	-	30/04/07	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Avis de convocation si nécessaire pour l'A.G. 2007	-	10/05/07	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Publication du chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2007	-	15/05/07	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Assemblée Générale Annuelle	-	25/05/07	
Publication avis indiquant le nombre total de droits de vote à la date de l'Assemblée Générale	-	08/06/07	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Avis indiquant l'approbation des comptes consolidés et sociaux 2006	-	09/07/07	Parution au BALO
Publication du chiffre d'affaires du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2007	-	15/08/07	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Présentation des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2007	10/09/07	11/09/07	Réunions d'analystes et de journalistes
Publication des comptes consolidés semestriels	-	31/10/07	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Publication du chiffre d'affaires du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2007	-	15/11/07	Parution au BALO & Diffuseur professionnel
Publication du chiffre d'affaires du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2007	-	15/02/08	Parution au BALO & Diffuseur professionnel

## TABLE DE CORRESPONDANCE POUR LA LECTURE DU RAPPORT DE GESTION

Il est précisé au lecteur que toutes les informations relatives au rapport de gestion et ses annexes sont insérées dans le Document de Référence . Pour faciliter la synthèse et la lecture du rapport de gestion, il a été établi la table de correspondance suivante :

---

Activité et résultats de l'exercice, progrès réalisés, difficultés rencontrées. Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière	Chapitre 9
Indicateurs clés de performance de nature financière ayant trait à l'activité de Guerbet	Chapitre 9
Activité des filiales au cours de l'exercice	Chapitre 9
Perspectives d'avenir	Chapitre 9
Informations sociales et environnementales	Chapitre 9
Recherche et développement	Chapitres 9, 11
Prises de participations	Chapitre 9
Modifications apportées au mode de présentation des comptes	Chapitre 20
Filiales et participations	Chapitre 9
Evènements importants survenus entre la date de clôture et la date du rapport	Chapitre 9
Principaux Risques et incertitudes. Indication sur l'utilisation des instruments financiers	Chapitres 4, 9
Délégations de compétence et de pouvoirs accordés par l'AG	Chapitre 9
Résultat des cinq derniers exercices	Chapitre 9
Dividendes	Chapitre 9
Rachat d'actions	Chapitre 9
Rapport du Conseil de surveillance sur les comptes de l'exercice et ses observations sur le rapport du Directoire	Chapitre 9
Rapport du président du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne	Chapitre 16
Mandats et fonctions des mandataires sociaux	Chapitre 14
Règles applicables à la nomination et au remplacement du directoire et à la modification des statuts	Chapitre 9
Pouvoirs du Directoire pour l'émission et le rachat d'actions	Chapitre 9
Opérations sur le titre Guerbet réalisées par les dirigeants	Chapitre 9
Rémunérations et avantages des mandataires sociaux	Chapitre 15
Identité des détenteurs de participations significatives	Chapitres 18
Répartition du capital, actionnariat salarié , accords entre actionnaires	Chapitres 9, 18

---



## **25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS**

Guerbet ne détient pas de participation non consolidée susceptible d'avoir une incidence significative sur l'appréciation de son patrimoine, de sa situation financière ou de ses résultats.

Les participations détenues par Guerbet dans les sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle sont décrites au chapitre 7 Organigrammes.

